JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1984-1985

(63^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Jeudi 13 Juin 1985.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. PHILIPPE MARCHAND

1. — Rappel au règlement (p. 1662).

MM. Labbé, le président, Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation; Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

2. — Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution. — Vote sans débat d'un projet de loi (p. 1664).

Article unique. — Adoption (p. 1664).

3. — Convention internationale du travail n° 90. — Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1664).

Article unique. — Adoption (p. 1664).

4. — Convention internationale du travail n° 148. — Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1664).

Article unique. — Adoption (p. 1664).

5. — Convention internationale du travail n° 152. — Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1664).

Article unique. — Adoption (p. 1664).

6. — Convention relative à l'aviation civile internationale. — Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1664).

★ (1 f.)

Article unique. — Adoption (p. 1664).

7. — Mode d'élection des députés. — Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi organique (p. 1664).

M. Bonnemaïson, rapporteur de la commission des lois.

M. Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Discussion générale :

MM. Zeller,

Tranchant, le ministre, le président,

André Bellon.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 1669).

Amendement n° 1 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Articles 1^{er} bis, 2, 3 et 4. — Adoption (p. 1669).

Articles 5 et 6 (p. 1669).

L'Assemblée a supprimé ces articles.

Article 7. — Adoption (p. 1669).

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi organique.

8. Mode d'élection des députés. Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 1670).

M. Bonnemaïson, rapporteur de la commission des lois.

M. Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Exception d'irrecevabilité de M. Foyer. MM. Foyer, le rapporteur. — Rejet par scrutin.

Discussion générale: M. Debré.

MM. le ministre, Debré.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} et tableau annexé (p. 1676).

Amendement n° 1 de la commission des lois: MM. François Massot, rapporteur suppléant; le ministre. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission: MM. le rapporteur suppléant, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} et du tableau annexé modifiés.

Articles 2 à 5, 5 bis, 6 à 8, 8 bis, 9 à 11. — Adoption (p. 1677).

Article 12 (p. 1677).

Amendement n° 3 de la commission: MM. le rapporteur suppléant, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 12 modifié.

Article 13. — Adoption (p. 1678).

Après l'article 13 (p. 1678).

Amendement n° 4 de la commission: MM. le rapporteur suppléant, le ministre. — Adoption.

Article 14. — Adoption (p. 1678).

Après l'article 14 (p. 1678).

Amendement n° 5 de M. Bonnemaïson: MM. le rapporteur suppléant, le ministre. — Adoption.

Vote sur l'ensemble (p. 1678).

Explications de vote:

MM. Ducloné,
Labbé.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

9. — Election des conseillers régionaux. — Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 1679).

M. François Massot, rapporteur de la commission des lois.

M. Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Discussion générale: M. Debré.

M. le ministre.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} et tableau annexé (p. 1682).

Amendement n° 4 corrigé du Gouvernement, avec le sous-amendement n° 5 de M. François Massot: MM. le ministre, le rapporteur. — Rejet du sous-amendement; adoption de l'amendement.

Amendement n° 1 de la commission des lois: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié et du tableau annexé ainsi rédigé.

Article 1^{er} bis A (p. 1686).

Amendement de suppression n° 3 de la commission: MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

L'article 1^{er} bis A est supprimé.

Articles 7 bis, 9 et 10. — Adoption (p. 1686).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

10. — **Demande de vote sans débat** (p. 1686).

11. — **Retrait d'une question orale sans débat** (p. 1686).

12. — **Dépôt de propositions de loi** (p. 1686).

13. — **Dépôt de rapports** (p. 1687).

14. — **Ordre du jour** (p. 1687).

PRESIDENCE DE M. PHILIPPE MARCHAND,

vice-président.

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

RAPPEL AU REGLEMENT

M. le président. La parole est à M. Labbé, pour un rappel au règlement.

M. Claude Labbé. Mon rappel au règlement, qui a un double objet, est fondé sur les articles 47 et 138 du règlement.

Il porte d'abord sur ce qu'il faut bien appeler le désordre de notre ordre du jour.

Nous commençons, en effet, cette séance à seize heures alors que telle n'est pas l'habitude puisque seules les séances du mardi débutent à cette heure-là, afin de permettre la tenue des réunions de groupes. L'ouverture d'une autre séance a également été fixée à seize heures et nous souhaiterions que l'on revienne à une tradition, à un ordre du jour qui nous permettent de mieux régler notre emploi du temps.

Les séances doivent débuter à quinze heures et je ne vois pas en fonction de quoi l'Assemblée nationale devrait s'incliner et adapter ses horaires et son ordre du jour à l'emploi du temps des membres du Gouvernement.

M. Pierre Mauger. A la fantaisie des membres du Gouvernement!

M. Claude Labbé. Je crois que les membres du Gouvernement sont à la disposition de l'Assemblée et non l'inverse. S'ils pensent ne pas pouvoir être là, ils n'ont pas à nous soumettre des projets de loi, en première ou en seconde lecture. Ils doivent faire en sorte d'être présents pour la discussion des textes qui les concernent, selon les horaires traditionnels. Les séances de l'après-midi ont lieu, d'ordinaire, à quinze heures, et non à seize heures.

Alors que l'ordre du jour qui nous a été proposé était généralement d'une faiblesse insignifiante...

M. Pierre Mauger. C'est le moins qu'on puisse dire! Il était creux.

M. Claude Labbé. ... mais cette remarque ne vaut pas pour la séance d'aujourd'hui, nous allons devoir siéger en session extraordinaire — ce qui est devenu une habitude sous vos gouvernements, messieurs — pendant la plus grande partie du mois de juillet. Les choses ne sont vraiment pas bien organisées. Permettez-moi de vous dire au nom de l'Assemblée nationale et de l'image que nous devons donner dans l'opinion publique, que je le regrette profondément.

Le second objet de mon rappel au règlement aura trait aux questions d'actualité pour lesquelles, il faut bien le constater, les membres du Gouvernement sont de moins en moins présents. Certes, ils ont des excuses. Ainsi M. Laurent Fabius, Premier ministre, qui était hier à Lisbonne, ne pouvait être à Paris. Mais hier, par exemple, je crois qu'il n'y avait qu'un seul ministre, en séance, le reste de la représentation gouvernementale étant composé, pardonnez-moi, de secrétaires d'Etat.

On semble s'habituer, du côté des membres du Gouvernement à ne plus être au banc pour les questions d'actualité et nous sommes de plus en plus réduits à ce que l'on appelle la portion congrue. Les réponses sont à peu près toutes données par un membre du Gouvernement qui, s'il est chargé des relations avec le Parlement, c'est vrai, ne peut pas constamment donner le même impact à ses réponses que le ministre interrogé.

M. Michel Barnier. C'est bien dit!

M. Claude Labbé. M. Fabius, qui parle très volontiers aux télé-spectateurs une fois par mois, et qui s'adressera à eux très prochainement, semble répugner, en revanche, à répondre aux questions directes qui lui sont posées par les députés. En effet, il laisse la plupart du temps — car le règlement lui en donne le droit — le soin à ses ministres de répondre, même lorsqu'il s'agit de questions qui intéressent manifestement le chef du Gouvernement.

Par ailleurs, je souligne, une fois de plus, que notre groupe, qui ne bénéficie sans doute pas des faveurs et de la tolérance de la présidence — lesquelles ont permis hier au groupe socialiste de s'exprimer pendant plus de quarante minutes — n'a eu droit qu'à deux questions, à deux réponses. Nous reprenons une nouvelle fois une proposition qui ne nous paraît pas sans valeur: si les questions d'actualité doivent être utilisées par les membres du Gouvernement pour faire des déclarations gouvernementales, il faudrait décaler le temps utilisé par les ministres pour répondre et prolonger l'autant le temps accordé aux groupes.

M. Michel Barnier. Très bien!

M. Claude Labbé. Nous avons en effet assisté, et nous assisterons encore car cela devient une habitude, à de véritables numéros dans lesquels les membres du Gouvernement répondent en lisant, la plupart du temps, quatre ou cinq pages rédigées par leurs services, comme cela a été le cas hier. On a l'impression qu'il ne s'agit plus d'une réponse ponctuelle à une question ponctuelle, mais d'une véritable déclaration gouvernementale. Si le Gouvernement veut prononcer une déclaration sur tel ou tel sujet qui l'intéresse, il en a parfaitement le droit et la possibilité, nous en sommes tout à fait d'accord, mais il n'a pas à le faire par le biais des questions au Gouvernement.

Il existe déjà — cela a été le cas sous toutes les législatures, y compris lorsque nous étions dans la majorité, je le reconnais — ce que l'on peut appeler des questions de connivence.

M. Michel Barnier. Des questions téléguidées !

M. Claude Labbé. Il est, en effet, bien évident que le groupe socialiste ne vas pas poser des questions de nature à gêner le Gouvernement. Je ne parle pas du groupe communiste qui a évolué dans un autre sens, depuis quelques mois. Les ministres disposent donc d'un moyen qui leur permet de donner des explications assez longues sur des sujets qui les intéressent. Mais il est inadmissible qu'ils répondent aussi longuement à l'opposition en bloquant pratiquement tout son temps de parole et d'expression, car, à la limite, cela pourrait aboutir à ne plus nous donner droit qu'à une question par séance.

Je demande donc à la présidence de revoir ce problème et d'inciter une nouvelle fois, puisque le président Mermaz lui-même en a fait la remarque, les membres du Gouvernement à être brefs afin de ne pas prendre tout le temps réservé aux groupes pour s'exprimer. Cela est d'autant plus important que les questions du mercredi après-midi sont une des rares possibilités d'expression des parlementaires. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. Monsieur le président Labbé, j'ai écouté avec beaucoup d'attention vos observations. J'ai particulièrement noté celles concernant les questions au Gouvernement et je prends l'engagement d'en faire part à la prochaine conférence des présidents.

M. Claude Labbé. Je vous remercie, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Chacun comprendra que, après avoir reçu une telle volée de bois vert de la part de M. Labbé, le Gouvernement ait besoin de répondre par la bouche de deux de ses membres.

M. Claude Labbé. Deux contre un, cela donne le ton !

M. Marc Lauriol. Cela veut tout dire !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je me bornerai à traiter de la remarque relative à l'heure de la séance.

Je dois d'abord dire que nous organisons notre emploi du temps en tenant au maximum compte des impératifs du calendrier de l'Assemblée nationale. En l'occurrence, je demande l'indulgence de M. Labbé car c'est la première fois que je sollicite une heure de délai pour l'ouverture d'une séance.

M. Claude Labbé. C'est vrai !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. De tels décalages ne sont pourtant pas exceptionnels et durant les douze à treize ans où j'ai été parlementaire, j'ai vu bien des fois des débats retardés d'une ou deux heures, voire d'un jour, ou d'une semaine.

Sur ce plan, je demande l'indulgence de notre censeur.

M. Claude Labbé. Mon fils, elle vous est accordée ! (Sourires.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Comme nous avons déjà une heure de retard, je serai très bref. (Sourires.)

M. Pierre Mauger. Comment allez-vous faire ?

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Le ministre chargé des relations avec le Parlement ne peut que défendre le Parlement. Ma tâche est d'ailleurs très facile avec ce gouvernement qui est tout à fait acquis à la défense du Parlement.

Je répondrai très rapidement à M. Labbé sur plusieurs points.

En ce qui concerne d'abord l'ordre du jour, monsieur Labbé, vous savez fort bien qu'au sein de la conférence des présidents, nous tenons compte de toutes les observations. Nous faisons absolument tout ce qu'il faut pour que l'ordre du jour soit organisé dans les meilleures conditions. On peut certes parfois regretter qu'il n'y ait pas plus de députés en séance et je suis persuadé — compte tenu de la relative faiblesse de votre entourage aujourd'hui — que vous auriez aimé en avoir davantage autour de vous. (Rires et exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Marc Lauriol. Vous aussi !

M. Michel P. nier. Tournez-vous !

M. Claude Labbé. Regardez vos propres bancs !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Je n'ai actuellement l'œil que vers la droite, excusez-moi, j'ignore ce qui se passe à ma gauche ! (Sourires.)

M. Michel Barnier. Proportionnellement nous sommes plus nombreux !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Pour ce qui est, ensuite, de la session extraordinaire, vous savez qu'il n'est pas dans le rôle du ministre chargé des relations avec le Parlement de porter un jugement quelconque sur les parlementaires. Je me permets cependant de dire à M. Labbé que s'il a une influence sur le groupe R.P.R. du Sénat — et je sais que tel est le cas — il pourrait parler du sujet à ses membres, car cette session extraordinaire aurait pu être sinon évitée, du moins raccourcie. Je lui renvoie donc la balle en lui demandant d'aller du côté du Palais du Luxembourg. Cela dit je tiens à souligner que les sénateurs sont des hommes et des femmes d'une qualité exceptionnelle, tout comme les députés d'ailleurs. (Sourires.)

Quant aux questions d'actualité, monsieur Labbé, je suis très surpris que vous, qui êtes un parlementaire né, et depuis fort longtemps (rires sur les bancs des socialistes) n'avez vu au banc du Gouvernement que des secrétaires d'Etat. Il y avait en effet, M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui est un des principaux membres du Gouvernement, il y avait le ministre d'Etat Gaston Defferre...

M. Claude Labbé. Il est passé comme une étnile filante !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. ... il y avait Mme Bouchardeau, il y avait des ministres délégués d'une grande qualité comme M. Calmat, il y avait Mme Roudy, il y avait M. Souchon...

M. Marc Lauriol. Il y avait M. Labarrère !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Merci, je n'osais pas le dire moi-même. (Sourires.)

M. Marc Lauriol. Bien sûr !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Je vous remercie, vous êtes trop bon pour moi.

Il y avait donc des ministres.

Quant à dire que beaucoup de ministres ne répondent pas, c'est faux. Je suis parfois chargé de répondre à leur place et je m'acquitte de cette tâche comme je le peux. De toute façon, les ministres qui répondent ne lisent pas un papier. (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Vous savez fort bien qu'il est difficile de lire un papier en répondant. (Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.)

Nous ne lisons pas de papiers, car si nous le faisons vous seriez parfois un peu inquiets de certaines réponses. (Rires et exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Marc Lauriol. Quel aveu !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Pas du tout ! De votre temps c'était la même chose, c'était même pire, évidemment ! (Rires sur les bancs des socialistes.)

Pour terminer, monsieur Labbé, je vous indique que j'ai été très surpris que vous osiez parler de questions de connivence. Cela revient à porter un jugement un peu détestable sur vos collègues socialistes.

M. Claude Labbé. Pas du tout !

M. Michel Barnier. Des questions téléguidées !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Il ne peut y avoir de questions de connivence entre des députés qui font leur travail et le Gouvernement. De votre temps, d'accord, il y avait connivence et je vis d'ailleurs, à vos gestes, que vous savez toujours décrocher le téléphone, mais tel n'est pas le cas avec le groupe socialiste. Ses membres posent les questions qu'ils veulent, comme ils le désirent et, parfois, monsieur Labbé, elles nous surprennent, croyez-moi ! Nous avons quelquefois plus de mal à répondre aux députés socialistes qu'aux députés de l'opposition, car vos questions, permettez-moi de vous le dire, ne sont pas toujours d'un niveau exceptionnel ! (Rires sur les bancs des socialistes. — Protestations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Marc Lauriol. Et que dire du niveau de votre réponse !

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Je suis persuadé, monsieur le président Labbé, que nous serons d'accord sur un point. Grâce à la télévision — elle n'est pas là aujourd'hui d'où cet hémicycle peu rempli — les questions au Gouvernement ont pris une importance particulière. Elles donnent à chacun une occasion de s'exprimer.

Il est cependant indéniable que les ministres auraient parfois intérêt à raccourcir leurs réponses sans tomber pour autant dans les travers de la méthode britannique. En effet, si les ministres

se bornaient à répondre comme dans les parlements britannique ou canadien « no comment » que n'entendrions-nous pas ! Les commentaires iraient bon train !

M. Marc Lauriol. Là-bas il y a le droit de réplique ! Nous pourrions prendre modèle.

M. le ministre chargé des relations avec le Parlement. Il est évident qu'il serait plus apaisant de faire des réponses un peu moins longues.

C'est la raison pour laquelle je vais m'arrêter là, afin que M. Joxe puisse, comme d'habitude, briller dans cette assemblée. (*Sourires.*)

Je tiens d'ailleurs à dire que s'il fallait dresser un tableau d'honneur pour les ministres présents et qui font bien leur travail — je pense que vous l'admettez, monsieur Labbé — M. Joxe mériterait largement la première place, je dirai « avec d'autres » pour ne me mettre mal avec aucun de mes collègues. (*Sourires.*)

M. Claude Labbé. Permettez-moi de vous dire que M. Fabius est très britannique. No comment, il sait ce que cela veut dire !

M. le président. Je remercie tous les intervenants de leurs observations. Je suis convaincu que nous en tirerons tous profit.

— 2 —

PROTOCOLE SUR L'INTERVENTION EN HAUTE MER EN CAS DE POLLUTION

Vote sans débat d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat du projet de loi autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (n° 2656, 2697).

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Est autorisée l'adhésion au protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 3 —

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL N° 90

Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée en 1948) (n° 2687, 2698).

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention internationale du travail n° 90 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie (révisée en 1948), faite à Genève le 10 juillet 1948 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 4 —

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL N° 148

Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail (n° 2688, 2699).

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention internationale du travail n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail, faite à Genève, le 20 juin 1977 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 5 —

CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL N° 152

Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 152 concernant la sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires (n° 2689, 2700).

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention internationale du travail n° 152 concernant la sécurité et l'hygiène du travail dans les manutentions portuaires, faite à Genève le 25 juin 1979 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 6 —

CONVENTION RELATIVE A L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Vote sans débat d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 3 bis) (n° 2686, 2728).

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Est autorisée la ratification du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (art. 3 bis), signé à Montréal le 10 mai 1984 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 7 —

MODE D'ELECTION DES DEPUTES

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi organique.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 7 juin 1985.

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur le projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte que je vous ai transmis le 31 mai 1985.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de ce projet de loi organique (n° 2735, 2761).

La parole est à M. Bonnemaison, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, mes chers collègues, le Sénat ayant adopté une question préalable qui a entraîné le rejet du texte que nous avons adopté en première lecture, la commission des lois de notre assemblée vous demande de reprendre ce dernier.

J'ai donc peu de commentaires à faire et je vous renvoie à mon rapport écrit dans lequel j'ai présenté quelques observations tant sur le rapport rédigé par mon collègue du Sénat que sur les arguments qu'il a développés en séance publique.

Je tiens notamment à souligner le caractère regrettable de certains commentaires. Ils sont en effet totalement contraires à une tradition que le Sénat non seulement observe mais qu'il nous invite à suivre et qui veut qu'une assemblée ne s'appesantisse pas trop sur les conditions d'élection des membres de l'autre assemblée.

Ces commentaires portaient non seulement sur le nombre des députés mais aussi sur le coût de la réforme aujourd'hui proposée. Je rappellerai simplement que si depuis 1958, le nombre des députés n'a pas été augmenté, celui des sénateurs l'a été de 17 p. 100, et à l'initiative chaque fois du Sénat lui-même ;

nous avons jugé ces modifications tout à fait respectables. La réforme qui nous est aujourd'hui proposée par le Gouvernement aura pour conséquence d'augmenter de 19 p. 100 le nombre des députés. Ces deux pourcentages sont, à l'évidence, très voisins.

Il est regrettable que l'on nourrisse l'anti-parlementarisme en utilisant abusivement de tels arguments. Je tenais à le souligner, souhaitant que, dans notre sagesse commune, nous évitions de tels errements.

Je relève ensuite qu'il est quelque peu contradictoire, d'une part, de prétendre que les députés seraient, paraît-il, trop éloignés de leurs électeurs et, d'autre part, de reprocher au Gouvernement de créer quelques sièges de députés dans les départements qui connaissent une sous-représentation parlementaire. Or, pour qu'un député soit proche de ses électeurs, encore faut-il que son siège existe ! Il était donc tout à fait logique, là où la représentation parlementaire était insuffisante, de procéder à des réajustements, comme nos collègues sénateurs l'ont fait.

La seule modification que je proposerai d'apporter au texte adopté en première lecture par notre assemblée aura pour objet de ramener de 571 à 570 le nombre des députés, afin de tenir compte de l'adoption définitive du projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, devenu collectivité territoriale.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, les deux textes que vous allez successivement examiner cet après-midi, à la suite de l'échec de la commission mixte paritaire, sont ceux que vous avez adoptés le 25 avril dernier.

Le Sénat leur a opposé la question préalable et a ainsi renoncé à les amender. Par conséquent, l'Assemblée n'a pas grand-chose à ajouter si ce n'est, comme je le souhaite, à tenir compte de l'amendement de la commission des lois, qui tire la conséquence logique d'une modification législative intervenue entre-temps concernant Saint-Pierre-et-Miquelon.

Je me bornerai donc à revenir sur l'argument de la constitutionnalité, qui a été soulevé à différentes reprises devant le Sénat.

Le premier point porte sur l'ordre formel de discussion des textes : laquelle de la loi organique ou de la loi ordinaire doit être débattue avant l'autre ?

Après avoir procédé à une petite recherche historique, j'ai constaté que, dans tous les cas antérieurs, en 1958, en 1967, en 1972, en 1975, les projets de loi organique ont été déposés en même temps que les projets de loi simple ; ils ont été en général votés après, mais les lois ont été promulguées simultanément. Cette question purement formelle est donc écartée.

Autre argument développé devant le Sénat : le projet de loi organique entrerait dans la catégorie juridique des projets de loi ordinaire relative au Sénat, qui doivent, conformément à la Constitution, être adoptés selon une procédure particulière.

Aucun des éléments avancés à l'appui de cette thèse ne me paraît convaincant.

Selon le premier, le nombre des députés — comme le nombre des sénateurs, je l'observe au passage — influerait sur l'équilibre général du Congrès. Le Sénat est un des deux éléments constitutifs du Congrès ; un texte accroissant le nombre des membres de l'une ou l'autre assemblée serait indirectement relatif à l'autre assemblée, et devrait donc être soumis aux dispositions de l'article 46, alinéa 4, de la Constitution. Je ne pense pas que cette argumentation soit recevable.

Selon l'article 89 de la Constitution, qui est d'ailleurs seul à le mentionner, le Congrès ne peut se réunir que pour ratifier au lieu et place de la consultation populaire — du référendum — une réforme constitutionnelle déjà adoptée par les deux assemblées. C'est le seul cas dans lequel il puisse se réunir. Il s'ensuit que la majorité de chacune des deux assemblées — quel qu'en soit l'effectif — dispose d'un droit de veto, non pas seulement sur le texte en cause mais sur le principe même de la réunion du Congrès.

Quant à l'obtention de la majorité qualifiée des trois cinquièmes, nécessaires lors de la réunion du Congrès elle-même, elle dépend, à l'évidence, non de l'effectif de chacune des deux assemblées, mais de l'importance de la majorité recueillie au sein de chacune de ces deux assemblées par le projet de révision.

Autre élément mis en avant : les députés font partie, en vertu de l'article L. 280 du code électoral, du collège électoral des sénateurs dans les départements dont ils sont les élus. Toute loi organique modifiant leur nombre modifie donc l'effectif global de ce collège dans les départements où une modification du nombre des députés est introduite, et devient loi organique relative au Sénat.

Cette argumentation ne me paraît pas plus recevable que la précédente. En effet, pour qu'une loi organique puisse être considérée comme relative au Sénat, il faut que tout ou partie de ses dispositions intéresse directement le Sénat ou les sénateurs. Dans ce cas particulier, elle ne les intéresse que par ricochet, par l'existence d'une autre disposition législative — qui est d'ailleurs non pas une loi organique, mais une loi ordinaire — qui crée cet intérêt. C'est la loi ordinaire qui fait des députés des membres du collège électoral sénatorial. J'ajoute que le nombre total des électeurs sénatoriaux est d'environ 100 000. Le nombre des députés — quelques centaines — qui sera augmenté dans des proportions très faibles n'aura donc pas d'incidence sur la composition globale du corps électoral sénatorial, ni a fortiori sur le corps électoral de chaque département. Son incidence est inférieure à 1 p. 1000.

Je crois donc pouvoir reprendre les arguments que j'avais développés devant le Sénat concernant le caractère de loi organique relative au Sénat du présent projet.

Pour le reste, et sous réserve de l'amendement qui a été proposé par le rapporteur et adopté par la commission tenant compte du nouveau statut de Saint-Pierre-et-Miquelon, je vous demande d'adopter la loi organique dans les termes où vous l'avez précédemment adoptée voilà quelques semaines. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai décidé de reprendre la parole dans cette discussion, non pour répéter les arguments que j'avais développés en première lecture, mais pour redire, au nom du groupe Union pour la démocratie française, notre opposition franche et massive, totale et définitive, à la présente réforme électorale. Mon intervention vaudra pour les deux projets de loi en discussion cet après-midi.

On a parfois prétendu que notre opposition ne serait que de façade et que, au-delà de cette affirmation politique, les partis de l'opposition pourraient s'accommoder de la proportionnelle qui présenterait pour eux bien des avantages cachés.

Non, monsieur le ministre, nous n'avons pas d'états d'âme, mais nous regrettons profondément de ne pouvoir aujourd'hui répondre à l'attente de nombre de nos concitoyens qui espèrent et espèrent encore que nous pourrions empêcher la réforme proposée qui constitue pour eux une atteinte grave à leurs droits et une mise en cause indirecte des institutions de la V^e République. En effet, bien que l'union de la gauche soit définitivement rangée au musée de l'histoire, bien — d'un seul parti — voire ! — soit favorable à cette réforme, vous avez encore pour quelques mois les moyens juridiques de la mettre en œuvre et nous le regrettons aujourd'hui plus qu'il y a six semaines, car, au-delà des arguments théoriques et juridiques échangés à cette tribune, les discussions qui ont eu lieu sur le terrain, les simulations des résultats que pourrait donner votre projet dans les départements, permettent de dire que les craintes émises et les dangers dénoncés sont à la fois réels et encore trop méconnus.

Il faut d'abord que nos concitoyens sachent que, demain, ils n'auront plus pour les représenter les mêmes députés qu'aujourd'hui, même si ceux-ci portent le même nom.

Actuellement, le souci premier du député est de bien représenter les électeurs de sa circonscription. Le député est un homme directement responsable : enraciné dans une communauté déterminée, il est capable de s'intéresser à des réalités bien définies. Il travaille en permanence sous le regard des électeurs.

Certes, c'est là une dépendance parfois difficile mais elle a sa noblesse : il est un authentique représentant de ses concitoyens. En tout cas, elle nous paraît préférable à la nouvelle dépendance que vous allez faire peser sur lui.

En effet, le député de demain, élu dans le cadre départemental, souvent sans point de chute réel, sera en fait — il faut le répéter sans cesse — désigné par son parti qui aura désormais la haute main sur la désignation des futurs élus. Les états-majors désigneront non seulement les candidats, mais encore choisiront leur rang, inéluctable sur la liste, c'est-à-dire décideront de leur chance d'être élus.

L'importance du rôle des partis favorisera à l'évidence les candidats les plus fidèles à leur idéologie et les plus disciplinés. Si le candidat ou l'élu est tiraillé entre son parti et les électeurs son choix sera vite fait : il ne pourra qu'obéir à son parti ou se démettre.

Cette restauration de la toute-puissance des partis est d'autant plus absurde dans notre pays que, comme chacun sait, les partis français sont en fait, comparés à ceux d'autres pays, très peu implantés dans la population. Il n'y a guère qu'un électeur sur 80 ou sur 100 qui soit membre d'un parti, alors que dans certains pays d'Europe du Nord, par exemple, les partis comptent parfois plus de deux millions de membres.

En outre, ce ne seront pas les militants de base qui désigneront les candidats, ni au parti socialiste, ni dans les autres partis, mais quelques personnes.

Vous nous dites, monsieur le ministre, que le système proportionnel que vous nous proposez est pratiqué dans la plupart des pays européens voisins. Après un examen détaillé des systèmes électoraux, on doit constater que c'est là une demi-vérité, dont vous êtes coutumier.

J'ai vérifié. Dans tous les pays européens, sauf deux, l'Espagne et le Portugal — qui ont récemment accédé à la démocratie — l'électeur a la possibilité de personnaliser son vote, c'est-à-dire de choisir sur une liste et de marquer sa préférence pour tel ou tel candidat.

En réalité, malgré le système proportionnel en vigueur dans la plupart des pays, qu'il s'agisse de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Grèce, du Danemark, l'électeur dispose d'une marge d'appréciation pour marquer sa préférence et peut même parfois panacher les listes.

La France sera demain un des pays d'Europe où l'électeur sera réduit à ne choisir qu'entre des listes préfabriquées et intouchables. Le sens profond du système que vous mettez en place est de redonner tous les pouvoirs aux partis. Comment, mesdames, messieurs, ne pas considérer comme une authentique régression de la démocratie le fait de confier à des états-majors, souvent coupés des réalités, le pouvoir de désigner les représentants du peuple au lieu et place des électeurs ? J'affirme qu'il y a là une véritable confiscation subtile, par une fraction, de la voix du peuple que l'on prive de l'essentiel, c'est-à-dire de sa liberté de choix et de son pouvoir souverain.

Comment ne pas mettre une fois de plus en cause, monsieur le ministre, les circonstances de la réforme que vous proposez ? Comparées aux réformes du même genre, entreprises en France, celles-ci sont en réalité très particulières et rendent votre démarche suspecte.

Tout d'abord, j'observe que la réforme du mode de scrutin est proposée à l'initiative et pour le profit d'un seul et unique parti. Certes, tous les partis ont le souci de leur intérêt et on peut le comprendre. Mais cette fois, tout le monde a compris que si le mode de scrutin proportionnel a été choisi, c'est parce que, après simulation du résultat des élections cantonales à l'échelle nationale, les ordinateurs du ministère de l'intérieur ont montré que le scrutin, je ne dis pas le plus favorable, mais le moins défavorable pour le parti au pouvoir, serait la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne.

M. Michel Debré. Très bien !

M. Adrien Zeller. Depuis les débuts de la III^e République, toutes les lois électorales, même celle de 1958 qui a été prise par voie d'ordonnance, avaient au préalable obtenu l'accord de plusieurs partis.

C'est donc un fait tout à fait nouveau : un seul parti confond son intérêt particulier avec celui de la République et impose un mode de scrutin non seulement à l'opposition mais aussi aux autres partis avec lesquels il avait conquis le pouvoir.

Deuxième particularité qui démontre le caractère circonstanciel de la réforme proposée : elle est conçue et menée indépendamment de toute vision cohérente des institutions de la V^e République. Les déclarations ambiguës de M. Jospin il y a quelques semaines le prouvent abondamment.

La réalité, chacun le sait, est que le nouveau système peut mettre en cause l'autorité du Président de la République, et ce de deux manières : premièrement, en affaiblissant la force de l'arme maîtresse dont il dispose, à savoir le pouvoir de dissoudre l'Assemblée — on l'a démontré en première lecture — deuxièmement, en le rendant dépendant des partis pour former les gouvernements. En effet, si l'électeur n'a plus la possibilité de choisir son député ou de donner son avis sur la nature des alliances qu'on lui propose, ce seront les partis qui s'approprient ces droits, ce qui ne signifie rien d'autre qu'un transfert de souveraineté du corps électoral vers le corps parlementaire.

C'est donc un retour à la IV^e République, sous laquelle le Président de la République était obligé de négocier avec les chefs des partis avant de nommer un chef de gouvernement. C'est exactement ce que le général de Gaulle appelait « les jeux, délices et poisons du système » qui font peut-être la joie des professionnels de la politique mais qui se déroulent indépendamment de la volonté des électeurs.

Demain, pour bâtir une majorité, il faudra multiplier les prébendes, les portefeuilles ministériels, faire des concessions démesurées aux petits groupes charnières qui pourront faire et défaire les gouvernements.

M. Michel Debré. Très bien !

M. Adrien Zeller. Les Français ont rejeté cette méthode, ces pratiques et ce système et, insidieusement, vous les rétabliez.

Face à ce risque de déstabilisation institutionnelle vous vous contentez de dire que vous n'êtes pas le gardien du temple, préférant penser à votre avenir et à sauver vos meubles, plutôt que de vous préoccuper de la République et du pays dont vous mettez imprudemment les institutions en cause.

Monsieur le ministre, mes chers collègues, la réforme dont nous discutons pour la deuxième fois ici est, sans conteste, la réforme politique la plus importante depuis 1962.

M. Marc Lauriol. La plus destructrice !

M. Adrien Zeller. Je n'ai pas été, pour ma part, de ceux qui ont affirmé à tout instant qu'ils allaient défaire tout ce que vous avez fait pendant ces quatre dernières années. Mais aujourd'hui, j'ai la conviction que notre devoir sera, dès que possible, d'abroger ces textes, aussi bien au nom de la stabilité et de l'équilibre de nos institutions qu'au nom de la liberté et de la souveraineté des citoyens, dont les droits réels mériteraient de votre part davantage de respect. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les deux projets de loi modifiant le code électoral et relatifs à l'élection des députés pourraient s'intituler tout simplement « projets de loi destinés à préserver le parti socialiste ».

Un retour en arrière nous permettra de comprendre pourquoi on cherche à modifier la loi électorale à neuf mois des élections législatives.

Le 10 mai 1981 a été une date fatidique pour la France, marquée par des manifestations à la Bastille où les vainqueurs du moment exprimaient leur joie en faisant flotter le drapeau rouge et en entonnant *L'Internationale* !

M. François Massot. Oh ! là ! là ! Quelle horreur !

M. Georges Tranchant. Ne l'oublions pas ! Ne l'oublions jamais !

M. Claude Estier. Vous y étiez ?

M. Georges Tranchant. Ce soir-là, je n'étais pas à la Bastille...
Mme Véronique Neiertz. Alors comment le savez-vous, si vous n'y étiez pas ?

M. Georges Tranchant. ... et j'étais très triste pour la France, triste des résultats que vous avez obtenus au nom de la France !

M. François Massot. Et surtout des vôtres !

M. Georges Tranchant. Ça vous dérange !

Mme Véronique Neiertz. Ça nous dérange de vous entendre ainsi raconter l'histoire !

M. Georges Tranchant. Ça vous dérange, car ce n'était pas *La Marseillaise* qui célébrait votre victoire, mais *L'Internationale* !

Ce soir-là, un orage prémoniteur s'abattait sur Paris, accentuant le caractère dramatique de la tristesse ressentie par ceux pour qui *La Marseillaise* et le drapeau tricolore restaient les seuls symboles d'une République qui venait, par un malentendu, de basculer vers le socialisme.

M. Claude Estier. Ce n'était pas un malentendu, monsieur Tranchant !

M. Georges Tranchant. Les élections législatives au scrutin majoritaire de juin 1981 ont apporté, dans la logique des institutions de la V^e République, une majorité absolue au parti socialiste qui bénéficiait alors de l'« état de grâce ». Ce succès, ô combien précaire, était l'aboutissement de la longue et tumultueuse carrière d'un homme politique qui n'a toujours eu qu'un grand dessein et qu'un seul programme...

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. La France !

M. Georges Tranchant. ... celui de la promotion de sa propre personne. Pour servir cette « noble cause » il ne manquait pas de moyens : grand orateur, doué d'un indéniable pouvoir de séduction, il maniait avec dextérité l'art de l'illusion et la magie du verbe...

M. François Massot. Vous vous éloignez un peu du texte me semble-t-il, monsieur Tranchant !

M. Georges Tranchant. ... l'absence de réelles convictions lui permettant de réaliser toutes les alliances susceptibles de servir ses ambitions. N'ayant pu réussir auprès de ceux qui s'étaient donné pour mission de servir la France, il décidait de les combattre en rassemblant autour de lui, chaque fois que c'était possible, les opposants de tous bords, quelles que soient les contradictions fondamentales existant entre les uns et les autres.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Tranchant ?

M. Georges Tranchant. Vous m'avez déjà interrompu une fois au cours de la première lecture, monsieur le ministre, ...

M. Claude Estier. Lorsque vous mettiez en cause le Président de la République, bien entendu !

M. Georges Tranchant. ... vous pouvez le faire une seconde fois, je vous répondrai de la même façon.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Tranchant, vous mettez en cause le Président de la République. Il ne peut pas vous répondre car il n'est plus député, mais lorsqu'il l'était vous ne vous seriez pas essayé à ce genre de style car il aurait su vous répliquer comme vous l'auriez mérité. Je m'en tiendrai là pour aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. Georges Tranchant. Monsieur le ministre de l'intérieur, je vous ai indiqué en première lecture — lorsque vous vous êtes offusqué des réflexions que je faisais à propos d'un personnage, François Mitterrand, qui n'est pas un personnage sacré — ...

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Vous non plus vous n'êtes pas sacré !

M. Georges Tranchant. ...que celui-ci, du haut de cette tribune, en 1979, agressait le Président de la République de l'époque, de même que vous-même, monsieur le ministre de l'intérieur, traitiez de criminel un membre du Gouvernement. Alors vous me permettez aujourd'hui de dire ce que je pense du Président actuel de la République. Quelles que soient vos observations, l'opposition a un devoir sacré c'est d'expliquer pourquoi, après votre action et les résultats que vous avez obtenus, la France est en difficulté : elle doit aussi exposer les raisons pour lesquelles vous modifiez le code électoral et qui, pour l'essentiel tiennent à la volonté de préserver vos intérêts.

L'actuel Président de la République a réussi à entraîner l'ensemble de la gauche non communiste à signer un programme commun de gouvernement qui n'était rien de moins. Il ne faut pas l'oublier, que la collectivisation de la France. Peu importe que la France tombât dans le collectivisme si cela pouvait servir les ambitions de François Mitterrand et des siens.

M. Claude Estier. Vous êtes ridicule !

M. Georges Tranchant. Rien ne manquait dans ce programme de lutte des classes pour dresser le plus possible les Français les uns contre les autres. Cela correspondait aux intérêts de celui qui était passé maître dans l'art de tirer le meilleur parti des divisions. C'était l'époque où l'actuel ministre Mexandeau proposait l'ouverture de « maisons de l'enfance » pour accueillir les enfants de la naissance jusqu'à six ans. Cette action, présentée aux électeurs comme un progrès social, avait un tout autre but.

M. François Massot. Vous voulez leur donner le droit de vote

M. Georges Tranchant. Vous êtes responsables devant les Français de ce que vous avez écrit et d'avoir conduit la France là où elle est. Alors, qu'on vous le rappelle à l'occasion du vote de cette loi est une bonne chose.

M. Mexandeau écrivait : « La petite enfance est, jusqu'à six ans, un des temps décisifs de l'existence de chaque individu. »

M. François Massot. Vous voulez leur donner le droit de vote sans doute !

M. Georges Tranchant. Ce sont vos textes !

« C'est à ce moment que sont prises certaines habitudes de langage, de formation de la pensée, de traits de mentalité. »

M. Guy-Michel Chauveau. C'est la bonne page ?

M. François Massot. Vous êtes sûr que c'est de la loi électorale que vous parlez ?

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Pourquoi avez-vous supprimé l'éducation civique ?

M. Georges Tranchant. « C'est aussi à cet âge que la socialisation des enfants — vous avez voulu socialiser nos enfants, ne l'oubliez jamais (*exclamations sur les bancs des socialistes*) — peut être rendue plus facile ; c'est pourquoi la petite enfance, considérée en elle-même, sera l'objet d'une priorité absolue pour un gouvernement de gauche. »

L'idée d'appropriation du cerveau de nos enfants, dans le plus pur style des systèmes totalitaires collectivistes, ...

M. Guy-Michel Chauveau. Ridicule !

M. Claude Estier. Vous délirez !

M. Georges Tranchant. ... ne semblait pas gêner l'auteur du Coup d'Etat permanent lorsqu'il se battait au nom de la liberté et de la démocratie contre la prétendue dictature du général de Gaulle et des institutions de la V^e République.

M. Guy-Michel Chauveau. Lamentable !

M. Georges Tranchant. L'actuel chef d'Etat, curieusement, semble s'être parfaitement accommodé des institutions qu'il avait combattues avec virulence pendant vingt-trois ans.

M. Marc Lauriol. C'est le moins qu'on puisse dire ! Il en abuse même !

M. Georges Tranchant. Force est de constater que les institutions de la V^e République, qui étaient exécrables lorsque d'autres étaient à leur tête, ...

M. Guy-Michel Chauveau. Heureusement qu'avec la proportionnelle M. Tranchant va disparaître !

M. Georges Tranchant. ... ont été considérées comme excellentes à partir du moment où François Mitterrand et son clan sont parvenus au pouvoir.

M. Jean Rousseau. C'est ce qu'on appelle l'écriture automatique !

M. Georges Tranchant. Grâce au général de Gaulle et aux institutions de la V^e République, vous aviez donc tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien la politique et les engagements électoraux qui avaient fait rêver les Français qui vous avaient accordé leur confiance : les trente-cinq heures à salaire égal, l'augmentation du niveau de vie, la réduction du chômage, les vertus des nationalisations, pierres angulaires accompagnées d'une relance par la consommation qui devait soutenir un haut niveau d'expansion de notre produit intérieur brut, et par là même créer des emplois.

M. François Massot. On se croirait dans un préau d'école !

M. Georges Tranchant. C'était l'époque du socialisme sectaire et triomphant réclamant des têtes à son congrès de Valence. L'opposition avait juridiquement tort parce qu'elle était politiquement minoritaire. Un membre du Gouvernement a même été jusqu'à qualifier ses représentants de députés « entre guillemets ». M. Fabius, Premier ministre aujourd'hui, faisait alors référence dans l'exposé des motifs de la loi de finances de 1982 à la « gauche française » et à Jean Jaurès. C'était l'époque euphorique où le peuple de gauche se voulait différent du peuple français. Seulement prendre le pouvoir est une chose, gouverner en est une autre.

Le pari sur une politique de relance, alors que nos principaux partenaires pratiquaient la rigueur, puis la politique de rigueur appliquée à retardement lorsque le monde industriel commençait à s'engager sur la voie du redressement ont conduit le nouveau pouvoir à gérer la crise à contretemps.

M. Claude Estier. Et si vous parliez de la loi électorale !

M. Georges Tranchant. J'y viens !

La loi électorale est l'aboutissement des échecs subis depuis 1981 et que je suis en train d'énumérer. Il ne faut pas les oublier car ils expliquent les projets de loi que vous nous présentez aujourd'hui pour préserver ce qui reste de votre formation politique.

Vous avez fait des paris qui étaient irréalistes.

L'instauration d'un impôt sur le capital frappant l'outil de travail, mais excluant les objets d'art...

M. André Bevon. Un impôt sur la fortune, monsieur Tranchant !

M. Georges Tranchant. ... — étonnant, très étonnant ! — la loi Quilliot, les lois Auroux et l'augmentation déraisonnable de la fiscalité appliquée aux cadres et aux responsables économiques créateurs de richesse ont également donné à contretemps un grave coup d'arrêt au dynamisme indispensable de ceux sur qui repose le progrès économique de la nation tout entière, progrès économique sans lequel aucun progrès social sérieux et durable n'est possible.

Le désarroi, et l'irresponsabilité du pouvoir était tels que nous avons entendu un Premier ministre dire que tous les indicateurs économiques étaient au vert, la veille d'une des trois dévaluations de notre monnaie dont vous êtes responsables.

La magie du verbe qui vous avait permis de prendre le pouvoir s'accommodait mal des statistiques et des chiffres des déficits budgétaires, de l'endettement croissant de la France qui rétrogradait vis-à-vis de ses principaux concurrents dans tous les domaines. Rapidement a succédé à l'état de grâce « l'état de lasse ».

Puis, à la suite du reniement de la parole de l'Etat dans l'affaire de l'exonération des impôts fonciers, remise en cause tout comme les conditions fiscales de l'emprunt 7 p. 100 1973, s'est créé un état de doute et de perte de confiance dans l'esprit des Français.

Les déclarations sur les troupes libyennes au Tchad ont laissé perplexes les Français ! Chacun s'en souvient : « Ils parlent, nous partons ; ils restent, nous restons ! » Nous sommes partis, ils sont restés...

Le chef de l'Etat avait, avant les élections cantonales, annoncé qu'il instillerait une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin des élections législatives.

M. Claude Estier. Enfin on y arrive !

M. François Massot. Cela fait un quart d'heure qu'il parle !

M. Georges Tranchant. Evidemment, après avoir analysé les résultats des élections cantonales, catastrophiques pour le clan socialiste, c'est avec le plus profond cynisme que le Gouvernement rédige des projets de loi relatifs à une élection proportionnelle départementale intégrale, contredisant ainsi, six semaines plus tard, les déclarations du Président de la République.

Alors, ne soyez pas étonnés qu'au fil des quatre dernières années, les Français aient été lassés du socialisme, puisqu'ils avaient perdu confiance dans leurs dirigeants, pour finir par entretenir les plus grandes suspensions vis-à-vis du Président de la République, du Gouvernement, et des membres du Parlement soutenant l'action de ces derniers.

Comment, au-delà de ce que je viens de mettre en évidence, ne pas les comprendre : une baisse du chômage leur avait été promise, ce dernier a presque doublé ; le niveau de vie, qui devait augmenter parallèlement à la réduction de la durée du travail, a baissé de façon significative...

M. François Massot. Il s'écarte encore du sujet !

M. Georges Tranchant. ... le déficit cumulé des entreprises nationalisées a coûté plus de 100 milliards de francs depuis 1981 ; les déficits budgétaires cumulés à la fin de 1985 atteindront 700 milliards de francs ; le service de la dette représente 10 p. 100 du budget et 50 p. 100 du produit de l'impôt sur le revenu.

La magie du verbe qui vous a portés au pouvoir aujourd'hui ne peut plus rien pour vous.

Les Français ont les yeux ouverts. Leur lucidité se manifeste clairement chaque fois qu'ils ont l'occasion de l'exprimer par leur bulletin de vote.

Le moment serait venu pour le chef de l'Etat de tirer les conséquences du sens réel des institutions de la V^e République.

Le général de Gaulle, qui n'avait que la France pour ambition, a quitté le pouvoir lorsque, sur des problèmes mineurs qui n'avaient aucune commune mesure avec ceux auxquels les Français ont à faire face à l'heure actuelle, il n'a pas obtenu le soutien populaire franc et massif qu'il espérait. Celui qui était accusé de commettre « un coup d'Etat permanent » indiquait ce que devait être l'attitude d'un président de la V^e République respectueux du peuple de France.

Cette leçon de démocratie sur la « légitimité permanente » devrait inspirer l'actuel Président de la République.

Est-il convenable de prévoir, sans consulter les Français par référendum sur un sujet qui les concerne aussi directement, un dispositif qui, par ses conséquences, va à l'encontre de leurs intérêts, et dont le seul but est de maintenir le maximum de pouvoir au clan socialiste ?

Quatre groupes parlementaires à l'Assemblée nationale semblaient suffisants au Président de la République et au Gouvernement dans la mesure où le groupe socialiste avait la majorité à lui seul. Mais à partir du moment où le groupe socialiste issu des prochaines élections législatives au scrutin majoritaire perdrait environ deux cents députés au profit des deux groupes de l'actuelle opposition, qui bénéficieraient alors d'une confortable majorité, il vous faut changer la règle du jeu.

En effet, le maintien du scrutin majoritaire apporterait à l'opposition une victoire écrasante qui ne laisserait plus aucune marge de manœuvre au Président de la République et au parti socialiste. Le futur gouvernement pourrait alors appliquer sa politique de redressement de la France sans que puissent interférer, à un litre ou à une autre, les survivants du parti socialiste et son chef.

Le gouvernement, issu de l'opposition, qui aurait la très lourde tâche de faire face aux conséquences graves de toutes vos erreurs accumulées depuis 1981, bénéficierait, par l'intermédiaire de la représentation nationale élue au scrutin majoritaire, de l'indispensable soutien populaire.

Or, vous souhaitez en réalité pouvoir démontrer, lorsque vous serez à nouveau dans l'opposition, que la nouvelle majorité et sa politique n'ont pas réussi à remettre la France sur les rails et que les difficultés précédentes subsistent, ce qui vous permettrait alors, avec l'art consommé de l'illusion du verbe dont vous savez faire preuve, d'essayer de démontrer aux Français que leurs difficultés n'étaient pas dues à la gestion socialiste.

Dans cet esprit, quel est le meilleur moyen de paralyser le plus possible la nouvelle majorité et de renforcer au maximum les possibilités d'action du Président de la République entre 1986 et 1988 ?

C'est tout simplement de faire en sorte qu'apparaissent à l'Assemblée nationale le plus grand nombre possible de groupes parlementaires différents susceptibles de s'entendre entre eux aussi mal que possible.

M. le président. Je pense que vous êtes au terme de votre démonstration, et je vous invite à conclure, monsieur Tranchant.

M. François Massot. Démonstration si l'on peut dire, monsieur le président !

M. Georges Tranchant. J'ai terminé, monsieur le président !

M. le président. Vous avez déjà dépassé votre temps de parole de quatre minutes !

M. Georges Tranchant. C'est un problème important ! De grâce, laissez-nous nous exprimer. (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*) Laissez-nous expliquer clairement ce qu'est la volonté actuelle du pouvoir !

M. le président. Monsieur Tranchant, nous vous écoutons toujours avec beaucoup d'attention. Reprenez vos explications et concluez !

M. Jean Rousseau. Cela n'intéresse personne !

M. Georges Tranchant. Tout ce que vous pouvez faire, messieurs, c'est essayer de me couper la parole !

M. François Massot. Même vos amis sont atterrés !

M. Claude Estier. Vous avez un temps de parole, respectez-le comme les autres !

M. Georges Tranchant. Le mode de scrutin permettra au leader et à ses lieutenants de choisir ceux avec lesquels ils prépareront leur avenir et leur nouvelle stratégie politique.

L'apparition de nouveaux groupes parlementaires rendra plus difficile la formation d'un gouvernement et l'application du programme de redressement de la France et, bien entendu, le Président de la République, dont chacun reconnaît les capacités dont il sait faire preuve dans les divisions, pourra ainsi conserver un rôle important, même après le rejet des Français de la politique dont il est le principal responsable depuis son élection.

Le plan de sauvetage socialiste prévu par ce texte de loi est fort coûteux. Cet important aspect n'apparaît ni dans l'exposé des motifs ni dans le rapport. Or il est indispensable d'informer les contribuables français de la réalité des nouvelles charges qu'ils auront une fois de plus à supporter.

M. Jean Rousseau. Ce n'est pas démagogique, ça ?

M. Georges Tranchant. Les quatre-vingt-six nouveaux députés nécessiteront pour l'ensemble des frais directs les concernant...

M. André Bellon. Pas ça, monsieur Tranchant !

M. Georges Tranchant. ... sur la base des indices actuels, environ 170 millions de francs par an.

M. Claude Estier. C'est vrai que vous coûtez trop cher !

M. Georges Tranchant. L'augmentation du nombre des députés nécessitera inéluctablement un personnel supplémentaire à l'Assemblée nationale. D'importants investissements en locaux, travaux, aménagements et équipements sont également à prévoir, ces derniers engendrant eux-mêmes pour leur entretien des frais de fonctionnement importants.

On peut donc estimer à 250 millions de francs le coût annuel mis à la charge des contribuables si ces deux projets de loi sont mis en application.

Il est également important de mentionner que les modifications prévues dans le cadre de l'élection des conseils régionaux seront extrêmement onéreuses.

En effet, il faudra trouver des ressources budgétaires importantes au sein de ces derniers pour payer les indemnités qui seront réévaluées dans le but d'apporter par ce biais un soutien économique et une compensation aux très nombreux anciens députés socialistes qui se reconvertiront par ce moyen.

M. le président. Monsieur Tranchant, je fais preuve d'une générosité...

M. François Massot. De beaucoup trop de générosité !

M. le président. ... qui est à la limite du laxisme !

Vous êtes à la tribune depuis plus de vingt minutes, et je vous demande maintenant de conclure.

M. Guy-Michel Chauveau. Et, en plus, il ne dit que des banalités !

M. Georges Tranchant. J'en termine, monsieur le président. Pour conclure...

Plusieurs députés socialistes. Bravo !

M. Georges Tranchant. ... la préparation de l'après-socialisme...

M. Claude Estier. Vous n'y êtes pas encore !

M. Georges Tranchant. ... tel qu'il est conçu, non seulement affaiblira gravement les institutions de la France au moment où elle en aura le plus besoin, mais accentuera encore par des dépenses inutiles les charges budgétaires.

Mais qu'importe ! Cela est peu de chose pour ceux qui ont amené la France à avoir le déficit budgétaire le plus important que notre pays ait connu en temps de paix, et qui peuvent « s'enorgueillir » de le faire figurer en très bonne place sur la liste peu enviable des plus grands emprunteurs mondiaux.

Le R.P.R., héritier légitime du gaullisme et de ses institutions...

M. Claude Estier. Pauvre gaullisme !

M. Georges Tranchant. ... ne peut qu'être douloureusement échoqué par ces deux projets de loi qu'il combattra avec toute son énergie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République.*)

M. Marc Lauriol. Il l'a déjà fait !

M. Claude Estier. On oublie de vous applaudir, monsieur Tranchant !

M. Marc Lauriol. Pas moi !

M. Claude Estier. Vous vous dévouez, monsieur Lauriol !

M. Marc Lauriol. Je suis solidaire !

M. Guy Ducloné. Solidaire malgré tout !

M. Claude Estier. Il faut savoir porter sa croix !

M. le président. La parole est à M. André Bellon.

M. André Bellon. Monsieur le ministre, mes chers collègues, fallait-il intervenir après cet exposé si long et si complet de M. Tranchant ?

M. Georges Tranchant. Merci !

M. André Bellon. Il est, paraît-il, un principe en politique : il faut surprendre. Eh bien, monsieur Tranchant, pour une surprise, ce fut une surprise. Je pensais en vous écoutant à Diaghilev disant à Jean Cocteau : « Étonnez-moi ». Pour être étonnés, nous avons été étonnés.

M. Pierre Mauger. Étonnez-moi, Benoît ! (Sourires.)

M. André Bellon. On parle aujourd'hui de la loi électorale.

M. Georges Tranchant. Croyez-vous ?

M. André Bellon. Et parler de la loi électorale, c'est parler aussi, c'est vrai, des programmes qui seront proposés aux électeurs. Or puis-je me permettre de faire remarquer à l'Assemblée, monsieur Tranchant, que votre intéressante critique, qu'on a d'ailleurs entendue à propos de tous les projets de loi discutés depuis quatre ans, vise la politique pour laquelle le peuple français a voté en 1981. Votre critique s'adresse donc avant tout aux Français et au choix qu'ils avaient fait à l'époque.

Vous avez beaucoup cité le général de Gaulle. J'éprouve personnellement un certain respect pour ce personnage historique.

M. Marc Lauriol. Merci beaucoup !

M. Jean Foyer. Un « certain » respect n'est pas suffisant, monsieur Bellon !

M. Michel Barnier. C'est un peu tardif comme respect !

M. Marc Lauriol. Et restrictif !

M. André Bellon. Ce respect s'accroît d'autant plus dans mon esprit qu'il représentait, pensait et disait représenter l'ensemble du peuple français.

Or, bien que porte-parole du groupe R. P. R., vous ne semblez pas représenter l'ensemble du peuple français, mais seulement une fraction de celui-ci. Vous référer à Charles de Gaulle, pour critiquer ensuite un mode de scrutin qui tend à rendre à l'ensemble du peuple français sa capacité de s'exprimer dans l'ensemble de ses composantes...

M. Marc Lauriol. C'est tout à fait inexact !

M. André Bellon. ... c'est pour le moins regrettable.

M. Claude Estier. En 1946, le général de Gaulle était pour la proportionnelle !

M. Michel Barnier. Laissez le général où il est !

M. André Bellon. Le Président de la République, quel qu'il soit, Charles de Gaulle comme ses successeurs, représente l'ensemble du peuple français. Il n'est pas admissible qu'on parle de lui comme vous venez de le faire. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Marc Lauriol. Vous n'avez aucun titre pour parler du général de Gaulle !

M. André Bellon. En fait — et vous l'avez dit lorsque vous avez parlé de « vos perspectives électorales » — vous voulez le pouvoir sans partage. Eh bien...

M. Georges Tranchant. C'est ce que vous avez fait !

M. Marc Lauriol. En ce moment, c'est vous qui l'avez, et vous ne le partagez pas !

M. André Bellon. ... dites-le ! Ce sera plus simple, et nous saurons de quoi nous parlons !

M. Jean Foyer. Vous n'avez pas été exemplaires sur ce chapitre !

M. André Bellon. En fait, vous refusez le dialogue.

La loi électorale soumise au Parlement ne tend pas à rendre la parole aux partis. Il y aurait beaucoup à dire, avec le mode de désignation actuel, sur le poids des partis qui soutiennent les candidats dans les différentes circonscriptions.

M. Jean Foyer. Est-ce une auto-critique ?

M. André Bellon. Vous voulez tout simplement refuser un mode d'élection qui permet de représenter au mieux les diverses sensibilités qui s'expriment dans la nation. Vous refusez tout dialogue avec l'ensemble des Français. C'est ce dialogue que nous voulons, et c'est là le sens profond de cette loi. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. Georges Tranchant. Comme en Nouvelle-Calédonie !

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi organique est de droit conformément à l'article 109 du règlement, dans le texte précédemment adopté par l'Assemblée nationale et qui a été rejeté par le Sénat.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article L. O. 119 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. O. 119. — Le nombre de députés à l'Assemblée nationale élus dans les départements est de 571. »

M. Bonnemaïson, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. O. 119 du code électoral, substituer au nombre : « 571 », le nombre : « 570 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Gilbert Bonnemaïson, rapporteur. Cet amendement qui tend à réduire à 570 le nombre des députés des départements tire les conséquences de l'adoption définitive du projet de loi relatif au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon qui transforme l'actuel département en collectivité territoriale à statut particulier. Il n'y a donc plus lieu de faire mention dans le code électoral de cette collectivité et de son député.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement n° 1.

M. Marc Lauriol. Le groupe R. P. R. vote contre, ainsi que sur les articles suivants !

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 1^{er} bis, 2, 3 et 4.

M. le président. « Art. 1^{er} bis. — Dans l'article L. O. 135 du code électoral, la référence à l'article L. O. 176 est remplacée par la référence à l'article L. O. 176-1. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} bis.

(L'article 1^{er} bis est adopté.)

« Art. 2. — L'article L. O. 176 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. O. 176. — Lorsque les députés sont élus au scrutin de liste, chaque liste comprend un nombre de candidats égal au nombre des sièges à pourvoir augmenté de deux. Les candidats venant sur une liste immédiatement après le dernier candidat élu sont appelés à remplacer, jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale, les députés élus sur cette liste dont le siège deviendrait vacant pour quelque cause que ce soit. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est inséré dans le code électoral un article L. O. 176-1 rédigé ainsi qu'il suit :

« Art. L. O. 176-1. — Les députés élus au scrutin uninominal dont le siège devient vacant pour cause de décès, d'acceptation de fonctions gouvernementales ou de membre du Conseil constitutionnel ou de prolongation au-delà du délai de six mois d'une mission temporaire confiée par le Gouvernement sont remplacés jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par les personnes élues en même temps qu'eux à cet effet. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article L. O. 178 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. O. 178. — En cas d'annulation des opérations électorales d'une circonscription, dans les cas de vacance autres que ceux qui sont mentionnés à l'article L. O. 176-1 ou lorsque les dispositions des articles L. O. 176 et L. O. 176-1 ne peuvent plus être appliquées, il est procédé à des élections partielles dans un délai de trois mois.

« Toutefois, il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale. » — (Adopté.)

Article 5.

M. le président. L'Assemblée a supprimé l'article 5.

Article 6.

M. le président. L'Assemblée a supprimé l'article 6.

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — L'article L. O. 132 du code électoral est abrogé. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

(L'article 7 est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi organique.

Je suis saisi par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	485
Nombre de suffrages exprimés	485
Majorité absolue	243
Pour l'adoption	324
Contre	161

L'Assemblée nationale a adopté.

— 8 —

MODE D'ELECTION DES DEPUTES

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 7 juin 1985.

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur le projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte que je vous ai transmis le 31 mai 1985.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de ce projet de loi (n° 2734, 2762).

La parole est à M. Bonnemaison, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, mes chers collègues, le Sénat ayant rejeté le projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés par le vote d'une question préalable et la commission mixte paritaire n'ayant pu parvenir à un accord, l'Assemblée nationale est à nouveau saisie du texte qu'elle a adopté en première lecture.

Il ne semble donc pas nécessaire d'analyser à nouveau les dispositions du projet qui ont déjà fait l'objet d'un examen approfondi lors de la première lecture.

La position du Sénat appelle cependant quelques commentaires. Je les ai exposés dans mon rapport écrit et M. le ministre a présenté des observations semblables tout à l'heure. Il n'est donc pas utile que je les reprenne toutes.

L'argument selon lequel le mode de scrutin serait un élément essentiel du fonctionnement des institutions, et qui a été employé avec force au Sénat, n'est pas fondé car c'est délibérément que les constituants ont, en 1958, après un réel débat, refusé de l'inscrire dans le texte constitutionnel.

De même, l'argument repris par M. Zeller, suivant lequel tout l'effet dissuasif du scrutin majoritaire serait supprimé par le mode de scrutin proposé du fait qu'il n'y aurait, en cas de dissolution et de nouvelles élections que des écarts de 1 à 2 p. 100, est faux.

Il suffit de regarder les différents scrutins qui se sont succédé depuis vingt ans pour constater que les variations de suffrages d'une élection à l'autre sont plus proches de 10 p. 100 que de 1 ou 2 p. 100. Toute formation politique, je le répète, qui ferait l'impasse sur la culture que nous ont apportée vingt-cinq ans d'histoire au cours desquels nous avons, effectivement, connu une stabilité gouvernementale, commettrait une grave erreur.

La proportionnelle, si elle n'a pas les mêmes effets amplificateurs de toute variation dans l'expression du suffrage n'a cependant pas pour effet de supprimer la volonté exprimée par le suffrage universel. Au contraire, elle continue d'en porter clairement indication. Par ailleurs combinée avec le dispositif institutionnel existant, elle n'aura pas obligatoirement pour effet l'instabilité gouvernementale que d'aucuns nous prédisent.

S'agissant de certains arguments qui ont été présentés au Sénat et repris ici même tout à l'heure, j'estime qu'il est illogique, anormal et injustifié de prétendre que les parlementaires n'auraient en vue que des intérêts subalternes ou mesquins, en somme ne songeraient qu'à leur intérêt personnel.

C'est vrai qu'aujourd'hui les parlementaires ont des soucis. Mais, au cours de l'actuelle législature, ils ont suffisamment affirmé leur dignité et illustré leur volonté de servir la nation en assez nombreuses circonstances pour que je dise bien haut combien je suis honoré d'être membre de cette assemblée.

C'est faire aux parlementaires qui seraient élus demain un bien injuste procès d'intention que d'imaginer qu'ils n'auraient que des comportements mesquins et négligeraient de servir l'intérêt public.

M. Marc Lauriol. Chacun aura sa propre conception !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. En effet, mais cela ne conduit pas à mettre en échec la stabilité de notre pays.

M. Marc Lauriol. Référez-vous à l'histoire !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Il y a un acquis historique sur lequel vous entendez délibérément faire l'impasse !

M. Marc Lauriol. Non ! D'ailleurs, c'est grâce à nous qu'il existe !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. C'est exactement ce que j'allais dire. Vous avez donc d'autant plus tort. N'indiquez pas au pays qu'il convient d'ores et déjà de faire l'impasse sur cet acquis ! Surtout, ne reprochez pas au mode de scrutin qui nous est proposé de détruire un acquis que, après analyse, il a au contraire toutes les chances de sauvegarder. Je dirai même qu'il le sauvegardera.

En conclusion, mes chers collègues, les arguments qui ont été exposés au Sénat et que je rappelle longuement dans mon rapport écrit ne valent pas d'être suivis. La commission des lois, après les avoir examinés, vous invite à adopter le projet de loi tel qu'il vous est présenté, modifié par divers amendements dont deux sont relatifs au statut de Saint-Pierre-et-Miquelon et un troisième concerne le contrôle du déroulement des opérations électorales.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. A ce stade du débat, je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce que j'ai dit en première lecture. Aussi, puisque M. Foyer doit soutenir une exception d'irrecevabilité et que M. Debré est inscrit dans la discussion générale, je me réserve d'intervenir après qu'ils se seront exprimés.

M. le président. En application de l'article 91, alinéa 4 du règlement, M. Foyer soulève une exception d'irrecevabilité.

La parole est à M. Foyer.

M. Jean Foyer. Mes chers collègues, je dirai que, depuis le début de ce débat, et surtout après l'exposé de M. le rapporteur, l'on entend dans cet hémicycle non pas des choses fortes, mais du moins des choses étonnantes et même un peu cyniques.

M. Guy Ducoloné. Parfois tranchantes, aussi !

M. Jean Foyer. Il était paradoxal d'entendre tout à l'heure ce sympathique rapporteur se défendre de toute espèce d'esprit électoraliste ou partisan au moment où il nous présentait un texte qui n'a pas d'autre finalité que de sauver les meubles, de limiter les pertes, inévitables, du parti socialiste au mois de mars prochain et de permettre au maximum de députés socialistes de revenir ici avec le minimum de suffrages.

M. Claude Labbé. Très bien !

M. Jean Foyer. Il n'était pas moins étonnant d'entendre l'orateur socialiste précédent, l'honorable M. Bellon, tenter d'invoquer le patronage du général de Gaulle pour cette réforme électorale.

En effet, s'il est exact que le gouvernement provisoire que présidait le général de Gaulle au printemps de 1945 avait adopté le scrutin proportionnel, c'était dans des circonstances exceptionnelles et à l'effet de faire élire une assemblée constituante dont le mandat ne devait durer que sept mois. Mais, par la suite, personne n'a porté de jugement aussi sévère...

M. Marc Lauriol. Exact !

M. Jean Foyer. ... sur ce mode de scrutin et sur ses conséquences que ne l'a fait le général de Gaulle pendant toute la durée de la IV^e République, et il est de fait qu'au deuxième semestre de l'année 1958 il a tiré les conséquences de ce jugement en substituant à cette proportionnelle faussée, boiteuse et bancalée que, messieurs du Gouvernement et du groupe socialiste, vous voulez rétablir aujourd'hui, le scrutin uninominal que vous entendez supprimer.

N'invoquez donc pas l'autorité et le patronage du général de Gaulle au moment où vous allez détruire sur ce point, comme vous l'avez déjà fait sur d'autres, l'œuvre qu'il a accomplie pour le plus grand profit de la République !

M. Michel Debré et M. Marc Lauriol. Très bien !

M. Jean Foyer. Le Gouvernement, donc, nous propose un système de représentation proportionnelle.

En première lecture, il le justifiait par des arguments de justice. Mais qu'est ce qu'une proportionnelle départementale

avec des départements de dimensions et de populations extrêmement inégales, ce système que vous allez faire fonctionner dans des circonscriptions qui éliront deux ou trois députés, avec de surcroît un seuil de 5 p. 100 des suffrages pour être admis à la répartition des sièges ?

Le Sénat, monsieur le ministre, vous a tendu la perche : il a émis un vote de raison en opposant la question préalable à ce texte. Pourtant, le Gouvernement persévère dans l'erreur et, ce faisant, il persévère aussi, je regrette de le lui dire, dans l'inconstitutionnalité.

En quoi le texte qui nous est soumis est-il contraire à la Constitution de 1958 ? Il est, selon moi, en contradiction avec le premier alinéa de l'article 3, aux termes duquel « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. »

Or, l'effet nécessaire, inévitable, et d'ailleurs recherché dans votre cas, de la représentation proportionnelle consiste à transférer la souveraineté aux formations politiques, aux partis que ce système rend maîtres de la composition des assemblées, car il est pratiquement impossible de se faire élire sans avoir obtenu l'imposition des mains des dirigeants d'un parti politique, puis maîtres de la composition des majorités après coup, puisque ce sont les partis qui décident d'alliances qu'ils n'ont pas fait sanctionner au préalable par le suffrage universel, et maîtres, enfin, du jeu politique.

Par conséquent, même si, à la lettre, le principe majoritaire n'est pas inscrit dans la Constitution, il résulte, à mon avis, surabondamment de l'article 3, premier alinéa.

J'ajouterai qu'une Constitution est, certes, un texte, mais qu'elle est aussi un ensemble de conditions, de pratiques — ce que les Britanniques appellent « des conventions ». Or il est clair, M. Larché l'a démontré en termes préemptoires au Sénat et M. Bonnemaison a été tout à l'heure — il m'excusera de le lui dire — impuissant à le réfuter sur ce point, que le scrutin majoritaire a été l'une des conditions du fonctionnement convenable du système parlementaire depuis 1958.

M. Claude Labbé. Très bien !

M. Jean Foyer. Ce n'est que grâce au scrutin majoritaire que des majorités ont pu se constituer avant le scrutin, de telle sorte qu'elles ont été ratifiées par le corps électoral. C'est grâce au scrutin majoritaire qu'il a été possible, parce que le suffrage universel l'a voulu, d'harmoniser la majorité parlementaire avec l'élection présidentielle.

C'est grâce à lui, enfin, que la stabilité a duré, qu'elle a été parfaite à partir de 1962 et que la dissolution — que la Constitution et la pratique de la V^e République ont eu le mérite de rétablir — a pu produire ses résultats.

Dans un système proportionnel, la dissolution a une vertu émoussée, comme le montrent depuis quinze ans les exemples belge et italien, alors qu'avec le scrutin majoritaire et son effet multiplicateur, elle a une vertu d'intimidation et, par là même, contribue au maintien des majorités, c'est-à-dire à l'exécution de la volonté du suffrage universel.

Malgré la force et le caractère irréfutable de cette démonstration, messieurs du groupe socialiste, vous persévérez dans votre projet de réforme et vous allez le voter puisque, à défaut de l'avoir dans le pays, vous avez encore la majorité sur les bancs de cette assemblée.

M. Michel Debré. C'est bien le seul endroit où ils l'ont !

M. Jean Foyer. En effet !

Cette réforme, vous n'avez plus la légitimité morale pour l'imposer. Pour la première fois depuis l'institution de la République, c'est un seul et unique parti qui va décider d'une réforme électorale et l'imposer à l'ensemble du pays !

Votre réforme, avouez-le, est une réforme de vaincus.

M. Adrien Zeller. C'est certain !

M. Jean Foyer. Vous êtes certains que vous perdrez les prochaines élections et vous voulez les perdre le moins possible. Or votre projet est particulièrement vicieux, car il conduirait, si les électeurs vous suivaient, à détruire radicalement ce qui a été l'essentiel du gouvernement de la V^e République, c'est-à-dire le fait majoritaire.

Vous faites en la circonstance la politique du pire. Convincez que vous ne pouvez plus avoir la majorité — d'ailleurs, laissez-moi vous dire que vous ne l'avez eue que parce qu'il y a eu 10 p. 100 supplémentaires d'abstentionnistes en 1981 — vous voulez qu'il n'y ait pas de majorité dans la prochaine assemblée, en tout cas qu'il n'y en ait pas sans vous.

M. Marc Lauriol. Exactement !

M. Jean Foyer. Alors, vous utilisez deux moyens, d'ailleurs combinés : le premier consiste à rétablir cette représentation proportionnelle faussée et bancal dont je parlais il y a un instant, et le deuxième à favoriser les affaires de l'extrême droite. Vous faites tout ce que vous pouvez pour essayer de jeter

le plus grand nombre possible d'électeurs modérés dans les bras d'une extrême droite que par ailleurs vous dénoncez, vous condamnez, à laquelle vous feignez d'avoir des sentiments d'abomination.

M. Marc Lauriol. Absolument !

M. Jean Foyer. Voilà exactement ce qu'est votre politique.

Mais, en dépit de vos mauvaises intentions et du caractère détestable de votre texte, vous n'atteindrez pas votre objectif. Vous avez au contraire obtenu le résultat inverse, qui a été d'unifier parfaitement l'opposition contre vous et, au-delà de l'opposition, de dresser le pays contre vos manœuvres électorales. Celui-ci vous montrera, par sa prochaine décision, qu'il a parfaitement compris ce que vous vouliez faire et qu'il refuse absolument d'entrer dans votre jeu. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Monsieur Foyer, vos arguments ne m'ont guère convaincu.

Après avoir rappelé l'article 3, premier alinéa, de la Constitution, vous en tirez argument pour affirmer que le mode de scrutin proposé opérerait un transfert de souveraineté aux partis qui auraient seuls la possibilité de désigner les candidats. Mais les quatre cinquièmes au moins des candidats sont, déjà, désignés par les partis !

M. Adrien Zeller. Mais pas les élus !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Il n'y aura donc aucun changement en la matière, et c'est un leurre que de prétendre le contraire.

Par ailleurs, toujours à propos des candidats présentés par les partis, je rappelle à l'intention de M. Zeller, notamment, que l'électeur n'a pas actuellement la possibilité de remplacer un candidat par un autre.

M. Marc Lauriol. Les élus seroient ligotés !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. On est bien obligé de voter pour le candidat présenté par le parti que l'on a choisi. On est ligoté aujourd'hui comme on le sera demain.

M. Marc Lauriol. Ce n'est vrai qu'avec la proportionnelle !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Vous parlez de ligotage. Moi j'appelle cela confiance en des idées exprimées par un parti. Quoi qu'il en soit, si ligotage il doit y avoir demain, ce sera strictement le même qu'hier !

M. Marc Lauriol. Non, pas d'hier !

M. Jean Foyer. Moi, j'appellerai cela une dépendance !

M. Michel Barnier. Vous n'êtes pas très convaincant, monsieur le rapporteur !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Quant aux arguments de M. Larché — arguments que vous soutenez, monsieur Foyer — il en est un que j'ai mentionné dans mon rapport écrit et qui, appelle les choses par leur nom, est bien à la limite du cynisme. Il consiste à dire qu'il faudrait garder le scrutin majoritaire parce qu'en 1978 les électeurs se sont prononcés dans un sens qui ne correspondait pas à la majorité parlementaire issue du vote.

M. Jean Foyer. Pas du tout !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. M. Larché tire argument de ce fait pour démontrer que le scrutin majoritaire est meilleur.

M. Jean Foyer. Monsieur le rapporteur, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Permettez-moi, auparavant, de dire que M. Larché justifie ainsi que l'on recherche une plus grande honnêteté dans l'expression du suffrage universel, sans tomber pour autant dans l'instabilité.

Cela étant, je vous autorise à m'interrompre.

M. le président. La parole est à M. Foyer, avec l'autorisation de M. le rapporteur.

M. Jean Foyer. Vous commettez, monsieur le rapporteur, une erreur historique et une erreur d'interprétation du rapport de M. Larché. En 1978, les formations qui ont obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale avait obtenu dans le pays une majorité des voix, pas énorme, certes, mais nette ! (*Très bien ! sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Pierre Mauger. Ce n'est plus le cas aujourd'hui !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Pour être précis, sachez que l'opposition de l'époque, aujourd'hui la majorité, avait obtenu 41,76 p. 100 des sièges avec 45,59 p. 100 des voix, tandis que l'ancienne majorité, c'est-à-dire l'opposition d'aujourd'hui, obtenait, avec 41,34 p. 100 des voix, 55,76 p. 100 des sièges.

M. Michel Barnier. Il manque 15 p. 100 de voix dans votre calcul !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Celui qui avait obtenu le plus de voix obtenait le moins de sièges. Qu'on prenne le problème comme on le voudra, la prétendue démonstration de M. Larché ne justifie pas le maintien du scrutin majoritaire.

De la même façon, le mode de scrutin proposé exclut, notamment en raison des transferts de voix qui peuvent se produire d'un scrutin à l'autre, d'envisager des dissolutions sans en avoir pesé toutes les conséquences, en particulier pour la formation qu'on représente. Comparer ce qui se passe en Belgique ou dans d'autres pays avec ce qui se passe en France, c'est méconnaître le fait que les habitudes, l'histoire et les mœurs ne sont pas les mêmes, et que le système institutionnel et ses modes de régulation ne sont pas identiques non plus. Quand on se livre à des comparaisons, il faut comparer ce qui est comparable.

M. Jean Foyer. C'est ce que j'ai fait !

M. Marc Lauriol. La démonstration du rapporteur est bien laborieuse !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Enfin, vous nous avez reproché, monsieur Foyer, de vouloir établir un dispositif tel qu'il ne puisse y avoir de majorité sans nous.

M. Adrien Zeller. C'est tout à fait évident !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Mais c'est une préoccupation légitime ! De toute façon, ce sont les électeurs qui en décideront au mois de mars. Pour ma part, je suis convaincu que ceux qui vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué se montrent très imprudents. Je pense que les résultats seront à la mesure de nos ambitions et nous permettront de participer à la majorité.

En tout état de cause, monsieur Foyer, nous proposons un mode de scrutin qui rétablit plus de justice dans les résultats électoraux...

M. Jean Foyer. Mais non !

M. Marc Lauriol. C'est inexact !

M. Michel Barnier. Un mode de scrutin qui établit la pagaille dans le pays !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. ... et donc dans l'expression du suffrage universel, qui permet de ne pas avoir ces effets amplificateurs...

M. Adrien Zeller. Vous en avez assez profité !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. ... non seulement en nombre de sièges mais également, si je puis dire, en antagonismes et en clivages artificiellement constitués, lesquels sont préjudiciables à l'unité de notre pays.

M. Adrien Zeller. Qui a instauré la lutte des classes ici ?

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Ce mode de scrutin contient des vertus qui le justifient. Je pense — et ce sera ma conclusion, monsieur Foyer — que tout mode de scrutin a ses qualités et ses défauts.

M. Jean Foyer. Plus ou moins, monsieur le rapporteur !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Ce que je regrette, c'est que l'opposition — telle celui qui, voulant tuer son chien, l'accuse de la rage — se soit livrée à une présentation tout à fait exagérée et ait refusé d'envisager de façon équilibrée les avantages et les inconvénients des divers modes de scrutin. Il n'en est pas qui soit totalement et définitivement bon.

M. Jean Foyer. Pas le vôtre en tout cas !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. D'ailleurs, on a affirmé — je le dis d'autant plus que j'ai pris soin, tout au long de ce débat, de ne pas accumuler les citations — que le général de Gaulle...

M. Michel Barnier. Cessez de citer de Gaulle !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. ... aurait dit qu'il était bon de changer de mode de scrutin tous les quinze ans.

M. Claude Labbé. N'importe quoi ! Ne parlez donc pas du général de Gaulle !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. Je ne sais pas s'il faut le faire tous les quinze, vingt ou vingt-cinq ans. En tout cas, le moment est certainement opportun pour y procéder en toute sérénité...

M. Georges Tranchant. C'est pour sauver les meubles !

M. Gilbert Bonnemaison, rapporteur. ... avec la pondération nécessaire et en évitant de tomber dans quelque excès que ce soit.

M. le président. Je mets aux voix l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Foyer.

Je suis saisi par le groupe du rassemblement pour la République et par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	486
Nombre de suffrages exprimés	486
Majorité absolue	244
Pour l'adoption	164
Contre	322

L'Assemblée nationale n'a pas adopté l'exception d'irrecevabilité.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Debré.

M. Michel Debré. Monsieur le ministre, mes chers collègues, pourquoi prendre la parole ? Quels qu'aient été, quels que soient les arguments et leur valeur, le refus populaire et le bon instinct qu'il traduit, les conséquences déplorables de votre initiative, tout n'est-il pas déjà arrêté ? Cependant, comme M. Zeller, M. Foyer et M. Tranchant, tout à l'heure, il est des moments où il est utile de prendre date.

En 1958, une République a été reconstituée, une démocratie a été rééquilibrée et la France a reçu la capacité indispensable à la survie de la nation et au rétablissement de sa puissance.

Contrairement à vos affirmations et à vos illusions, monsieur le rapporteur, la réforme électorale de circonstance que vous défendez va mettre en péril la République, la démocratie et la France.

Puisque nos avertissements en première lecture n'ont pas été entendus et puisque les délibérations du Sénat sont considérées comme nulles et non avenues, une nouvelle et solennelle protestation est nécessaire.

C'est d'abord une réforme néfaste à la République.

La V^e République a réalisé le rêve des fondateurs de la III^e République qui n'avait pu être concrétisé. Elle a donné figure de gouvernement à notre régime. Quelle que soit l'appréciation que l'on peut porter sur les hommes et sur leur politique, la République, depuis 1958, est gouvernée.

D'où vient cette qualité, qu'ont tant recherchée, en vain, les républiques précédentes ?

D'abord, de la répartition nouvelle des pouvoirs. L'exécutif a désormais la capacité d'être l'exécutif, qu'il s'agisse du président de la République ou du Gouvernement. L'exécutif peut bien faire, mal faire ou ne rien faire, mais c'est sa responsabilité devant les Français, devant la nation et devant l'histoire. Il ne peut désormais se retrancher derrière son impuissance institutionnelle. Cette capacité est fondée sur un facteur décisif : la majorité qui soutient de sa confiance l'exécutif, et celui-ci n'est plus — vous le savez bien, monsieur le ministre — la chose de la majorité comme sous la III^e et la IV^e République, mais un exécutif qui a besoin de se sentir compris, appuyé, soutenu.

Or le nouveau mode de scrutin — et nul ne peut le discuter — lue l'idée de majorité cohérente. Je ne suis pas de ceux qui ont regretté que la majorité de 1962, de 1968 et même de 1981 soit une majorité absolue. Certes, il peut y avoir assemblage de deux minorités, comme ce fut le cas après les élections de 1958, de 1967, de 1973, de 1978. Mais il s'agissait de l'assemblage de deux formations politiques voulu par les électeurs au deuxième tour de scrutin. Dans un cas, comme dans l'autre, la majorité de l'Assemblée désignée par le corps électoral assure à l'exécutif le moyen de prendre ses responsabilités.

Vous brisez ce système. Aucune formation ne pourra désormais avoir la majorité absolue. Il est même à redouter que deux formations ne suffisent pas à constituer une majorité. C'est d'ailleurs ce que vous recherchez. Au surplus, leur coalition éventuelle résulte de discussions après l'élection. Mais, surtout, ce qui est à craindre — et M. Zeller le soulignait tout à l'heure — c'est la combinaison de plusieurs minorités qui sera désormais nécessaire. D'où le germe de mort, le « cancer » qu'est l'intervention indispensable de groupes secondaires, de ce qu'on appelle les « groupes charnières », qui ont été le malheur de la III^e et de la IV^e République, sans omettre l'appel souvent nécessaire à des minorités extrémistes. Aurait-il dû y avoir en 1986 une majorité issue d'une volonté électorale différente de celle qui a élu en 1981 le Président de la République, la souplesse des règles institutionnelles aurait assuré à l'exécutif et avant tout, dans ce cas, au Premier ministre du nouveau gouvernement la capacité d'assumer les responsabilités des affaires publiques. Le problème de la cohabitation est un problème politique et humain qui peut être sérieux et même grave. Il n'est pas un problème institutionnel.

L'irruption de votre mode de scrutin, qui enlève ou risque d'enlever à toute majorité sa cohérence, est un coup sévère aux institutions de la République. Vous avez préféré, afin de vous préserver des conséquences d'une défaite électorale, afin aussi d'éviter une majorité cohérente, altérer le fonctionnement durable des institutions. C'est un choix déplorables. Et ce que

je souhaite, c'est que votre exemple ne soit pas imité et que, pour le bien de la République, les nouveaux députés reviennent vite au scrutin majoritaire.

M. Marc Lauriol. Souhaitons-le !

M. Michel Debré. C'est également, monsieur le ministre, mes chers collègues, un coup sévère à la démocratie.

La démocratie est un régime où le pouvoir vient du peuple. Considérés comme l'expression vivante de la nation, hommes et femmes en âge de délibérer et de voter expriment la volonté nationale. Français et Français en âge de délibérer et de voter expriment la volonté de la nation française, comme le disait tout à l'heure notre collègue Jean Foyer.

Dans le scrutin majoritaire, en effet, le peuple répond à une question simple : êtes-vous satisfaits, êtes-vous mécontents de la manière dont vous avez été gouvernés ? Si vous êtes satisfaits, vous votez pour le candidat de la majorité, si vous êtes mécontents, vous votez pour le candidat de l'opposition. Le système des deux tours peut quelque peu compliquer le dialogue, mais la simplicité revient toujours au deuxième tour. Avec la représentation proportionnelle, rien de pareil.

Sans doute, en mars 1986, une formation — la vôtre, messieurs du parti socialiste — qui aura eu pendant cinq ans la charge du pouvoir et la responsabilité de soutenir les gouvernements, représentera-t-elle le pouvoir et assumera-t-elle aux yeux des électeurs la responsabilité de ce qui aura été fait ? La seconde formation associée à la victoire de 1981 ne se fera pas faute d'adopter une attitude d'opposition. Mais cette situation résultera du scrutin majoritaire qui était en vigueur en 1981. L'invitation à se diviser, qui est le caractère de la représentation proportionnelle, aboutira à disperser les listes. Et, après 1986, s'il n'y a pas retour rapide au scrutin majoritaire pour toutes les élections suivantes, on assistera à la parcellisation de l'Assemblée nationale.

Comment, dans ce système, l'électeur vote-t-il ? Il vote en fonction d'idéologies, de son attachement durable ou provisoire à certaines familles spirituelles, politiques, sociales ou professionnelles. Le Gouvernement issu d'élections à la proportionnelle est une addition de minorités, et aucune de ces minorités n'assure, et ne peut assurer, devant l'électeur la responsabilité totale de l'action gouvernementale. Très vite, divers partis — puisque c'est d'eux qu'il s'agit — apparaissent comme à la fois membres de l'opposition et membres du Gouvernement. Le système clair de la démocratie parlementaire qui pose à tout électeur la question simple que j'indiquais — êtes-vous content ou mécontent de la façon dont le Gouvernement a géré vos affaires ? — est altéré, en même temps que, du fait des listes bloquées, le choix personnel du député est supprimé, inconvenant supplémentaire qui enlève à l'élu le bénéfice, cependant justifié, de son travail personnel et le cantonne dans son rôle de militant au détriment de l'effort des meilleurs d'apparaître comme l'élu de tous les électeurs de la circonscription. C'est une mauvaise conception de la démocratie et vous voulez l'imposer.

Enfin, néfaste pour la République, néfaste pour la démocratie, la réforme proposée est aussi néfaste pour la France.

Quoi qu'en pensent certains, dont j'espère, monsieur le ministre, que vous n'êtes pas, qui ne croient plus en une France indépendante et souveraine, et quoi que fassent ceux qui sont partisans d'une intégration dans une organisation supra-nationale ou d'un alignement inconditionnel sur la politique d'un puissant étranger, il est clair que la France n'apporte liberté et fierté aux Français que par sa capacité et sa volonté à la fois d'assurer unité et indépendance de la nation.

La compétition est la marque de notre monde — vous le savez, vous m'avez souvent entendu le dire et je le répéterai tant que je ne serai point compris : compétition dans la puissance militaire et dans les positions stratégiques, compétition économique, compétition idéologique, toutes aggravées par les déséquilibres démographiques. La France doit faire face, sinon elle est péjorée. Et, pour faire face, il faut de grands choix en matière de défense, en matière de capacité agricole et industrielle, en matière de politique familiale, en matière d'alliances extérieures. Ces grands choix exigent une volonté nette des dirigeants, appuyée sur une volonté populaire elle-même nette et sur une confiance populaire très claire. Le référendum, l'élection du Président de la République peuvent être des choix clairs. Mais, par la représentation proportionnelle, l'élection législative n'est plus un choix clair.

M. Claude Labbé. Voilà la vérité !

M. Michel Debré. C'est l'abandon à des formations politiques du droit de décider.

Ce transfert de souveraineté n'est pas bon pour la nation. Les partis dissocient d'autant plus facilement leur sort de celui de la patrie que leur idéologie est l'élément de leur cohésion et

que la représentation proportionnelle est en vigueur pour d'autres élections, notamment européennes et régionales. Une assemblée européenne à prétention législative, vingt parlements régionaux, grâce à vous, à l'intérieur de la France, quels risques grave d'altération de la politique nationale — que dis-je ? — de la nation elle-même ! Les partis, par le biais de la proportionnelle, dans ces trois types d'assemblées, rechercheront ailleurs que dans le bien de la France et de l'Etat l'élément dirigeant de leur conduite.

Ni les Etats-Unis, la grande puissance démocratique du monde, ni la Grande-Bretagne, la grande puissance démocratique de l'Europe, n'adoptent ou n'envisagent un mode de scrutin inspiré de la représentation proportionnelle. Les nations européennes, Allemagne, Italie ou Espagne, qui ambitionnent un rôle, une influence, une puissance, sont freinées notamment par la proportionnelle et ses conséquences. Pourquoi, monsieur le ministre, votre Gouvernement veut-il délibérément abandonner le camp des démocraties aptes à la puissance pour rejoindre le camp de celles qui ont du mal à s'affirmer en partie à cause de leur mode de scrutin ?

Néfaste pour la République, néfaste pour la démocratie, néfaste pour la France ! L'opposition unanime regrette et rejette le mode de scrutin qui lui est proposé et, unanime, elle s'engage, dès qu'elle en aura le pouvoir, à revenir au scrutin majoritaire, qui est le scrutin, entendez-moi bien, d'une honnête République, d'une vraie démocratie et d'une grande nation ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, personne ne peut mettre en doute la cohérence de pensée du président Debré quant à ses objectifs. Mais cet après-midi, il vient en peu de temps de démontrer à quel point la passion peut conduire à argumenter de façon contradictoire. Car enfin, M. Debré, qui n'était pas absent de la vie publique à la Libération, a-t-il eu l'impression que celui dont il était un collaborateur, le général de Gaulle, et qui instaurait à ce moment-là, c'est-à-dire il y a quarante ans, la représentation proportionnelle, faisait abandonner à la France, qui venait de reconquérir son indépendance, le mode de scrutin des grandes puissances ?

M. Michel Debré. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Debré, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Michel Debré. Monsieur le ministre, je répondrai à la question que vous venez de poser par l'affirmative. J'ai eu le sentiment qu'en faisant choix de la proportionnelle, nous prenions le mauvais chemin. Je l'ai dit au général de Gaulle et si vous lisiez la presse de l'époque...

M. Marc Lauriol. Eh oui ! C'est écrit !

M. Michel Debré. ...vous verriez que, le jour où le conseil des ministres a accepté l'ordonnance prévoyant la proportionnelle, un communiqué est paru. Ce communiqué indiquait très clairement que le choix du conseil des ministres en faveur de la proportionnelle tenait compte du caractère constituant d'une assemblée qui ne pouvait durer que sept mois mais que le soin d'établir un mode de scrutin définitif était laissé aux autorités à venir.

Auteur de ce communiqué en 1945, personne ne l'ignore, je puis vous dire que je savais que, s'il fallait accepter la représentation proportionnelle pour l'élection d'une assemblée constituante de sept mois, il était mauvais pour la République, pour la démocratie et pour la France de faire de cette représentation proportionnelle un régime définitif. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Faut-il en conclure, monsieur Debré, que vous soyez condamné à ne pas être entendu ? (Sourires sur les bancs des socialistes.) A l'époque, le gouvernement ne vous a pas entendu quand vous avez combattu la proportionnelle. Aujourd'hui, il vous écoute mais il ne vous entend pas davantage. D'ailleurs, comment être convaincu par vous alors que vous développez d'autres arguments contradictoires ?

Vous avez dit, monsieur Debré, qu'avec le scrutin majoritaire l'électeur répond à une question simple : êtes-vous satisfait du Gouvernement ou au contraire mécontent de lui ? C'est-à-dire — j'ai noté au passage vos propos — : si vous êtes satisfait du Gouvernement, votez pour le candidat de la majorité, sous-entendu quel qu'il soit, et, si vous en êtes mécontent, votez pour le candidat de l'opposition, sous-entendu quel qu'il soit.

En argumentant ainsi en faveur du scrutin majoritaire, vous prenez totalement le contre-pied de l'opinion de tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune avant vous et de ceux qui se sont exprimés au Sénat pour expliquer que le scrutin majoritaire, c'est le bon scrutin, le vrai scrutin, qui permet à l'électeur de choisir son candidat en connaissance de cause, établissant le lien direct entre cet électeur et l'élu. Tous ceux qui ont entendu cela depuis quelques semaines et tous ceux qui l'ont dit doivent savoir que, pour vous, monsieur Debré, qui prétendez parler dans le débat au nom de l'opposition, c'est exactement le contraire qu'il faut comprendre et que le scrutin majoritaire doit ainsi être considéré comme le « super-scrutin » des partis...

M. Michel Debré. Non !

M. Xavier Deniau. Ce n'est évidemment pas exact !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... dans lequel l'électeur a le droit de soutenir le candidat du Gouvernement.

M. Claude Labbé. Ne déformez pas !

M. Marc Lauriol. C'est un sophisme !

M. Xavier Deniau. On peut viser n'importe quel paradoxe tout en sachant qu'il ne reflète pas la réalité !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Vous avez même dit, monsieur Debré, et ce n'était pas, de votre part, une référence au Second Empire, qu'on a le droit de voter pour le candidat du Gouvernement, quel qu'il soit. Voilà la meilleure justification d'un scrutin majoritaire...

M. Marc Lauriol. L'électeur est juge ! Il ne l'est pas avec la proportionnelle !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... dont on nous dit qu'il est juste et qu'il permet une bonne représentation de l'électeur par l'élu !

M. Xavier Deniau. Le ministre s'amuse !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Non, je ne m'amuse pas ! A cette heure-ci, je serais aussi bien à mon bureau ! Je ne fais que répondre à M. Debré.

M. Xavier Deniau. Nous savons tous que, lorsqu'on ne veut pas d'un député à l'échelon de l'arrondissement, on le bat !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'après vous, monsieur Debré, la représentation proportionnelle est une invitation à se diviser. Mais nous avons vu ici comment la division pouvait exister dans une majorité qui était née du scrutin majoritaire — je pense à la fin de la législature précédente. Non seulement nous avons vu pendant deux ans un gouvernement, c'était celui de M. Barre, s'appuyer sur une majorité si problématique qu'il était obligé de poser la question de confiance, de mettre en œuvre les procédures constitutionnelles les plus complexes, y compris pour faire voter, — que dis-je ? — pour pouvoir promulguer son budget, non seulement nous avons pu constater que le scrutin majoritaire ne garantissait en rien une majorité solide et cohérente, mais qu'avons-nous vu monter à l'assaut du Gouvernement, contester son budget pour proposer qu'on l'écarte ? C'était M. Michel Debré !

M. Michel Debré. C'était ma liberté de parlementaire !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je le sais bien. C'était votre liberté et vous en avez usé. J'ajoute qu'on avait parfois envie de vous applaudir, tellement vous étiez vigoureux et sévère à l'égard de M. Barre.

M. Marc Lauriol. Il ne fallait pas vous gêner !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'observe d'ailleurs qu'aucun représentant de l'U. D. F. n'est en ce moment dans l'hémicycle.

Monsieur Debré, vous employez des arguments contradictoires et qui se retournent contre vous. Je veux bien admettre qu'il y a quarante ans vous étiez contre le scrutin proportionnel et qu'on ne vous a pas entendu.

M. Marc Lauriol. C'est faux !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mais acceptez au moins le fait qu'il soit possible que d'autres, il y a longtemps, aient été partisans du scrutin proportionnel, sans qu'on puisse mettre en cause ni leur patriotisme ni leur volonté d'assurer l'indépendance nationale. Vos arguments doivent donc être nécessairement réfutés.

M. Michel Debré. Depuis lors, il y a eu l'expérience de la IV^e République et celle de la V^e !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Sur le fond, les seuls partisans du scrutin d'arrondissement qui pourraient prendre la parole et être convaincés seraient ceux qui auraient cherché à rendre ce scrutin plus démocratique.

Comment oublier qu'un de vos amis politiques, monsieur Debré, et non des moindres, est élu dans un arrondissement de Paris, précisément celui où nous sommes, qui compte 40 600 électeurs inscrits. C'est donc un député qui « pèse » 40 600 voix. On dit : le peuple se prononce ! Certes, mais il le fait sur la base d'un

certain nombre de milliers de voix, ici ou là. Si l'on arrive, gagnant la banlieue sud, à Massy, on rencontre le maire de cette ville, M. Germon, qui, lui, a le droit de représenter 300 000 banlieusards. Qu'est-ce que cette justice ? Qu'est-ce donc que cette représentation-là ! (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. Marc Lauriol. C'est le résultat du découpage !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je corrige : il représente 300 000 habitants mais il est élu par 180 000 électeurs. (Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.)

Si cette question n'a aucune importance, je m'arrête.

J'ai tendance à considérer que le fait que l'arrondissement central de Paris, celui où — paradoxe — se trouve l'Assemblée nationale, puisse élire un député avec 40 600 électeurs alors que les habitants de Massy — on peut y aller en empruntant la ligne de Sceaux — ont le droit d'élire un député, mais à la condition de s'y mettre à 180 000, condamne le mode de scrutin majoritaire.

J'ajoute que, si l'on continue vers le sud en prenant non plus la ligne de Sceaux, mais la P. L. M., et qu'on arrive à Marseille, on s'aperçoit que M. Rieubon est élu par 200 000 électeurs. Comme par hasard, ce sont des députés socialistes ou communistes qui sont élus avec 100 000, 150 000 ou 200 000 électeurs alors que ce sont des députés « modérés », comme on dit, qui sont élus avec 40 600 électeurs à Paris et, parfois, par un nombre pas très supérieur dans d'autres grandes villes de France que je ne nommerai pas.

M. Michel Debré. C'est tout à fait inexact ! En tout cas, pour ma circonscription !

M. Xavier Deniau. J'ai 90 000 électeurs dans ma circonscription !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ne me poussez pas à énumérer...

M. Michel Debré. Citez ma circonscription !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... les noms des parlementaires de l'opposition de droite, souvent anciens Premiers ministres ou anciens ministres, qui sont élus avec 15 000 ou 20 000 électeurs et qui devraient s'y mettre à quatre pour obtenir le total des voix qui ont envoyé un député socialiste ou un député communiste à l'Assemblée nationale.

M. Xavier Deniau. Aidez voir ce qui se passe dans le Tarn-et-Garonne ! C'est autre chose !

M. Michel Debré. L'ancien Premier ministre que je suis est l'élu d'une circonscription de plus de 200 000 électeurs !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Debré, comme vous avez pu l'observer, j'ai pas cité de noms de personnalités, à l'exception de ceux de M. Germon, qui ne m'en veut pas, et de M. Rieubon, qui y est habitué. Ce dernier représente, en effet, un cas en France : il est élu avec 200 000 électeurs !

M. Michel Debré. Et que faites-vous dans les départements de la Lozère et de l'Ardèche ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le Gouvernement reconnaît que le département de la Lozère comme celui de l'Ardèche comptent peu d'habitants.

M. Marc Lauriol. Tout cela ne tient pas debout !

M. Xavier Deniau. Si le découpage était dépassé, il fallait le refaire !

M. Claude Labbé. Eh oui !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ainsi que le dit fort bien M. Deniau, si le découpage était dépassé, il fallait le refaire !

M. Marc Lauriol. C'est un sophisme ! Nous commençons à en avoir assez ! Vous nous prenez pour des imbéciles !

M. Xavier Deniau. Le découpage a été fait en 1958 d'un commun accord. Tout le monde l'a approuvé, y compris le parti socialiste !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Deniau, depuis les quinze ou vingt ans qu'il est député, n'a pas dit que le découpage était dépassé et qu'il fallait le refaire !

M. Xavier Deniau. S'il a vieilli, il convient de le refaire !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Et M. Labbé non plus, qui a accompagné M. Deniau, pendant ces quinze ou vingt ans, n'a pas dit que ce découpage était périmé, qu'il fallait le refaire ! (Très bien ! sur les bancs des socialistes.)

M. Xavier Deniau. Vous avez participé à ce découpage. Alors ne dites pas qu'il était mauvais !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Et tel autre parlementaire non plus ; qui n'a pas été député pendant quinze ou vingt ans, mais qui a souvent essayé de l'être, n'a pas dit, lorsqu'il l'est devenu, qu'il fallait refaire le découpage ! Il se contentait de ce découpage ! Et pourquoi s'en contentait-il ? Parce que ce découpage le rendait très heureux puisqu'il permettait à des députés de droite d'être élus avec 25 000 électeurs, alors qu'il fallait 200 000 électeurs pour élire un député de gauche !

M. Xavier Deniau. Je ne us ai jamais entendu réclamer un nouveau découpage pendant les quinze dernières années !

M. Claude Labbé. Cela ne vous a pas empêché d'obtenir la majorité absolue en 1981 et, à cette époque, vous ne vous êtes pas plaints du découpage !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Que je rappelle ce genre de choses vous est désagréable, messieurs ! Mais il s'agit de la négation même du principe de la représentation nationale...

M. Marc Lauriol. Vous êtes un sophiste !

Un député socialiste. Cela les dérange vraiment !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il s'agit de la violation caractérisée de l'article 3 de la Constitution et je comprends que le fait que l'on en parle vous dérange !

M. Xavier Deniau. Quand le découpage a été décidé, des socialistes étaient au Gouvernement et ils ont donné leur accord !

M. Marc Lauriol. Les propos du ministre sont inadmissibles !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Deniau, si vous voulez me convaincre que ce genre de représentation nationale est équitable et démocratique, demandez à m'interrompre et je vous laisserai volontiers la parole car vous avez là une cause si difficile à défendre que je me réjouirai de vous voir vous y essayer ! *(Rires sur les bancs des socialistes.)*

M. Xavier Deniau. Il y a des arguments sur lesquels il faut savoir passer rapidement !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Vous ne le demandez pas, parce que, c'est implacable, un mode de représentation comme celui-là se condamne lui-même.

M. Michel Debré. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Guy-Michel Chauveau. Tiens, un volontaire !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je vous en prie, monsieur Debré.

M. le président. Monsieur Debré, cela fera deux fois que vous aurez interrompu M. le ministre. Cependant, puisque celui-ci vous a autorisé à l'interrompre, je vous donne à nouveau la parole.

M. Michel Debré. Monsieur le ministre, je voulais vous signaler que, à titre personnel la première fois, au nom de mon groupe la seconde, j'ai demandé la révision de la carte électorale. J'ai même affirmé à cette époque, en reprochant au Gouvernement de ne pas m'écouter une fois de plus, qu'il était bon, si l'on voulait éviter le retour à la proportionnelle, de modifier l'équilibre entre les circonscriptions électorales. J'ai même cité à cet égard l'exemple britannique.

En outre, pourquoi citez-vous toujours des députés socialistes ou communistes élus de circonscriptions importantes ? La plus importante, ou l'une des plus importantes, est la circonscription de Saint-Denis-de-la-Réunion, dont je suis le député.

Un député communiste. Mais elle est loin.

M. Marc Lauriol. Et alors ? Trop loin pour vous ?

M. Claude Labbé. Ce n'est pas la France, peut-être !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Debré, j'ai cité les circonscriptions les plus importantes. Ni la vôtre ni votre personne n'étaient en cause. Il est vrai que le Gouvernement, conscient du fait que La Réunion était sous-représentée à l'Assemblée nationale, propose, dans le tableau de répartition annexé au présent projet de loi, d'en accroître la représentation. Ainsi, sur ce point, vous pourriez soutenir le projet de loi qui, en effet, en appliquant rigoureusement la représentation proportionnelle sur la base d'une forme de quotient démographique, qui sera, comme le texte lui-même le prévoit, révisé systématiquement en fonction de chaque recensement, supprime le risque pour l'avenir.

M. Michel Debré. Ce sera changé avant !

M. Georges Tranchant. Et la Nouvelle-Calédonie ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je reviens maintenant sur un point évoqué par l'un des orateurs : celui des petits départements.

Il est vrai que — on cite toujours à ce propos la Lozère, mais il y a d'autres exemples comme les Hautes-Alpes et le département d'outre-mer de la Guyane — ce que l'on a accepté, et ce que personne ne propose de modifier, pour certains territoires d'outre-mer dont la population se compte en quelques milliers d'habitants, à savoir la représentation par un seul député, n'a pas paru acceptable pour des départements de métropole ou d'outre-mer dont la population se compte en dizaines de milliers d'habitants. Pour ces départements, on a conservé la règle traditionnelle consistant à accorder à chacun d'eux, quelle que soit sa population, un minimum de deux députés.

Cet assouplissement du principe de la proportionnalité peut choquer. J'observe cependant que personne n'a déposé d'amendement tendant à supprimer, dans les départements de la Lozère, des Hautes-Alpes ou de la Guyane, le deuxième siège. Pourquoi donc ? Non pas que cela retirerait toute possibilité de choix aux électeurs — ceux-ci pourraient, dans une telle circonscription, désigner un député, sans la proportionnelle, et il y aurait tout de même la possibilité d'un choix —, mais cela interdirait la possibilité de pluralisme. Or l'esprit de la proportionnelle, c'est la représentation de la pluralité des opinions — objectif que n'écarte pas M. Debré — mais en offrant une possibilité de choix et de représentations variées.

Le maintien de deux sièges de député dans les plus petits départements n'est donc pas contestable.

Par ses modalités, la représentation proportionnelle proposée — je parle bien de ses « modalités » car le projet de loi que le Gouvernement présente ne prévoit pas l'application d'une représentation proportionnelle intégrale comme il en existe, selon des modalités diverses, dans plusieurs pays d'Europe —...

M. Claude Labbé. Qu'est-ce que c'est alors ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... est si peu intégrale qu'un groupe au moins à l'Assemblée nationale, et au Sénat aussi d'ailleurs, à savoir le groupe communiste, a proposé qu'on modifie le système proposé afin d'en venir à la représentation intégrale.

M. Marc Lauriol. Qu'entendez-vous par là ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Nous proposons une forme de représentation proportionnelle qui s'applique évidemment d'une façon d'autant plus juste, d'autant plus précise qu'il y a plus de députés dans le département concerné. On aurait pu envisager une autre circonscription électorale.

M. Michel Debré. Cela aurait été le comble !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. On aurait pu du moins imaginer, pour les départements plus petits, la définition d'une circonscription pluridépartementale. Ce sont d'ailleurs là des systèmes qui existent dans plusieurs grandes démocraties européennes, lesquelles ne sont menacées ni de disparition, ni de faillite économique et encore moins de disparition de la carte des puissances mondiales.

Ainsi, dans le cas de l'Allemagne, le système de la proportionnelle est appliqué de la façon la plus rigoureuse qui soit. Il s'agit de la proportionnelle intégrale, absolue. Même si une partie des électeurs d'Allemagne fédérale a la possibilité de choisir un certain nombre de ses parlementaires, le résultat final de l'élection au Bundestag est l'application d'une représentation proportionnelle mathématique et implacable, tellement implacable qu'elle assure à la fois aux partis la possibilité d'avoir dans cette assemblée un nombre de représentants proportionnel au nombre des voix qu'ils ont obtenues et de faire élire un certain nombre de dirigeants.

M. Michel Debré. Ils commencent à en souffrir !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je ne sais pas.

Si M. Adenauer avait profité de vos conseils au moment où il recevait la charge de la République fédérale d'Allemagne naissante, et s'il avait alors adopté le scrutin d'arrondissement, peut-être l'Allemagne fédérale aurait-elle connu aussi l'instabilité caractéristique de la III^e République ?

Celle-ci a eu recours au scrutin majoritaire, en effet, et l'instabilité qui la caractérisait peut être imputable aussi bien au scrutin majoritaire qu'au scrutin proportionnel, puisque les deux modes de scrutin ont été appliqués.

Voilà qui retire toute portée aux comparaisons opérées, qu'elles soient historiques, et je pense à la France, ou géographiques, s'agissant de l'Europe, à propos des conséquences du mode de scrutin sur la stabilité gouvernementale.

C'est tellement vrai que, lorsque la Constitution de 1958 a été élaborée, et vous en êtes un des principaux auteurs, monsieur Debré, le mode de scrutin n'a pas été inscrit dans la Constitution. Il aurait pu l'être. La Constitution aurait pu préciser qu'une loi organique définirait le mode de scrutin. Or elle indique seulement qu'une loi organique fixe le nombre des députés.

Or, par exemple, la Constitution de 1958 dispose qu'une loi organique règle les conditions du vote de la loi de finances. Cette disposition correspond à une intention politique et institutionnelle : il s'agissait que le vote du budget ne se passe plus comme il avait eu lieu pendant trop d'années. D'où l'importance d'une loi organique en ce qui concerne la loi de finances. Les conditions de discussion et de vote du budget sont régies de façon contraignante. En outre, le délai de vote est constitutionnel.

Plusieurs lois organiques sont prévues pour régler certaines questions politiques, que je n'énumérerai pas, jugées majeures et quasi constitutionnelles.

Mais aucune loi organique n'est prévue pour la loi électorale. Pourquoi ? Parce que le constituant de 1958 ne l'a pas voulu ! Qui était le constituant de 1958 ? C'était M. Debré !

M. Michel Debré. N'exagérez pas !

Je n'ai pas été suivi ! Et vous le savez fort bien !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'exagère pas, monsieur Debré.

Mais vous avez parlé avec tant de passion, vous nous avez présenté l'avenir de la France sous un jour si sombre, sous prétexte qu'allait être adopté un mode de scrutin que vous n'aviez pas exclu, vous, l'auteur principal de la Constitution de 1958, que vous devriez souffrir que je vous réponde, non pas avec passion, mais avec un peu de conviction !

M. Michel Debré. Avec mauvaise foi !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Debré, si je vous ai donné l'impression de mauvaise foi, c'est sans doute que je me serai laissé emporter.

J'ai pourtant essayé de développer mes arguments de façon à montrer que les vôtres, que je ne taxe pas de mauvaise foi, étaient contradictoires et réfutables.

Je pense qu'ils sont à présent réfutés.

M. Marc Lauriol et M. Michel Debré. Oh non !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Les arguments développés précédemment ne sont pas recevables.

Le projet ayant été, comme le précédent, écarté par le Sénat par une procédure interdisant tout amendement, il revient donc devant l'Assemblée dans la force que celle-ci lui avait donnée.

Cependant, quelques amendements sont proposés par la commission. Ils correspondent à des ajustements techniques que le Gouvernement accepte. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi est de droit conformément à l'article 109 du règlement, dans le texte précédemment adopté par l'Assemblée nationale et qui a été rejeté par le Sénat.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Nous allons donc examiner l'article 1^{er} et le tableau annexé à ses dispositions.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Le chapitre II du titre II du livre I^{er} du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre II

« Mode de scrutin.

« Art. L. 123. — Les députés sont élus, dans les départements, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Le département forme une circonscription.

« Art. L. 124. — Seules sont admises à la répartition des sièges les listes ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

« Art. L. 125. — Les sièges des députés élus dans les départements sont répartis conformément au tableau n° 1 annexé au présent code.

« La révision de la répartition des sièges a lieu au cours de la première session ordinaire du Parlement qui suit la publication des résultats du recensement général de la population.

« Art. L. 126. — Par dérogation à l'article L. 123, le député de Saint-Pierre-et-Miquelon est élu au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

« Les articles L. 124, L. 155, L. 158, L. 163, L. 165, L. 166 et L. 175 ne sont pas applicables à cette élection, qui est régie par les dispositions des articles L. 126, L. 154, L. 155, L. 158, L. 162, L. 163, L. 165 à L. 167 et L. 175 du présent code dans leur rédaction antérieure à la loi n° du et qui sont maintenues en vigueur à ce seul effet. »

Je donne lecture du tableau n° 1 annexé :

TABLEAU N° 1

Nombre de députés élus dans les départements.

NOM DU DÉPARTEMENT	NOMBRE de députés.	NOM DU DÉPARTEMENT	NOMBRE de députés.
Ain	4	Lot-et-Garonne	3
Aisne	5	Lozère	2
Allier	4	Maine-et-Loire	7
Alpes-de-Haute-Provence	2	Manche	6
Hautes-Alpes	2	Marne	6
Alpes-Maritimes	9	Haute-Marne	2
Ardèche	3	Mayenne	4
Ardennes	3	Meurthe-et-Moselle	7
Ariège	2	Meuse	2
Aube	3	Morbihan	6
Aude	3	Moselle	10
Aveyron	3	Nièvre	3
Territoire de Belfort	2	Nord	24
Bouches-du-Rhône	16	Oise	7
Calvados	6	Orne	3
Cantal	2	Paris	21
Charente	4	Pas-de-Calais	14
Charente-Maritime	5	Puy-de-Dôme	6
Cher	3	Pyrénées-Atlantiques	6
Corrèze	3	Hauts-Pyrénées	3
Corse-du-Sud	2	Pyrénées-Orientales	4
Haute-Corse	2	Réunion	5
Côte-d'Or	5	Bas-Rhin	9
Côtes-du-Nord	5	Haut-Rhin	7
Creuse	2	Rhône	14
Dordogne	4	Haute-Saône	3
Doubs	5	Saône-et-Loire	6
Drôme	4	Sarthe	5
Essonne	10	Savoie	3
Eure	5	Haute-Savoie	5
Eure-et-Loir	4	Hauts-de-Seine	13
Finistère	6	Seine-Maritime	12
Gard	5	Seine-et-Marne	9
Haute-Garonne	8	Seine-Saint-Denis	13
Gers	2	Deux-Sèvres	4
Gironde	11	Somme	6
Guadeloupe	4	Tarn	4
Guyane	2	Tarn-et-Garonne	2
Hérault	7	Val-de-Marne	12
Ille-et-Vilaine	7	Val-d'Oise	9
Indre	3	Var	7
Indre-et-Loire	5	Vaucluse	4
Isère	9	Vendée	5
Jura	3	Vienne	4
Landes	3	Haute-Vienne	4
Loir-et-Cher	3	Vosges	4
Loire	7	Yonne	3
Haute-Loire	2	Yvelines	12
Loire-Atlantique	10	Saint-Pierre-et-Miquelon	1
Loiret	5		
Lot	2		

M. Bonnemaison, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Dans le tableau n° 1 annexé, supprimer la ligne : « Saint-Pierre-et-Miquelon 1 ».

La parole est à **M. François Massot,** suppléant **M. Bonnemaison,** rapporteur.

M. François Massot, rapporteur suppléant. Nous avons voté un projet de loi transformant le statut de Saint-Pierre-et-Miquelon qui, de département, est devenu collectivité territoriale à statut particulier.

Puisque ce projet est définitivement adopté, les dispositions relatives à Saint-Pierre-et-Miquelon n'ont pas à figurer dans le présent projet mais dans celui qui concerne les députés des territoires d'outre-mer et de Mayotte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Conforme à celui de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Bonnemaison,** rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Supprimer le texte proposé pour l'article L. 126 du code électoral. »

La parole est à **M. le rapporteur suppléant.**

M. François Massot, rapporteur suppléant. C'est la conséquence de l'adoption de l'amendement précédent.

M. le président. Avis conforme du Gouvernement, monsieur le ministre ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 1^{er} et le tableau n° 1 annexé à ses dispositions, modifiés par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er} et le tableau n° 1, ainsi modifiés, sont adoptés.)

Articles 2 à 5.

M. le président. « Art. 2. — L'article L. 154 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 154. — Les candidats sont tenus de faire une déclaration de candidature. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

« Art. 3. — L'article L. 155 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 155. — La déclaration de candidature résulte du dépôt à la préfecture d'une liste comprenant un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de deux.

« Elle est faite collectivement pour chaque liste par le candidat tête de liste ou par un mandataire porteur d'un mandat écrit établi par ce candidat.

« La liste déposée comporte la signature de chacun des candidats. Elle indique expressément :

« 1° Le titre de la liste ;

« 2° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et profession de chacun des candidats.

« La déclaration de candidature peut comporter l'indication d'un emblème que les candidats choisissent pour qu'il soit imprimé sur leur bulletin de vote. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article L. 156 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 156. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale ni sur plus d'une liste.

« Est nul et non avenue l'enregistrement de listes portant le nom d'une ou plusieurs personnes ayant fait acte de candidature dans une autre circonscription ou figurant sur une autre liste de candidats. » — (Adopté.)

« Art. 5. — L'article L. 158 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 158. — Le candidat tête de liste ou son mandataire verse entre les mains du trésorier-payeur général agissant en qualité de préposé de la caisse des dépôts et consignations un cautionnement de 1 000 F par siège à pourvoir.

« Le cautionnement est remboursé aux listes qui ont obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés.

« Sont prescrits et acquis au Trésor public les cautionnements non réclamés dans un délai d'un an à compter de leur dépôt. » — (Adopté.)

Article 5 bis.

M. le président. « Art. 5 bis. — L'article L. 162 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 162. — Les retraits de liste sont autorisés pendant la période prévue au premier alinéa de l'article L. 157 du présent code : ils prennent la forme d'une déclaration signée du candidat tête de liste et contresignée par la majorité des membres de la liste.

« Les retraits individuels de candidature ne sont pas autorisés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5 bis.

(L'article 5 bis est adopté.)

Articles 6 à 8.

M. le président. « Art. 6. — L'article L. 163 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 163. — En cas de décès d'un candidat postérieurement à l'expiration du délai prévu à l'article L. 157, il est procédé à la mise à jour de la liste par le dépôt en préfecture, en double exemplaire, dans les trois jours suivant le décès, d'une déclaration complémentaire signée du candidat tête de liste et d'un candidat nouveau appelé à compléter la liste au dernier rang.

« Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, demeurent valables sans modification les listes portant le nom d'un candidat décédé postérieurement au huitième jour précédant le scrutin. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

« Art. 7. — Les deux premiers alinéas de l'article L. 165 du code électoral sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Un décret en Conseil d'Etat fixe le nombre et les dimensions des affiches que chaque liste peut faire apposer sur les emplacements prévus à l'article L. 51 ainsi que le nombre et la dimension des circulaires et bulletins de vote que chaque liste peut faire imprimer et envoyer aux électeurs.

« Le bulletin de vote comporte le titre de la liste, les noms de tous les candidats de la liste, classés dans un ordre conforme à celui de la déclaration de candidature et, éventuellement, un emblème imprimé choisi par les candidats. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Le dernier alinéa de l'article L. 166 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque candidat tête de liste ou son mandataire participe, avec voix consultative, aux travaux de cette commission. »

— (Adopté.)

Article 8 bis.

M. le président. « Art. 8 bis. — Le deuxième alinéa de l'article L. 167 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« En outre, il est remboursé aux listes ayant obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés le coût du papier, l'impression des bulletins de vote, affiches, circulaires, ainsi que les frais d'affichage. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8 bis.

(L'article 8 bis est adopté.)

Articles 9 à 11.

M. le président. « Art. 9. — L'article L. 167-I du code électoral est modifié comme suit :

« 1° Au paragraphe I de cet article, les mots : « les antennes de la radiodiffusion-télévision française » sont remplacés par les mots : « les antennes du service public de radiodiffusion et de télévision ».

« 2° Au premier alinéa du paragraphe II, les mots : « pour le premier tour de scrutin » sont supprimés.

« 3° Le dernier alinéa du paragraphe II est abrogé.

« 4° Les paragraphes III, IV et V de cet article sont remplacés par les dispositions suivantes :

« III. — Tout parti ou groupement présentant des listes dans vingt circonscriptions au moins a accès aux antennes du service public de radiodiffusion et de télévision, pour une durée de sept minutes, dès lors qu'aucun de ses candidats n'appartient à l'un des groupements ou partis bénéficiant d'émissions au titre du paragraphe II.

« L'habilitation est donnée à ces partis ou groupements dans des conditions fixées par décret.

« IV. — Les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions sont fixées, après consultation des conseils d'administration des sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

« V. — En ce qui concerne les émissions destinées à être reçues hors métropole, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle tient compte des délais d'acheminement et des différences d'heures. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9.

(L'article 9 est adopté.)

« Art. 10. — L'article L. 174 du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 174. — Les voix données aux listes comprenant un candidat qui a fait acte de candidature sur plusieurs listes sont considérées comme nulles ; ces listes ne peuvent obtenir aucun siège. » — (Adopté.)

« Art. 11. — A l'article L. 175 du code électoral, les mots : « en présence des représentants des candidats » sont remplacés par les mots : « en présence des représentants des listes ». — (Adopté.)

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Il est ajouté au chapitre IX du titre II du livre I^{er} du code électoral un article L. 178-I ainsi rédigé :

« Art. L. 178-I. — Les élections partielles prévues à l'article L. O. 178 ont lieu selon les règles fixées pour les renouvellements normaux.

« Néanmoins, dans tous les cas où la vacance porte sur un seul siège, il est pourvu par une élection au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans le cadre du département. Dans ces cas, les articles L. 124, L. 155, L. 158, L. 163, L. 165, L. 166 et L. 175 ne sont pas applicables à l'élection partielle, qui est régie par les dispositions des articles L. 126, L. 154, L. 155, L. 158, L. 162, L. 163, L. 165 à L. 167 et L. 175 du présent code dans leur rédaction antérieure à la loi n° du et qui sont maintenues en vigueur à ce seul effet. »

M. Bonnemaïson, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 178-1 du code électoral :

« Néanmoins, dans tous les cas où la vacance porte sur un seul siège, il y est pourvu par une élection au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans le cadre du département. Dans ces cas, les articles L. 124, L. 155, L. 158, L. 162, L. 163, L. 165, L. 166 et L. 175 ne sont pas applicables à l'élection partielle, qui est régie par les dispositions des articles L. 126, L. 154, L. 155, L. 158, L. 162, L. 163, L. 165 à L. 167 et L. 175 du présent code dans leur rédaction antérieure à la loi n° du et qui sont maintenues en vigueur et annexées au présent code à ce seul effet. »

La parole est à M. le rapporteur suppléant.

M. François Massot, rapporteur suppléant. Cet amendement, formel, a pour objet de rectifier une erreur rédactionnelle. Il exclut par coordination l'application des dispositions du nouvel article L. 162 du code électoral qui a trait au retrait de listes.

Il précise également que les dispositions antérieures du code électoral qui restent applicables pour les élections au scrutin uninominal sont annexées au code électoral.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12, modifié par l'amendement n° 3. (L'article 12, ainsi modifié, est adopté.)

Article 13.

M. le président. « Art. 13. — L'article L. 141 du code électoral est abrogé. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13. (L'article 13 est adopté.)

Après l'article 13.

M. le président. M. Bonnemaïson, rapporteur, a présenté un amendement, n° 4, ainsi rédigé :

« Après l'article 13, insérer l'article suivant :

« Dans le premier alinéa de l'article L. 85-1 du code électoral, les mots « 10 000 habitants » sont substitués aux mots « 30 000 habitants ».

La parole est à M. le rapporteur suppléant.

M. François Massot, rapporteur suppléant. En vertu de l'article L. 85-1 du code électoral, voté en 1973, dans tous les départements comptant une ou plusieurs communes de plus de trente mille habitants ont été instituées une ou plusieurs commissions chargées de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote et à celle des opérations de votes.

Ces commissions ont donné des résultats très satisfaisants. La commission des lois a jugé intéressant d'étendre les commissions de ce genre à toutes les villes de plus de dix mille habitants.

Tel est l'objet de cet amendement. Il répond d'ailleurs partiellement à un souci manifesté par M. Moutoussamy, qui avait proposé un amendement très proche lors de la discussion devant la commission des lois.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4. (L'amendement est adopté.)

Article 14.

M. le président. « Art. 14. — Dans le troisième alinéa de l'article 24 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à

l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes, la référence à l'article L.O. 176 est remplacé par la référence à l'article L.O. 176-1. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14.

(L'article 14 est adopté.)

Après l'article 14.

M. le président. M. Bonnemaïson a présenté un amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« Après l'article 14, insérer l'article suivant :

« L'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale est abrogée. »

« Ses dispositions contenues dans le code électoral (partie législative), telles que modifiées et complétées par les textes subséquents, ont force de loi. »

La parole est à M. Massot, pour soutenir cet amendement.

M. François Massot, rapporteur suppléant. Cet amendement a pour but d'améliorer le texte du projet en donnant force de loi aux termes de l'ordonnance du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

Les dispositions de cette ordonnance seraient désormais contenues dans le code électoral. L'ordonnance elle-même serait abrogée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Ducloné.

M. Guy Ducloné. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, au cours de la discussion de ce texte en première lecture, les députés communistes ont manifesté quelle importance de principe ils attachaient au remplacement du scrutin uninominal à deux tours par le système de la représentation proportionnelle. C'est pourquoi ils ont voté la loi organique qui institue ce système et tout à l'heure rejeté l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Foyer.

Le mode de scrutin en vigueur depuis plus d'un quart de siècle a profondément faussé l'exercice de la vie démocratique. Il a introduit des inégalités criantes entre les électeurs comme entre les circonscriptions.

Précédemment, en écoutant le ministre de l'intérieur, je me disais, à la limite, que c'était le système censitaire, du point de vue social.

Ce n'est donc pas la représentation proportionnelle, et je m'adresse à M. Debré, qui lèse le corps électoral : c'est le système uninominal. En éliminant les suffrages de millions d'électeurs, qui ne comptent pour rien, en favorisant une bipolarisation contraire au pluralisme, ce système a porté des coups à l'exercice des libertés.

Mais nous constatons, comme nous l'avons fait en première lecture, que le texte gouvernemental introduit une discrimination que nous ne pouvons accepter. Le refus d'une juste répartition des restes et le maintien d'un seuil pour l'attribution des sièges tendent, dans la situation présente, et tendront à accorder au moment où cette loi sera appliquée, une double prime majoritaire au parti socialiste et à la droite !

Ainsi, tant par la volonté de minorer les suffrages communistes que de pénaliser les petites formations — en dépit des déclarations d'intention et des outrances proférées précédemment — n'entend-on pas favoriser au lendemain des élections ce que certains appellent « la cohabitation » ?

Les députés communistes ont exprimé leur souhait que la démocratie pluraliste soit complètement et scrupuleusement respectée. Le mode de scrutin ne doit pas permettre les combinaisons d'états-majors d'avant et d'après les élections. Il doit représenter le plus exactement possible la volonté du suffrage uninominal dans sa diversité. La nécessaire stabilité gouvernementale dont on parle beaucoup à propos du système qui va disparaître ne pourra être assurée que par le respect scrupuleux des engagements pris devant le corps électoral.

Nous restons donc attachés à une proportionnelle au plus fort reste, avec attribution de sièges complémentaires sur le plan national, précisément pour corriger les inégalités que favorise le mode de scrutin départemental.

C'est la raison pour laquelle, comme en première lecture, le groupe communiste s'abstiendra dans le vote de ce projet de loi. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Labbé.

M. Claude Labbé. Mesdames, messieurs, le sujet est suffisamment grave pour que cet après-midi, au cours de cette seconde lecture, nous ayons tenu à reprendre tous les arguments que nous avons longuement développés lors de la première discussion devant l'Assemblée nationale.

Notre insistance, chacun le reconnaîtra ici, est fondée sur un réel souci de la vie parlementaire, de la stabilité gouvernementale et du maintien d'un système issu de la Constitution de 1958 auquel nous sommes profondément attachés. Nos arguments ne sont pas dictés par une volonté électoraliste mais par le sens profond que nous avons de l'intérêt national et de la vie de la nation.

En vous écoutant, monsieur le ministre de l'intérieur, pardonnez-moi, mais nous avons été assez déçus de voir à quel niveau vous preniez ce problème. Vous vous êtes livré, en effet, à une défense désordonnée de votre projet et de la proportionnelle.

Vous vous êtes lancé dans une polémique qui ne relevait pas le niveau du débat, mêlant les attaques personnelles à une insistance vraiment gênante à l'égard de M. Debré...

M. François Massot, rapporteur suppléant. Vous n'avez pas entendu M. Tranchant ?

M. Claude Labbé. ...qui ne parlait pas simplement à titre personnel mais qui exprimait le sentiment général de son groupe et de l'opposition d'une manière générale.

Vous avez cru bon, monsieur le ministre, de donner à vos réponses un tour si polémique que l'on se demande si vous croyez vous-même sincèrement dans le projet que vous nous présentez.

En fait, vous avez choisi un scrutin adapté à une stratégie de défaite. Nous ne répéterons jamais assez que si vous étiez assurés d'obtenir l'année prochaine une majorité semblable à celle que vous détenez actuellement vous n'auriez certainement pas pris le risque de changer le mode de scrutin.

Mais vous ne voulez pas vous lancer dans une stratégie de la victoire. Vous entendez simplement essayer de minimiser une défaite dont chacun peut vous assurer dès à présent, sans se livrer à des prévisions hasardeuses, qu'elle est inscrite dans les faits.

Tel est le fond des choses. C'est l'opportunité qui vous guide, ce n'est ni le sens de l'Etat ni l'idée que la proportionnelle est plus ou moins juste que tel autre mode de scrutin.

M. Jean Bernard. La proportionnelle était dans notre programme.

M. Claude Labbé. Vous voulez donc essayer de sauver les meubles, de ne pas trop perdre. Ce mode de scrutin évitera à certaines personnalités, notamment socialistes, d'aller courageusement devant leurs électeurs : têtes de liste dans un département, ces personnalités ne risquent rien avec la proportionnelle.

Vous-même, monsieur le ministre, vous savez que vos chances dans votre propre circonscription, avec l'actuel système, seraient relativement minces. D'autres personnalités socialistes, comme vous-même,...

M. François Massot, rapporteur suppléant. C'est vraiment d'un haut niveau !

M. Claude Labbé. ...ne se seraient pas hasardées sans risques à se maintenir en face d'un adversaire déterminé...

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ne vous en faites pas pour moi !

M. Claude Labbé. ...et qui vraisemblablement les aurait battues.

M. Xavier Deniau. Comme M. Jospin ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai l'habitude de battre un R.P.R. tous les cinq ans !

M. Claude Labbé. L'année prochaine, au soir de l'élection législative, il n'y aura pas de personnalités socialistes battues ! C'est, évidemment, ce que vous recherchez.

Mais je n'insisterai pas. Tout a été dit, je crois, sur la valeur du scrutin majoritaire.

Néanmoins, je vous demande encore d'imaginer un instant ce que sera, selon votre volonté, la future Assemblée nationale après les élections de 1986.

Pendant vingt-huit ans, y compris avec vous, nous aurons connu une certaine stabilité, une opposition bien définie, une majorité bien responsable et tout à fait majoritaire.

Vous avez obtenu en 1981, ce que nous n'avons pas contesté (*protestations sur les bancs des socialistes*)...

M. Guy-Michel Chauveau. Parlons-en !

M. Claude Labbé. ...le droit de conduire une certaine politique. Ce droit, vous l'avez obtenu grâce à un groupe majoritaire à lui seul, dont vous avez été pendant un certain temps, monsieur le ministre, le président. Ce groupe glorieux n'a pas réussi. Mais, dans une autre hypothèse, il aurait fort bien pu réussir. Dans ce cas, il ne serait pas en butte à la réprobation qui maintenant le frappe. Vous auriez alors été bien heureux sans doute, je l'ai dit, de voir ce groupe majoritaire reconduit.

Donnez-nous les mêmes chances ! Permettez que, l'année prochaine, l'alternance joue à plein comme elle a joué pour vous en 1981. Mais de cela, bien entendu, vous ne voulez à aucun prix.

Actuellement, quatre groupes divers, majorité et opposition, représentent bien, à eux quatre, les différentes familles politiques françaises : on est communiste, socialiste, indépendant conservateur ou gaulliste. Vous, vous allez introduire ici des groupes marginaux qui signifieront pour vous-mêmes comme pour nous, la perte du débat démocratique que nous avons connu pendant vingt-huit ans.

Pendant vingt-trois ans, nous avons eu une certaine majorité. Nous avons subi la vôtre pendant quatre ans. Mais cela a eu lieu dans les règles les plus démocratiques. Les présidents des groupes de l'Assemblée peuvent témoigner que le fait d'avoir quatre groupes, et quatre seulement, représentant clairement, d'un côté la majorité, de l'autre l'opposition, a permis d'avoir au Palais-Bourbon une vie politique, une certaine stabilité. C'est ce qui a permis de conférer une certaine dignité à nos débats et à nos travaux.

Qu'en serait-il demain quand il y aura un, deux, voire trois groupes marginaux qui, d'une manière ou d'une autre, pèseront sur nos travaux et nos débats ? Vous ne pourrez certainement qu'avoir des regrets.

Vous, monsieur le ministre de l'intérieur, vous avez, dans nos circonscriptions, fustigé l'arrondissement. Quelle horreur ! avez-vous dit. Eh bien, une fois élus, nous avons le sentiment, qui est assez noble, non pas seulement de représenter une formation politique déterminée, mais d'être les députés de tous.

Demain, cela n'existera plus. Vous aurez créé dans cette assemblée, et de cela je vous réponds, un climat tout à fait différent et une politisation dans le sens le plus mauvais du terme. Ici, il y aura non pas des députés de tous, mais des représentants des partis, ce qui donnera une tonalité complètement différente à nos travaux.

Je m'arrêterai là, encore que je pourrais poursuivre longtemps, monsieur le ministre, un plaidoyer en faveur du scrutin majoritaire. Nous pensons que seul ce scrutin permet la stabilité gouvernementale, que seul il tient compte de l'esprit de la Constitution, même s'il ne figure pas dans sa lettre. C'est pour cela que nous y sommes profondément attachés. Ne vous étonnez pas, dans ces conditions, qu'en deuxième lecture notre groupe vote contre votre projet. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. François Massot, rapporteur suppléant. Et que font les indépendants conservateurs ?

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*L'ensemble du projet de loi est adopté.*)

— 9 —

ELECTION DES CONSEILLERS REGIONAUX

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 12 juin 1985.

Monsieur le président,

J'ai été informé que la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à l'adoption d'un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de procéder, en application de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, à une nouvelle lecture du texte que je vous ai transmis le 6 juin 1985.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de ce projet de loi (n^{os} 2756, 2766).

La parole est à M. Massot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. François Massot, rapporteur. Monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, mes chers collègues, nous avons voté il y a quelques semaines le projet de loi déposé par le Gouvernement tendant, pour la première fois en France, à instituer des élections au suffrage universel pour les conseils régionaux.

Ce texte a été examiné par le Sénat. Contrairement à l'argumentation développée il y a un instant par certains orateurs de l'opposition ou, plus exactement, du groupe du rassemblement pour la République, car les « indépendants conservateurs » — pour reprendre le mot de M. Labbé — n'étaient pas présents, les sénateurs de l'opposition ont accepté un certain nombre de principes relatifs à ce projet de loi.

Ils ont adopté le principe d'élections au suffrage universel ; celui de la représentation proportionnelle, tout en l'amendant de manière importante — nous reviendrons sur ce point dans un instant — et, enfin, celui d'élections dans le cadre départemental.

En fait, le Sénat a adopté l'ensemble du texte, à deux exceptions près. La première que, j'en conviens, est d'importance, concerne l'article 1^{er}. Elle modifie le système d'élection. Tout en retenant, encore une fois, le cadre départemental, le Sénat s'est rapproché du texte de loi que nous avions adopté pour l'élection des conseils municipaux dans les communes de plus de 3 500 habitants : un scrutin à un tour. Si une liste obtient la majorité des voix au premier tour de scrutin, elle obtient la moitié des sièges, les autres sièges étant répartis à la proportionnelle : si aucune liste n'obtient la majorité absolue, les sièges sont répartis, comme dans le texte voté en première lecture à l'Assemblée nationale, à la proportionnelle intégrale et à la plus forte moyenne.

La commission mixte paritaire a échoué sur cet amendement du Sénat. En effet, nous avons considéré — et la commission des lois a repris cette argumentation en deuxième lecture — que les propositions sénatoriales n'étaient pas acceptables car elles instituaient un système hybride qui, finalement, allait, semble-t-il, à l'encontre du but recherché par les sénateurs eux-mêmes.

Le principe de la loi électorale pour les élections municipales est évidemment d'avoir pour effet d'obtenir une majorité certaine.

Or le système proposé par le Sénat n'aboutit pas du tout à cela. On peut, en effet, très bien concevoir que, dans l'ensemble régional, certains départements donnent une majorité dans un sens et certains départements une majorité dans un autre sens. Par conséquent, il ne se dégagerait pas de véritable majorité et les effets correctifs de la loi dans chacun des départements seraient annulés. Par ailleurs, ces dispositions n'auraient pu être envisagées dans la logique sénatoriale que si l'élection avait eu lieu à deux tours. Le Sénat a senti lui-même certaines difficultés, et il a institué la proportionnelle intégrale lorsque, dans un département, aucune liste n'obtient la majorité absolue. C'est donc un système hybride qui ne peut aller dans le sens recherché, c'est-à-dire le sens d'une majorité certaine à l'intérieur d'une région.

Il faut également observer que, dans les régions composées seulement de deux départements — je pense notamment à la Haute-Normandie — l'un peut être beaucoup plus important que l'autre. Si on adoptait le texte du Sénat, il suffirait à la majorité de gagner le département le plus important pour être certain d'avoir la majorité absolue dans l'ensemble de la région. Autrement dit, l'autre département ne serait plus entendu.

En fait, pour aller jusqu'au bout de leur raisonnement, les sénateurs auraient dû retenir un scrutin à la proportionnelle à deux tours dans l'ensemble de la région. Ils ne l'ont pas fait, et leur système est tout à fait bâtarde. Ils ne l'ont pas fait parce que leur système se serait heurté à une difficulté insurmontable, me semble-t-il. En effet, les conseillers régionaux deviennent de droit grands électeurs sénatoriaux. Dans un système sans base départementale, on n'aurait pas su à quel département les rattacher. Ne serait-ce que pour cette raison, il n'était donc pas possible d'envisager une élection dans l'ensemble régional. C'est la raison pour laquelle la commission a estimé ne pas devoir retenir le texte adopté par le Sénat. Elle a jugé souhaitable d'en revenir, pour le mode de scrutin, aux dispositions adoptées par l'Assemblée en première lecture et elle a, en conséquence, adopté deux amendements que j'ai présentés.

Il y a un second point, plus mineur, de désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

La Haute assemblée a supprimé des dispositions de la loi du 31 décembre 1982 qui interdisaient le cumul de fonction de membre de bureau d'un conseil général et de membre de bureau d'un conseil régional dans les départements d'outre-mer. En effet, comme vous le savez, ces collectivités territoriales ont la même base géographique et il avait paru préférable, à l'époque, d'instituer une incompatibilité de fonctions pour les membres des bureaux de ces deux assemblées. Le Sénat a cru devoir revenir, lors de l'examen de ce texte, sur cette disposition. La commission n'est pas d'accord pour le suivre sur ce point. C'est pourquoi elle a adopté un amendement tendant à rétablir le texte de l'Assemblée.

Par ailleurs, le Sénat avait décidé, sur proposition du Gouvernement, d'abroger la loi du 30 juin 1983 relative aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion qui précisaient les conditions dans lesquelles les conseillers régionaux des départements d'outre-mer participaient à l'élection des sénateurs. Ce texte devient sans objet puisque l'article 2 du projet de loi modifie pour tous les départements la composition du collège électoral des sénateurs en y introduisant les conseillers régionaux.

Le Sénat a complété la loi du 19 juillet 1977 relative aux sondages d'opinion pour étendre l'application de ces dispositions aux élections régionales. La commission est d'accord sur ces rectifications et vous demande de les retenir.

Tels sont les quelques modifications apportées par le Sénat et les amendements proposés par la commission, étant rappelé que l'ensemble des autres dispositions du texte et, en particulier, le tableau fixant le nombre des conseillers régionaux, n'a pas été modifié par la Haute assemblée.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le Sénat a adopté les articles 2 à 9 du projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux.

Seuls l'article 1^{er} et un article additionnel reviennent aujourd'hui en discussion devant l'Assemblée nationale, si l'on excepte un certain nombre d'amendements techniques qui ont été introduits par le Sénat et que votre commission a approuvés.

Bien sûr, l'article 1^{er} est essentiel. Il comprend l'ensemble de ce qui deviendra le livre IV du code électoral.

Je n'aborderai que deux questions : le mode de scrutin tel qu'il a été modifié par le Sénat et le tableau des sièges tel qu'il avait été modifié par l'Assemblée nationale.

Sur le mode de scrutin, M. le rapporteur vient de faire un exposé qui me dispense d'être très long. L'amendement adopté par le Sénat s'écarte fortement du principe et de la philosophie même de la proportionnelle. Le Gouvernement, qui l'a combattu, bien sûr, partage l'analyse de votre rapporteur et vous demande d'en revenir au texte initial.

En ce qui concerne le tableau des sièges, qui a déjà fait l'objet de modifications, il est vrai que la solution la plus simple, apparemment, et la plus juste, est celle que le Gouvernement avait proposée au départ. Mais il vous demande, après avoir accepté qu'elle soit modifiée ici même il y a quelques semaines, de la modifier à nouveau.

En effet, la répartition des sièges au prorata des populations départementales qui figurait dans la première rédaction est évidemment désavantageuse pour les petits départements, surtout lorsque, à l'intérieur d'une région, coexistent des départements petits, très peu peuplés, et des départements très peuplés. Dans le Languedoc, par exemple, la Lozère a 74 000 habitants, l'Hérault, 706 000 ; en Lorraine, la Meuse a 200 000 habitants, la Moselle, un million. Les disparités sont telles que les poids respectifs des départements risquent d'introduire des effets de domination.

On ne peut pas chercher à les corriger complètement et, si l'on veut appliquer le principe de la représentation proportionnelle, il faut qu'à l'intérieur de chaque région la répartition des sièges se fasse selon une loi unique et simple.

La solution qu'avait imaginée votre commission des lois et qui cherchait à corriger cet effet de domination consistait à attribuer trois sièges d'office à chaque département et à procéder, pour le reste, à une répartition à la proportionnelle. Ce système aurait eu un effet très fortement correcteur et, pour reprendre l'exemple du Languedoc, un conseiller héraultais aurait représenté 33 000 habitants, et un conseiller lozérien, 14 000. En Lorraine, un conseiller de la Meuse aurait représenté 25 000 habitants, un conseiller mosellan 33 000. Donc, pour éviter ces effets de domination, on serait arrivé à des inégalités de représentation fortes et même, dans certains cas, très fortes.

C'est la raison pour laquelle l'Assemblée nationale en était revenue au texte initial, tout en instaurant un correctif partiel, limité aux plus petits départements. M. Rouquette avait proposé, dans un amendement, que le seuil de conseillers régionaux par département soit porté à cinq, la règle étant que, de la même façon qu'on dit : pas de département qui n'ait pas deux députés, il n'y aurait pas de département qui n'ait pas cinq conseillers régionaux.

Le tableau que votre assemblée a approuvé répondait à certaines critiques mais, depuis, d'autres se sont exprimées. Par exemple, les parlementaires du Languedoc ont fait observer qu'avec ce tableau chaque conseiller régional élu dans l'Aude représenterait plus de deux fois plus d'habitants que chaque conseiller régional élu dans la Lozère.

En Lorraine, comme l'ont fait remarquer, dans une question écrite, M. Herment, sénateur et président du conseil général de la Meuse, ainsi que M. Bernard, député-maire de Bar-le-Duc, dans une lettre, ce tableau n'attribuerait que six sièges à la Meuse dans un conseil régional de soixante-treize membres.

Bref, si le principal mérite du tableau issu de la première délibération est de prendre en compte les départements les moins peuplés, son principal défaut est de ne prendre en compte que ces départements, ce qui introduit un effet de seuil, lequel, effectivement, peut paraître choquant.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement en revient au principe qui avait guidé les travaux de votre commission en proposant de l'appliquer de façon moins étendue. Le principe retenu dans l'amendement que j'ai déposé est celui-ci : attribution d'office d'un siège à tout département, les autres sièges étant répartis en fonction de la population. C'est donc le principe qui avait inspiré les propositions de la commission, mais réduit à l'attribution d'office d'un siège.

Le résultat global est consigné dans l'amendement du Gouvernement, qui comporte quelques modifications. C'est ainsi que les petits départements bénéficieront d'une meilleure représentation, mais que cet avantage sera moins grand qu'il ne l'était soit dans les propositions de la commission, soit dans un amendement intéressant trois départements et qui avait été adopté en première lecture.

Donc, cet avantage — cela est facile à comprendre sur le plan mathématique — diminuera au fur et à mesure que progressent les populations départementales. Ainsi, il n'y aura plus d'effet de seuil, il n'y aura plus de surreprésentation excessive ni de pénalisation des petits départements. Telle est donc la formule proposée, qui introduit quelques modifications et qui, je crois, s'appuyant sur une règle simple et générale — un siège de conseiller régional pour chaque département, le reste à la proportionnelle en fonction de la population départementale — a l'avantage de répondre à différents objectifs, parfois contradictoires, qui étaient visés, soit par le projet initial, soit par la formule envisagée par votre commission, soit par l'amendement que l'Assemblée avait adopté en première lecture.

Quitte la question de la répartition entre départements, j'en viens au cas d'une région, non pas la moins peuplée de la France métropolitaine, mais celle dont les effectifs du conseil régional auraient été les plus faibles, je veux parler du Limousin — la Corse bénéficiant d'un statut particulier.

M. Moreigne, en particulier, président du conseil général de la Creuse, défendant un amendement du sénateur Longueque, faisait observer au Sénat qu'avec trente et un membres, le conseil régional du Limousin aurait du mal à assurer sa représentation statutairement obligatoire dans certaines assemblées ou certains conseils d'administration.

Dans l'amendement qu'il a déposé, le Gouvernement propose d'élever à quarante et un le nombre des conseillers de cette région, cette modification n'entraînant évidemment aucune conséquence pour les autres régions. Elle est seulement une entorse à la règle qui avait été posée comme une orientation selon laquelle les nouveaux conseils régionaux auraient des effectifs du même ordre de grandeur que ceux des anciens conseils régionaux, effectifs qui avaient été fixés sur une base quasi mathématique, en additionnant les effectifs de parlementaires de la région et un nombre, en principe égal, d'élus locaux.

Cet amendement n'a d'autre conséquence que de provoquer ensuite une redistribution, selon les règles que j'ai indiquées auparavant, entre les différents départements du Limousin.

Enfin, en ce qui concerne le cumul de fonctions, le Sénat a adopté un amendement mettant fin à l'incompatibilité entre l'appartenance au bureau du conseil régional d'une région d'outre-mer et l'appartenance au bureau du conseil général de la même région. Ce sont, je vous le rappelle, des régions monodépartementales.

Le Gouvernement partage l'avis du rapporteur et de la commission sur ce point et vous demande d'écarter cet amendement.

Telles sont les précisions que je voulais apporter à l'Assemblée au seuil de cette deuxième lecture.

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Debré.

M. Michel Debré. Mes chers collègues, ma brève intervention est l'expression d'une conviction personnelle, conviction très profonde que tous ne partageant pas mais que je me dois, une fois de plus, d'exprimer dans cette assemblée.

C'est un très grave problème, monsieur le ministre, que celui de la région et dès que l'on déborde du régime qui fait de l'organisation régionale et des institutions régionales les instruments de la coordination de l'action économique et sociale des départements ou de la déconcentration de certains services d'Etat, on vogue, à mon avis, vers l'aventure. Je l'ai dit dès 1981 et 1982 à votre prédécesseur, M. Defferre, lorsqu'il a présenté les textes sur la décentralisation dans lesquels les cha-

pitres relatifs respectivement aux communes, aux départements et aux régions se suivaient d'une manière à peu près identique. Or si, pour les communes et les départements, la décentralisation a un caractère administratif tel qu'elle ne peut permettre de nuire à l'unité politique du territoire et de la nation, dès que l'on installe une institution régionale on soulève, au contraire, au-delà de la décentralisation administrative, un problème d'unité politique.

L'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale a de graves inconvénients. Au-delà des textes, au-delà des règlements juridiques, elle présente non seulement un inconvénient d'ordre financier — et je passe rapidement en me contentant de souligner que cela augmentera les frais généraux de la nation au moment où il faudrait au contraire les diminuer — mais également un risque administratif considérable. En effet, n'en doutez pas, les régions auront tendance à exercer une tutelle sur les départements et la loi, sur ce point-là, ne sera pas respectée. Enfin et surtout, que sera demain le Gouvernement de la République en présence de vingt parlements régionaux ? Voilà la vérité : vingt parlements régionaux, voilà ce que vous créez, voilà ce que vous instituez ! Alors, réfléchissez !

Premièrement, en agissant ainsi, vous vous situez à l'opposé de la tradition républicaine et même française qui, fondée sur l'unité et l'intégrité du territoire, veut qu'une seule élection au suffrage universel direct à une assemblée ait un caractère politique, celle à l'Assemblée nationale, les autres élections ayant un caractère administratif. A partir du moment où vous introduisez le même mode d'élection à l'échelon régional vous risquez fort de sortir du cadre administratif pour entrer dans le cadre politique.

Deuxièmement, quelles difficultés inutiles allez-vous créer pour vos successeurs sinon pour vous-même ? Quelles aspirations multiples vont sortir de ces parlements régionaux ? Quand, par ailleurs, je vois les projets, à certains égards insensés, de pluriculture, d'éducation pluriculturelle, de plurilinguistique, je me demande : où allez-vous ? Que faites-vous de l'unité de la France, de l'unité de sa culture, de son unité nationale ?

Troisièmement, monsieur le ministre, il est un élément dont je pense que vous serez susceptible de le comprendre plus que d'autres. Vous connaissez, en effet, l'ardeur des autorités supranationales à essayer d'effacer les gouvernements et les nations pour entrer directement en rapport avec des autorités administratives qui leur sont pourtant subordonnées. Demain, grande sera la tentation de ces assemblées régionales, de leurs dirigeants, devant les invitations d'une autorité supranationale qui, avec l'argent que nous lui donnons, leur accordera des générosités sans passer par l'autorité nationale !

Vous êtes donc contre la tradition. Vous créez des difficultés aux gouvernements à venir et à l'Etat et vous mettez en place une sorte de pince constituée d'une part, par les assemblées supranationales, les autorités de Bruxelles et, d'autre part, par les autorités régionales, et dont les effets s'exerceront aux dépens du Gouvernement de la France, aux dépens de l'Etat et aux dépens de la nation.

Si bien, monsieur le ministre, que mon vote contre, à titre personnel, sera un vote contre le principe de l'élection au suffrage universel des assemblées régionales.

M. Marc Lauriol. Le R. P. R. votera contre aussi !

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je comprends bien la portée de certains arguments ou, plutôt, de certaines réflexions de M. Debré mais je crois qu'il ne faut pas dramatiser.

Les régions telles qu'elles ont été conçues, il y a déjà une dizaine d'années, sous la forme des établissements publics régionaux qui ont pris la suite de ce qui s'était construit autour des commissions de développement économique régional, sont apparues avant tout comme des lieux de coordination des investissements publics. Pourtant il existait déjà une assemblée. La décentralisation a certes normalement tiré les conséquences d'une régionalisation engagée depuis plusieurs années mais, chacun peut le constater, elle a particulièrement consacré l'importance du département comme circonscription administrative. L'importance des budgets, celle des missions et des fonctions fixées par la loi, tant aux départements qu'aux communes, font que la région ne risque pas de devenir, j'en suis convaincu, ce que vous semblez craindre.

Pour ce qui est de la tradition, monsieur Debré, il me suffit de rappeler que douze régions sont moins peuplées que Paris. Or la tradition n'était pas que Paris eût un maire. Ainsi, pendant des années, on a appris dans toutes les universités de France et de Navarre, c'est le cas de le dire, que l'existence d'un maire à Paris était inconcevable, contraire aux principes républicains, ...

M. Marc Lauriol. Elle était dangereuse !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... et que la ville de Paris devait être soumise à un régime d'exception.

M. Michel Debré. C'était la capitale !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Qu'un orateur, et même deux orateurs du R.P.R. puissent considérer qu'il soit dange-reux qu'un maire soit élu à Paris ne manque pas de sel!

M. Marc Lauriol. Vous avez de la chance d'avoir Chirac car, lui n'est pas dangereux! (*Rires sur les banes des socialistes.*)

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mais il n'y a pas de ville au monde qui n'ait un maire élu, dans les pays démocratiques s'entend.

M. Marc Lauriol. Nous parlons pour la France!

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. La France ne peut pas non plus se dispenser complètement de regarder ce qui se passe ailleurs en matière de démocratie locale. Force est donc de constater que, dans les pays démocratiques, toutes les grandes villes ont depuis longtemps un statut démocratique. Pourquoi Paris le l'aurait-il pas eu?

Dans ces conditions, pourquoi une région, Bourgogne, Bretagne ou Franche-Comté, ne pourrait-elle pas avoir un conseil régional élu au suffrage universel pour débattre des questions qui relèvent de sa compétence et qui sont, par exemple, la formation professionnelle, les lycées, la politique culturelle, la coordination de certains investissements publics ou l'action dans le domaine économique? La République ne sera pas en danger parce que le conseil régional d'une région, au lieu d'être composé de parlementaires et d'élus locaux, comprendra des hommes et des femmes qui auront été élus au suffrage universel dans les départements.

Je tiens d'ailleurs à rappeler que la circonscription dans le cadre de laquelle seront élus des conseillers régionaux, sera le département. L'une des raisons pour lesquelles certains amendements ont été proposés tenait justement à la nécessité d'assurer une représentation pluridépartementale au sein du conseil régional. D'ailleurs l'un des inconvénients du système préconisé par le Sénat — j'y reviens puisque nous en parlons — aurait été de permettre, au moins dans une région, aux élus d'un seul département d'avoir la majorité absolue dans le conseil régional et, dans d'autres régions il aurait pu y avoir une situation presque analogue avec un léger appoint de quelques élus d'autres départements.

Avec ce que nous proposons, au contraire, chaque département aura son compte de conseillers régionaux qui seront élus au suffrage universel dans chaque département.

Quant aux possibilités d'intervention d'organismes supranationaux qui souhaitent dialoguer, voire négocier, traiter ou conclure directement avec des régions si elles sont tributaires de la faiblesse de la volonté politique nationale — or vous ne pouvez mettre notre volonté politique en doute, monsieur Debré — elles ne dépendent absolument pas du mode d'élection à des assemblées locales, fussent-elles régionales. Quel que soit le mode de scrutin, un gouvernement peut toujours abdiquer toute ambition nationale. Quelles que soient les circonscriptions territoriales retenues pour les élections, il peut se trouver mis dans une situation de dépendance.

Il ne faut donc pas faire cet amalgame permanent auquel certains ont recouru tout au long de l'après-midi, selon lequel, parce qu'on serait partisan du scrutin proportionnel, du suffrage universel, de la décentralisation, de l'élection des responsables locaux, c'est-à-dire de principes qui sont la base même de la démocratie, qui ont été à la base de la démocratie dans le pays où la démocratie est née, la Grande-Bretagne, ...

M. Michel Debré. Votre exemple est mauvais!

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il n'est pas si mauvais que cela, parce que la Grande-Bretagne n'a acquis une longue expérience de démocratie locale au fil des années et des siècles, a traversé beaucoup d'épreuves, mais toujours, en tout cas à partir du XIX^e siècle, en suivant une progression démocratique que nous pourrions lui envier.

M. Michel Debré. Sans proportionnelle!

M. Marc Lauriol. Avec un système d'élection à un tour, c'est-à-dire très majoritaire!

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai déjà dit — en vain apparemment — que le mode de scrutin n'avait pas une influence déterminante en la matière.

Je disais donc que chercher à acerbiter l'idée qu'un gouvernement qui est partisan de l'élection au suffrage universel pour les assemblées locales, partisan de la proportionnelle pour assurer une certaine fidélité de la représentation, partisan de faire élire ceux qui devront exercer des responsabilités locales, met en cause l'indépendance nationale, la grandeur du pays et sa capacité de développement, est un tout petit peu excessif!

A cela je réponds de façon modérée que le Gouvernement se borne à développer et à appliquer une orientation démocratique.

D'ailleurs si je publiais la liste des questions écrites de parlementaires appartenant à l'opposition qui, depuis neuf mois que je suis ministre de l'intérieur, m'interpellent les uns après les autres en me demandant quand les conseils régionaux vont être élus au suffrage universel...

M. Marc Lauriol. C'est parce qu'ils veulent savoir!

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... si je publiais la collection de questions adressées à mon prédécesseur, M. Defferre, auquel, pendant plus d'une année, les parlementaires de l'opposition ont demandé quand les conseils régionaux allaient, enfin, être élus au suffrage universel, on s'apercevrait que le projet de loi qui vous est soumis, mesdames, messieurs les députés, devrait logiquement être voté à l'unanimité de cette assemblée, en tout cas avec les voix de l'opposition!

M. Guy-Michel Chauveau. Très bien!

M. Michel Debré. Sans la mienne, de toute façon! Votre argumentation ne répond pas à mes avertissements!

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du Règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. Nous allons examiner l'article 1^{er} et le tableau annexé à ses dispositions.

« Art. 1^{er}. — Il est inséré dans le code électoral, entre les articles L. 334 et L. 348, qui devient l'article L. 365, un livre IV ainsi rédigé:

LIVRE IV

Election des conseillers régionaux.

« Art. L. 335. — *Non modifié.*

CHAPITRE 1^{er}

Composition des conseils régionaux et durée du mandat des conseillers.

« Art. L. 336. — *Non modifié.*

« Art. L. 337. — L'effectif des conseils régionaux et la répartition des sièges à pourvoir entre les départements de chaque région sont fixés conformément au tableau n^o 7 annexé au présent code.

« La révision du nombre des conseillers régionaux a lieu au cours de la première session ordinaire du Parlement qui suit la publication des résultats du recensement général de la population.

CHAPITRE II

Mode de scrutin.

« Art. L. 338. — Les conseillers régionaux sont élus dans chaque département au scrutin de liste sans panachage, ni vote préférentiel.

« Si une liste obtient plus de 50 p. 100 des suffrages exprimés, il lui est attribué un nombre de sièges égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir plus un, arrondi le cas échéant à l'entier supérieur. Les sièges restants sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Si aucune liste n'a obtenu plus de 50 p. 100 des suffrages exprimés, les sièges sont répartis à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu un nombre de voix au moins égal à 5 p. 100 des suffrages exprimés ne sont pas admises à répartition des sièges.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

CHAPITRE III

Conditions d'éligibilité et d'inéligibilités.

« Art. L. 339 à L. 341. — *Non modifiés.*

CHAPITRE IV

Incompatibilités.

« Art. L. 342 à L. 345. — *Non modifiés.*

CHAPITRE V

Déclarations de candidature.

« Art. L. 346 à L. 352. — *Non modifiés.*

CHAPITRE VI
Propagande.

« Art. L. 353 à L. 356. — Non modifiés.

CHAPITRE VII

Opérations préparatoires au scrutin.

« Art. L. 357. — Non modifié.

CHAPITRE VIII

Opérations de vote.

« Art. L. 358 et L. 359. — Non modifiés.

CHAPITRE IX

Remplacement des conseillers régionaux.

« Art. L. 360. — Non modifié.

CHAPITRE X

Contentieux.

« Art. L. 361 à L. 363. — Non modifiés

CHAPITRE XI

Conditions d'application.

« Art. L. 364. — Non modifié. »

Je donne lecture du tableau n° 7 annexé :

TABLEAU N° 7

Effectifs des conseils régionaux
et répartition des sièges entre les départements.

NOM DE LA REGION	NOMBRE de conseillers régionaux.	RÉPARTITION des sièges par département.
Alsace	47	
Bas-Rhin		27
Haut-Rhin		20
Aquitaine	83	
Dordogne		12
Gironde		35
Landes		9
Lot-et-Garonne		9
Pyrénées-Atlantiques		18
Auvergne	47	
Allier		13
Cantal		6
Haute-Loire		7
Puy-de-Dôme		21
Bourgogne	55	
Côte-d'Or		16
Nièvre		8
Saône-et-Loire		20
Yonne		
Bretagne	81	
Côtes-du-Nord		16
Finistère		25
Ille-et-Vilaine		22
Morbihan		18
Centre	75	
Cher		10
Eure-et-Loir		12
Indre		3
Indre-et-Loire		17
Loir-et-Cher		10
Loiret		18
Champagne-Ardenne	47	
Ardennes		11
Aube		10
Marne		19
Haute-Marne		7

NOM DE LA REGION	NOMBRE de conseillers régionaux.	RÉPARTITION des sièges par département.
Corse	61	
Corse-du-Sud		28
Haute-Corse		33
Franche-Comté	43	
Doubs		19
Jura		10
Haute-Saône		9
Territoire de Belfort		5
Guadeloupe	41	
Guyane	31	
Ile-de-France	197	
Ville de Paris		43
Seine-et-Marne		17
Yvelines		54
Essonne		19
Hauts-de-Seine		27
Seine-Saint-Denis		26
Val-de-Marne		23
Val-d'Oise		18
Languedoc-Roussillon	67	
Aude		9
Gard		18
Hérault		24
Lozère		5
Pyrénées-Orientales		11
Limousin	31	
Corrèze		10
Creuse		6
Haute-Vienne		15
Lorraine	73	
Meurthe-et-Moselle		23
Meuse		6
Moselle		32
Vosges		12
Martinique	41	
Midi-Pyrénées	87	
Ariège		5
Aveyron		10
Haute-Garonne		31
Gers		6
Lot		6
Hauts-Pyrénées		9
Tarn		13
Tarn-et-Garonne		7
Basse-Normandie	45	
Calvados		20
Manche		15
Orne		10
Haute-Normandie	53	
Eure		15
Seine-Maritime		38
Nord - Pas-de-Calais	113	
Nord		72
Pas-de-Calais		41
Pays de Loire	93	
Loire-Atlantique		32
Maine-et-Loire		21
Mayenne		9
Sarthe		16
Vendée		15
Picardie	55	
Aisne		17
Oise		21
Somme		17
Poitou-Charentes	53	
Charente		11
Charente-Maritime		17
Deux-Septres		12
Vienne		13

NOM DE LA REGION	NOMBRE de conseillers régionaux.	RÉPARTITION des sièges par département.
Provence-Alpes-Côte d'Azur ..	121	
Alpes-de-Haute-Provence ..		5
Hautes-Alpes ..		5
Alpes-Maritimes ..		26
Bouches-du-Rhône ..		51
Var ..		21
Vaucluse ..		13
Réunion ..	45	
Rhône-Alpes ..	151	
Ain ..		13
Ardèche ..		8
Drôme ..		12
Isère ..		28
Loire ..		22
Rhône ..		43
Savoie ..		10
Haute-Savoie ..		15

Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 4 corrigé, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le tableau n° 7 :

TABLEAU N° 7
Effectifs des conseils régionaux
et répartition des sièges entre les départements.

RÉGION ET DÉPARTEMENT	EFFECTIF global du conseil régional.	CONSEILLERS régionaux élus dans le département.
Alsace ..	47	
Bas-Rhin ..		27
Haut-Rhin ..		20
Aquitaine ..	83	
Dordogne ..		12
Gironde ..		34
Landes ..		10
Lot-et-Garonne ..		10
Pyrénées-Atlantiques ..		17
Auvergne ..	47	
Allier ..		13
Cantal ..		6
Haute-Loire ..		8
Puy-de-Dôme ..		20
Bourgogne ..	55	
Côte-d'Or ..		16
Nièvre ..		9
Saône-et-Loire ..		19
Yonne ..		11
Bretagne ..	81	
Côtes-du-Nord ..		16
Finistère ..		25
Ille-et-Vilaine ..		22
Morbihan ..		18
Centre ..	75	
Cher ..		11
Eure-et-Loir ..		12
Indre ..		8
Indre-et-Loire ..		17
Loir-et-Cher ..		10
Loiret ..		17
Champagne-Ardenne ..	47	
Ardennes ..		11
Aube ..		10
Marne ..		18
Haute-Marne ..		8

RÉGION ET DÉPARTEMENT	EFFECTIF régional. global du conseil	CONSEILLERS régionaux élus dans le département.
Corse ..	61	
Corse-du-Sud ..		28
Haute-Corse ..		33
Franche-Comté ..	43	
Territoire de Belfort ..		6
Doubs ..		18
Jura ..		10
Haute-Saône ..		9
Guadeloupe ..	41	
Guyane ..	31	
Ile-de-France ..	197	
Essonne ..		20
Hauts-de-Seine ..		27
Ville de Paris ..		42
Seine-et-Marne ..		18
Seine-Saint-Denis ..		26
Val-de-Marne ..		23
Val-d'Oise ..		18
Yvelines ..		23
Languedoc-Roussillon ..	65	
Aude ..		10
Gard ..		18
Hérault ..		23
Lozère ..		3
Pyrénées-Orientales ..		11
Limousin ..	41	
Corrèze ..		14
Creuse ..		8
Haute-Vienne ..		19
Lorraine ..	73	
Meurthe-et-Moselle ..		22
Meuse ..		7
Moselle ..		31
Vosges ..		13
Martinique ..	41	
Midi-Pyrénées ..	87	
Ariège ..		6
Aveyron ..		10
Haute-Garonne ..		29
Gers ..		7
Lot ..		6
Hautes-Pyrénées ..		9
Tarn ..		13
Tarn-et-Garonne ..		7
Basse-Normandie ..	45	
Calvados ..		19
Manche ..		16
Orne ..		10
Haute-Normandie ..	53	
Eure ..		15
Seine-Maritime ..		38
Nord-Pas-de-Calais ..	113	
Nord ..		72
Pas-de-Calais ..		41
Pays de Loire ..	93	
Loire-Atlantique ..		31
Maine-et-Loire ..		21
Mayenne ..		9
Sarthe ..		16
Vendée ..		16
Picardie ..	55	
Aisne ..		17
Oise ..		21
Somme ..		17
Poitou-Charentes ..	53	
Charente ..		12
Charente-Maritime ..		17
Deux-Sèvres ..		12
Vienne ..		12

RÉGION ET DÉPARTEMENT	EFFECTIF global du conseil régional.	CONSEILLERS régionaux élus dans le département.
Provence-Alpes-Côte d'Azur ..	117	
Alpes-de-Haute-Provence ..		4
Hautes-Alpes ..		4
Alpes-Maritimes ..		26
Bouches-du-Rhône ..		49
Var ..		21
Vaucluse ..		13
Réunion ..	45	
Rhône-Alpes ..	96	
Ain ..		13
Ardèche ..		9
Drôme ..		12
Isère ..		28
Loire ..		22
Rhône ..		42
Savoie ..		10
Haute-Savoie ..		15

Sur cet amendement, M. François Massot a présenté un sous-amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« I. Dans l'amendement n° 4 corrigé, substituer aux lignes « Alpes-de-Haute-Provence 4; Hautes-Alpes 4 », les lignes : « Alpes-de-Haute-Provence 5; Hautes-Alpes 5 ».

« II. En conséquence, dans le même amendement, à la ligne : « Provence-Alpes-Côte d'Azur » substituer au nombre : « 117 », le nombre : « 119 ».

La parole est à M. le ministre pour soutenir l'amendement n° 4 corrigé.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai déjà présenté cet amendement dans mon intervention.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 4 corrigé et soutenir le sous-amendement n° 5.

M. François Massot, rapporteur. La commission n'a pas examiné l'amendement n° 4 corrigé mais je tiens à indiquer qu'à titre personnel, j'y suis favorable.

Cet amendement rejoint, en effet, une des préoccupations que la commission des lois avaient manifestées en première lecture. Vous savez qu'elle avait proposé de rectifier le tableau initial en prévoyant un préciput de trois conseillers régionaux par département avant que les autres conseillers régionaux ne soient répartis à la proportionnelle. En séance publique, l'Assemblée n'avait pas adopté cette disposition. Or l'amendement du Gouvernement reprend partiellement cette proposition de la commission des lois puisqu'il attribue un préciput de un conseiller régional par département, les autres sièges étant répartis à la proportionnelle, ce qui fait que la préoccupation que nous avons eue d'éviter une trop grande sous-représentation des petits départements au sein des conseils régionaux est satisfaite.

Il n'en demeure pas moins que, pour quelques cas particuliers, cette disposition aboutit, malheureusement, au contraire du but recherché.

Lors de la discussion en première lecture, nous avons donc adopté une répartition proportionnelle entre tous les départements à l'intérieur de chaque région, avec un correctif qui prévoyait qu'aucun département ne pourrait avoir moins de cinq conseillers régionaux, ce qui aboutissait à favoriser les trois plus petits départements français dont le nombre des représentants était ainsi porté de trois à cinq. Or, avec cet amendement déposé aujourd'hui par le Gouvernement, en principe pour favoriser les petits départements, ceux qui étaient favorisés par le texte adopté en première lecture — je pense en particulier aux départements des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence — subiront une diminution de leur représentation potentielle, puisque celle-ci sera ainsi ramenée de cinq à quatre.

C'est la raison pour laquelle je me suis permis de déposer un sous-amendement demandant que dans les deux départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, le nombre des conseillers régionaux soit porté de quatre à cinq et que, par voie de conséquence, le nombre de conseillers régionaux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur soit porté de cent dix-sept à cent dix-neuf.

La raison d'être de ce sous-amendement est simple. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est celle dans laquelle la différence de population entre les départements est la plus importante. Parmi les 4 millions d'habitants que comporte cette région, les deux départements réunis des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes n'en comptent que 220 000 alors qu'ils représentent plus du tiers de la superficie de l'ensemble de la région. Il y a donc un très grand déséquilibre qui fait que ces départements ont un peu l'impression d'être colonisés par les départements beaucoup plus peuplés de la zone côtière.

Il serait donc tout à fait judicieux d'adopter mon sous-amendement que l'on pourrait justifier par un principe simple. Il suffirait de décider qu'à l'intérieur d'une même région, un département ne devrait jamais avoir une représentation plus de dix fois inférieure à celle du département le plus peuplé. Autrement dit, il ne faudrait pas que les élus régionaux du département le plus peuplé soient plus de dix fois plus nombreux que ceux du département le moins peuplé. Le rapport ne devrait jamais dépasser celui de un à dix.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur — qui est d'ailleurs la seule dans laquelle le problème se pose, car un tel déséquilibre n'existe pas dans les autres — le département le plus peuplé est celui des Bouches-du-Rhône. Il aurait disposé de 51 conseillers régionaux avec le texte adopté en première lecture et il n'en aura plus que 49 aux termes de l'amendement du Gouvernement. Si l'on prend 10 p. 100 de ce nombre on obtient 5 en chiffre rond; nous aboutissons donc bien à ce que je vous propose de retenir.

Sous la réserve de ce sous-amendement, je conclus, à titre personnel, que je suis favorable à l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 5 ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je comprends bien l'objectif poursuivi par ce sous-amendement et chacun doit reconnaître que j'étais disposé à chercher une formule ayant une portée générale qui réponde au souci légitime de M. Massot d'assurer une représentation supérieure à des départements peu peuplés situés dans une région très peuplée où existe, en outre, un département particulièrement peuplé. C'est bien pourquoi j'ai proposé, en première lecture, que l'on applique une règle permettant à chaque département d'avoir au moins cinq conseillers régionaux.

Depuis, nous avons vu que cette disposition avait pour conséquence de faire surreprésenter certains départements. Nous avons donc retenu une autre formule, tout aussi générale, mais qui n'a pas les mêmes conséquences. Elle a été adoptée par la commission dont M. Massot est le rapporteur. Le but recherché étant de donner une moins grande compensation aux petits départements, il est évident que la représentation des départements qui étaient particulièrement avantagés par la formule précédente est réduite.

Il me paraît très difficile — et je me demande même si cela serait constitutionnel — d'introduire une règle selon laquelle aucun département, dans une région donnée, ne devrait avoir un nombre de conseillers régionaux inférieur au dixième du nombre de conseillers régionaux du département le plus peuplé. Quelle serait, en effet, la justification d'une telle règle ? Pourquoi s'en tiendrait-on là ? Dans le cas d'une région où un département aurait une population vingt fois plus nombreuse que celle du plus petit département de la région, ne faudrait-il pas reformuler la règle en parlant du vingtième ?

Voilà pourquoi je ne peux malheureusement pas accepter ce sous-amendement.

J'ajoute que si l'on devait appliquer la règle qui a été formulée en termes généraux par M. Massot, c'est-à-dire le rapport de un à dix, on retomberait à quatre. En effet, comme il le disait lui-même très bien, un dixième de 49, c'est 4,9; arrondi, cela donne 4 ! (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 5. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4 corrigé. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. François Massot, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral, après les mots : « au scrutin de liste », insérer les mots : « , à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. François Massot, rapporteur. Il s'agit tout simplement de rétablir le mode de scrutin proposé par l'Assemblée nationale en première lecture.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. François Massot, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Supprimer les deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour l'article L. 338 du code électoral.

La parole est à M. le rapporteur.

M. François Massot, rapporteur. Il s'agit de supprimer les dispositions votées par le Sénat, qui introduisent le correctif majoritaire dont nous avons parlé tout à l'heure.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés, et le tableau n° 7 annexé à ses dispositions, dans la rédaction de l'amendement n° 4 corrigé.

M. Marc Lauriol. Le groupe R.P.R. vote contre ! (L'article 1^{er}, ainsi modifié, et le tableau annexé, ainsi rédigé, sont adoptés.)

Article 1^{er} bis A.

M. le président. « Art. 1^{er} bis A. — L'article 16 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, est abrogé. »

M. François Massot, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 1^{er} bis A. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. François Massot, rapporteur. Cet amendement, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, vise à supprimer l'article introduit par le Sénat, qui abroge l'incompatibilité existant dans les départements d'outre-mer entre les fonctions de membre de bureau de conseil régional et de membre de bureau de conseil général.

M. Marc Lauriol. De quel amendement s'agit-il ?

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, il s'agit de l'amendement qui supprime le texte introduit par le Sénat dont j'ai parlé tout à l'heure.

Le Gouvernement y est favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 1^{er} bis A est supprimé.

Articles 7 bis, 9 et 10.

M. le président. « Art. 7 bis. — La loi n° 83-549 du 30 juin 1983 relative aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est abrogée. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7 bis.

(L'article 7 bis est adopté.)

« Art. 9. — Les dispositions des articles L. 342 à L. 345 du code électoral ainsi que celles des articles 6 et 7 bis de la présente loi entrent en vigueur à la date des élections visées à l'article précédent. » — (Adopté.)

« Art. 10. — Le deuxième alinéa de l'article 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative aux sondages d'opinion est ainsi modifié :

« 1° entre les mots « législatives » et « cantonales » est inséré le mot « régionales » ;

« 2° entre les mots « du Sénat » et les mots « des conseils généraux », sont insérés les mots « des conseils régionaux ». — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Marc Lauriol. Le groupe du rassemblement pour la République vote contre.

M. Jean Jarosz. Le groupe communiste s'abstient.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 10 —

DEMANDE DE VOTE SANS DEBAT

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des affaires étrangères demande le vote sans débat d'un projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel) (n° 2749).

En application de l'article 104 du règlement, cette demande a été affichée et notifiée. Elle sera communiquée à la conférence des présidents au cours de la première réunion suivant la distribution du rapport de la commission.

— 11 —

RETRAIT D'UNE QUESTION ORALE SANS DEBAT

M. le président. J'informe également l'Assemblée que, à la suite d'un accord intervenu entre le Gouvernement et l'auteur, la question orale sans débat de M. André Delehedde est retirée de l'ordre du jour de demain.

— 12 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à développer l'installation des jeunes agriculteurs.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2772, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues une proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des associations patronales privées.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2773, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Joseph Legrand et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la T.V.A. payée par le personnel des Houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2774, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2775, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à créer un droit à des congés de formation permanente des citoyens.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2776, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. André Soury et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à ouvrir le droit à la retraite à partir de soixante ans aux non-salariés agricoles relevant du régime agricole.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2777, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à doter la Société nationale des entreprises de presse d'une mission de rénovation et de relance des industries polygraphiques et de la communication.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2778, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues une proposition de loi instituant une réduction de l'impôt sur le revenu pour les contribuables salariés en difficulté.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2779, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à la reconnaissance de la langue des signes française.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2780, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues une proposition de loi modifiant la dotation globale de fonctionnement.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2781, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Adrien Zeller une proposition de loi tendant à instituer un revenu minimum d'existence tenant compte des charges familiales et de logement.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2782, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Henri Bayard une proposition de loi relative à la création d'un comité chargé de proposer toutes mesures tendant à une meilleure intégration professionnelle et à une plus grande protection sociale des épouses des membres de professions libérales.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2783, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Michel Sapin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2784, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et le travail des exploitants agricoles familiaux.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 2785, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 13 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. François Massot un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant le code électoral et relatif à l'élection des conseillers régionaux (n° 2756).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2766 et distribué.

J'ai reçu de M. Gérard Gouzes un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (n° 2713).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2767 et distribué.

J'ai reçu de Mme Lydie Dupuy un rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification d'une convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (n° 2731).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2768 et distribué.

J'ai reçu de M. Claude Estier un rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort (n° 2732).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2769 et distribué.

J'ai reçu de M. Michel Bérégovoy un rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1978 (n° 2748).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2770 et distribué.

J'ai reçu de M. Robert Montdargent un rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel) (n° 2749).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2771 et distribué.

— 14 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 14 juin 1985, à neuf heures trente, séance publique :

Questions orales sans débat :

Question n° 856. — M. Jean Royer fait observer à M. le Premier ministre que quatre séries de faits justifient la fabrication et l'utilisation en France de l'alcool carburant. 1. Les secteurs betteraviers et céréaliers de notre agriculture développent une production qui s'accroît plus vite que les capacités de consommation intérieure et d'exportation à des prix raisonnables. Il en résulte un problème de plus en plus aigu de résorption des stocks. 2. La lutte contre la pollution des villes conduit l'ensemble des nations européennes à supprimer progressivement l'utilisation du plomb dans l'essence sans toutefois en abaisser les indices d'octane. 3. L'usage de carburants de substitution doit permettre, en diminuant encore les importations de pétrole, d'alléger le déficit de notre commerce extérieur. 4. La création d'un secteur agro-industriel complétant le secteur agro-alimentaire doit aboutir à la création d'emplois nouveaux et par conséquent contribuer à la résorption du chômage. L'ensemble de ces faits justifie pleinement la fabrication et l'usage de l'éthanol à partir de la betterave, du blé, du maïs, de la pomme de terre, du topinambour et du raisin. Il lui demande donc quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour lancer la création d'unités industrielles de production de ce nouveau carburant, de préciser les modalités de son mélange à l'essence, d'agir sur la fiscalité pour en fixer le prix compétitif et aboutir ainsi à un usage efficace de l'éthanol dans les domaines de l'agriculture et des transports.

Question n° 857. — M. André Lajoinie expose à Mme le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur que la France est bien placée dans la réalisation de la filière aluminium-lithium qui permettra à nos industries aéronautiques de rester concurrentielles au plan international grâce à cet alliage nouveau allégeant de 10 p. 100 environ le poids des avions avec une résistance renforcée. Toutes les conditions sont réunies pour réaliser cet alliage puisque le groupe Pechiney a mis au point cette technologie nouvelle et s'appropriée à mettre en service une fonderie à Issoire (Puy-de-Dôme). Quant à l'approvisionnement en lithium, il peut être fourni par le gisement polymétallique d'Echassières (Allier) qui est un des quatre plus importants du monde et le seul d'Europe. Mais le financement de ces projets n'est pas assuré, alors qu'aux Etats-Unis de très importants moyens ont permis au groupe Alcoa, soutenu par Boeing, de marquer des points et semble-t-il de prendre de l'avance. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'elle compte prendre pour assurer le financement rapide de ces projets et dans l'immédiat de débloquent les crédits nécessaires pour permettre au bureau de recherches

géologiques et minières Coframines la mise en exploitation du gisement d'Echassières afin de pouvoir disposer à côté d'autres minerais rares de suffisamment de lithium pour assurer l'approvisionnement de la filière aluminium-lithium, qui sans cela se trouverait handicapée.

Question n° 852. — Depuis 1980, 570 000 emplois productifs ont disparu en France, alors que, de 1973 à 1983, les Etats-Unis créaient 16 millions d'emplois supplémentaires et le Japon, 7 000 000. Ces résultats proviennent de politique économique improvisée menée par le Gouvernement — ci, cependant, en assouplissant l'ordonnance de 1982 sur travail temporaire, semble avoir démontré sa capacité à poser un nouveau regard sur les problèmes économiques et sociaux des entreprises. M. Pierre-Bernard Cousté demande donc à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, si le Gouvernement compte également prendre des dispositions pour que les entreprises françaises disposent de l'outil indispensable que constitue la flexibilité de l'emploi, dans la conjoncture actuelle. En particulier, le Gouvernement reverra-t-il les questions : des seuils sociaux qui, pour une entreprise passant de 40 à 50 employés, entraînent une augmentation de 4 p. 100 de l'heure travaillée ; de l'autorisation de licenciement économique, que la France est seule à appliquer en Europe, avec les Pays-Bas ; des charges sociales écrasantes ; de l'indexation des salaires ? S'il procédait, comme il l'a fait précédemment pour le travail temporaire, à ces indispensables adaptations, le Gouvernement permettrait aux entreprises de « redémarrer » et d'engager du personnel ; il ferait aussi la preuve qu'il peut conduire une politique économique sensée et raisonnable.

Question n° 853. — M. Gilbert Gantier appelle l'attention de Mme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, sur l'engagement pris par le Gouvernement en avril 1983 pour faire droit à la demande des internes et chefs de clinique en grève, aux termes duquel le Premier ministre s'engageait à ce que le ministre des affaires sociales intervienne auprès des caisses d'assurance maladie pour que soit examiné rapidement le principe d'une bonification pour les anciens médecins hospitalo-universitaires s'installant en secteur libéral, en tenant compte des impératifs de la politique conventionnelle et de l'équilibre financier des régimes. Il lui demande ce qu'elle entend faire pour qu'il soit donné suite à cet engagement gouvernemental dans le cadre des discussions conventionnelles actuellement en cours.

Question n° 853. — M. Charles Paccou attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation de l'enseignement privé en matière d'initiation à l'informatique. Le plan informatique pour tous, lancé par le Premier ministre, prévoit d'ici à la fin de l'année 1985 l'installation de 100 000 micro-ordinateurs dans les universités, les lycées, les collèges et les écoles primaires, afin, selon ses propres termes, de « faciliter la rencontre entre l'ensemble des Français et l'ordinateur de façon à les préparer à la seconde langue maternelle qui doit devenir l'informatique ». Cette ambition, louable dans l'actuelle période de crise économique qui se traduit notamment par un chômage sans précédent des jeunes, crée malheureusement une nouvelle inégalité entre les élèves de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé, qui semblent écartés pour le moment du plan gouvernemental. Cette disparité se manifeste avec une grande acuité dans la région Nord-Pas-de-Calais dans laquelle 200 000 élèves sont inscrits dans l'enseignement privé, soit 21,30 p. 100 de la population scolaire. L'enseignement privé, lui aussi conscient de sa mission et de ses responsabilités, désire aborder les questions relatives aux nouvelles technologies dans les meilleures conditions, dans l'intérêt même des jeunes dont il assume l'éducation. Il souhaite donc disposer de formateurs de qualité et des équipements indispensables. Malheureusement, l'enseignement privé du Nord-Pas-de-Calais reste à l'écart des initiatives qui se sont créées dans le cadre du programme d'initiation à la formation, lancé en 1983 par le conseil régional et contractualisé en 1984 avec l'Etat et les départements. En effet, il n'a pu obtenir, après bien des difficultés, qu'une vingtaine de formateurs dans le cadre du programme des universités d'été et la dotation des sites informatiques du conseil régional exclut à une ou deux exceptions près les établissements privés. En ce qui concerne le programme informatique pour tous, les conditions réservées à l'enseignement privé font dire à ses responsables que ce plan est un plan informatique « pas pour tous ». Il faut rappeler, et cela ne prête naturellement pas à contestation, qu'un maître de l'enseignement public voulant suivre un stage d'initiation perçoit 200 francs par jour, soit 1 200 francs, qui lui sont versés à la fin d'une semaine de stage, le formateur touchant 6 000 francs. Cependant, le maître de l'enseignement privé suivant un stage du même type doit verser 1 100 francs, ce qui est profondément injuste. Face à

cette situation, l'enseignement privé a été contraint de mettre sur pied une opération parallèle pour dix ou quinze stages organisés par des établissements volontaires possédant le matériel approprié, tout l'effort d'équipement devant être réalisé sur fonds propres. La légitime inquiétude des enseignants et des parents ne fait que croître devant une telle situation qui crée une grave inégalité entre les enfants de la région Nord-Pas-de-Calais et risque de pénaliser 200 000 élèves. La guerre scolaire est condamnée par le peuple français. Lors de sa prise de fonctions, le ministre de l'éducation nationale a réaffirmé son attachement au libre choix de l'école pour tous les parents, c'est pourquoi il ne peut croire qu'il s'agit d'une volonté publique clairement exprimée de mise à l'écart de l'enseignement privé. Il lui demande donc : 1° S'il ne serait pas utile de préciser les compétences respectives du Gouvernement, des régions et des départements en la matière ; 2° De lui faire connaître les mesures concrètes immédiates qu'il compte prendre afin de garantir à tous les jeunes l'égalité devant l'initiation à l'informatique.

Question n° 853. — M. Lucien Dutard tient à attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la dégradation actuelle du marché de la fraise, notamment de la fraise du Périgord. Cette production agricole a pris, ces dernières années, une importance capitale pour de nombreuses exploitations agricoles petites et moyennes. La liquidité obtenue par la vente de la fraise remplace, dans de nombreuses exploitations, le revenu qui découlait de la culture du tabac. En effet, la transformation du tabac brun en tabac blond est en cours de recherche et de réalisation. La fraisculture est donc la production agricole de substitution indispensable aux revenus des petits et moyens producteurs. La saison de 1985 s'avère catastrophique. Voici le contenu du télégramme qui lui a été adressé par les organismes coopératifs du marché de la fraise (Coopérative des Bitarelles, S.I.C.A. Uperli, coopérative S.O.C.A.V.E., coopérative Valcodor) : « Le marché de la fraise est complètement dégradé. Prix de vente moitié du prix de revient. Concurrence espagnole et italienne sur la C.E.E. Maturité groupée, conséquence de l'excès de froid de janvier. Revenus du producteur catastrophiques. Demandons aux pouvoirs publics soutien du marché. » Il a vérifié ces affirmations auprès de plusieurs fraisculteurs, notamment M. Colinet, maire de Breuilh, président du marché du Cadran de Vergt et représentant les producteurs, qui lui a confirmé la réalité du contenu de ce télégramme, aggravé par l'orage du 5 juin dont M. Baste, président de Valcodor, a souligné les conséquences désastreuses. Il pense donc qu'il est nécessaire que le Gouvernement prenne des décisions de soutien du marché et d'aide à l'agriculture périgourdine à nouveau sinistrée.

Question n° 854. — M. Charles Miossec appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'application de l'alinéa 3 de l'arrêté du 14 mars 1985 complétant l'arrêté du 22 novembre 1984 modifié relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait. Cet alinéa précise qu'« il est interdit aux acheteurs de lait d'appliquer un système de rémunération conduisant à privilégier de manière directe ou indirecte les producteurs livrant les plus grandes quantités de lait ». Or, si certains industriels appliquent ces dispositions sans discrimination à l'égard des producteurs, et celles que soient les quantités de lait livrées, d'autres continuent d'appliquer une distinction par le biais du forfait-arrêt ou frais fixes de collecte, qui, ramené au litre livré, aboutit à sanctionner les producteurs petits et moyens. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures concrètes il entend prendre afin que cesse cette pratique et que soit réellement appliqué l'arrêté du 14 mars 1985.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures vingt-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Jean-Pierre Sueur a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Yves Tavernier a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).

M. François Mortelette a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants du 12 octobre 1970 et du 24 novembre 1976 (n° 2748), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires étrangères.

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Philippe Bassinet a été nommé rapporteur du projet de loi relatif à la recherche et au développement technologique (n° 2745).

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mercredi 19 juin 1985, à douze heures, dans les salons de la présidence.

Commission mixte paritaire.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'URBANISME AU VOISINAGE DES AÉRODROMES

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 13 juin 1985 et par le Sénat dans sa séance du mardi 11 juin 1985, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Claude Michel.	MM. Paul Bladt.
Georges Le Baill.	Jean-Claude Bois.
Noël Ravassard.	Frédéric Jalton.
Marcel Wacheux.	Jean Peuziat.
Charles Fèvre.	Jean Rigaud.
Paul Mercieca.	Maurice Nilès.
Roland Nungesser.	Jean-Louis Goasduff.

Sénateurs.

Membres titulaires.	Membres suppléants.
MM. Michel Chauty.	MM. Auguste Chupin.
Jean Colin.	Jean Puech.
Philippe François.	Paul Kauss.
Bernard Hugo (Yvelines).	Louis Mercier.
Jacques Moutet.	Georges Berchet.
Pierre Noé.	Marcel Bony.
Richard Pouille.	Mme Monique Midy.

Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes.

(Instituée par l'article unique de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979.)

En application de l'article 25 du règlement, le groupe U. D. F. a désigné M. Proriot pour siéger à cette délégation.

Candidature affichée le 13 juin 1985, à dix-huit heures, et publiée au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 14 juin 1985.

La nomination prend effet dès la publication au *Journal officiel*.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

Justice (tribunaux de grande instance : Paris).

864. — 14 juin 1985. — M. Pierre-Charles Krieg attire l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur une circulaire n° 1-85 en date du 24 avril 1985, signée par M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris et tendant à étendre à l'audience de la 23^e chambre du samedi après-midi ainsi qu'à la seconde audience du samedi la procédure d'audience de type accusatoire pratiquée, depuis un an environ, à la 23^e chambre correctionnelle. Il lui signale que cette procédure présente de nombreuses anomalies et irrégularités au regard des règles édictées par le code de procédure pénale et lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter tout débordement en cette délicate matière.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

Séance du Jeudi 13 Juin 1985.

SCRUTIN (N° 837)

Sur l'ensemble du projet de loi organique modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (deuxième et nouvelle lecture).

Nombre des votants	485
Nombre des suffrages exprimés	485
Majorité absolue	243
Pour l'adoption	324
Contre	161

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour :

MM.	Boucherun	Derosier.
Adevan-Pœul	(Charente).	Deschaux-Beaume.
Alaize	Boucheron	Desgranges.
Allonsi.	(Ille-et-Vilaine).	Dessen.
Mme Alquier.	Bourget.	Destrade.
Anciant.	Bourguignon.	Dhaille.
Ansart.	Braine.	Dollo.
Asensi.	Briand.	Douyera.
Aumont.	Erune (Alain).	Drouin.
Badet.	Brunet (André).	Ducoloné.
Balligand.	Brunhes (Jacques).	Dumont (Jean-Louis).
Bally.	Bustin.	Dupilet.
Balmigere.	Cabé.	Duprat.
Bapt (Gérard).	Mme Cacheux.	Mme Dupuy.
Barailla	Cambolive.	Duraffour (Paul).
Bardin.	Cartelet.	Durbec.
Barthe.	Cartraud.	Durieux (Jean-Paul).
Bartolone.	Cassaing.	Duromea.
Bassinot.	Castor.	Duroure.
Bateux.	Cathala.	Durupt.
Battisti.	Caumont (de).	Dutard.
Bayou.	Césaire.	Escutia.
Beaufils.	Mme Chaigneau.	Esmonin.
Beaufort.	Chanfrault.	Estier.
Bèche (Guy).	Chapuis.	Evin.
Becq (Jacques).	Charles (Bernard).	Faugaret.
Bédoussac.	Charpentier.	Mme Fiévet.
Beix (Roland).	Charzat.	Fleury.
Bellon (André).	Chaubard.	Floch (Jacques).
Belorgey.	Chauveau.	Florian.
Beltrame.	Chénard.	Forgues.
Benedetti.	Chevallier.	Forni.
Benetière.	Chomat (Paul).	Fourré.
Bérégovoy (Michel).	Chouat (Didier).	Mme Frachon.
Bernard (Jean).	Coffineau.	Mme Fraysse-Cazals.
Bernard (Pierre).	Collin (Georges).	Frèche.
Bernard (Roland).	Collomb (Gérard).	Frelaut.
Berson (Michel).	Colonna.	Gallard.
Bertile.	Combasteil.	Gallet (Jean).
Besson (Louis).	Mme Commergnat.	Garcin.
Billardon.	Couillet.	Garmendia.
Billon (Alain).	Couqueberg.	Garrouste.
Bladt (Paul).	Davinot.	Mme Gaspard.
Blisko.	Dassonville.	Germont.
Bocquet (Alain).	Déferge.	Giolitti.
Bois.	Defontaine.	Giovannelli.
Bonnemaison.	Dehoux.	Mme Gocurlot.
Bonnet (Alain).	Delanoë.	Gourmelon.
Bonrepaux.	Delehède.	Goux (Christlan).
Borel.	Delisle.	Gouze (Hubert).
	Denvers.	Gouzes (Gérard).

Grézard.
Grimont.
Guyard.
Haesebroeck.
Hage (Georges).
Hauteœur.
Haye (Kléber).
Hermier.
Mme Horvath.
Hory.
Houteur.
Huguet.
Huyghues
des Etages.
Istace.
Mme Jacq (Marie).
Mme Jacquaint.
Jagoret.
Jallon.
Jans.
Jarosz.
Join.
Joseph.
Jospin.
Josselin.
Jourdan.
Journet.
Julien.
Kucheida.
Labazée.
Laborde.
Lacombe (Jean).
Lagorce (Pierre).
Laignel.
Lajoinie.
Lambert.
Lareng (Louis).
Larroque.
Lassale.
Laurent (André).
Laurissegues.
Lavédrine.
Le Balli.
Leborne.
Le Coadic.
Mme Lecuir.
Le Drian.
Le Foll.
Lefranc.
Le Gars.
Legrand (Joseph).
Lejeune (André).
Le Meur.
Leonetti.
Le Pensec.
Loncle.
Luisi.
Madrelle (Bernard).
Mahéas.

Malsonnat.
Malaodain.
Malgras.
Marchais.
Mas (Roger).
Massat (René).
Massaud (Edmond).
Masse (Marius).
Massion (Marc).
Massot (François).
Mathus.
Mazoin.
Mellck.
Menga.
Mercieca.
Metais.
Metzinger.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Michel (Jean-Pierre).
Mitterrand (G. Bert).
Mocœur.
Montdargent.
Mootergnole.
Mme Mora
(Christiane).
Moreau (Paul).
Moulinet.
Moutoussamy.
Natiez.
Mme Neiertz.
Mme Neveux.
Niles.
Notebart.
Odru.
Oehler.
Oimeta.
Orlet.
Mme Osselin.
Mme Patrat.
Patrat (François).
Pen (Albert).
Pénicaut.
Perrier (Paul).
Pesce.
Peuziat.
Philibert.
Pidjol.
Pierret.
Pignon.
Pinard.
Pistre.
Planchau.
Poignant.
Poperen.
Porelli.
Portheault.
Fourchon.
Prat.

Ont voté contre :

MM.
Alphandéry.
André.
Anquer.
Aubert (Emmanuel).
Aubert (François d').
Audinot.
Bachelet.
Barnier.

Barre.
Barrot.
Bas (Pierre).
Baudouin.
Baumel (Jacques).
Bayard.
Bégault.
Benouville (de).
Bergelin.

Prouvoist (Pierre).
Proveux (Jean).
Queyranne.
Ravassard.
Raymond.
Renard.
Renault.
Richard (Alain).
Rieubon.
Rigal (Jean).
Rimbault.
Rival (Maurice).
Robin.
Rodet.
Roger (Emile).
Roger-Machart.
Rouquet (René).
Rouquette (Roger).
Rousseau.
Sainte-Marie.
Sanmarco.
Santa Cruz.
Sanrot.
Sapin.
Sarre (Georges).
Schiff.
Senes.
Sergent.
Mme Sicard (Odile).
Mme Soum.
Soury.
Mme Sublet.
Suchod (Michel).
Sueur.
Tabanou.
Taddei.
Tavernier.
Teisseire.
Testu.
Théaudin.
Tinseau.
Tondon.
Tourné.
Mme Toutain.
Vacant.
Vadepied (Guy).
Valroff.
Vennin.
Verdon.
Vial-Massat.
Vidal (Joseph).
Villette.
Vivien (Alain).
Voillot.
Wacheux.
Willquin.
Worms.
Zarka.
Zuccarelli.

Bigeard.
Birraux.
Blanc (Jacques).
Bourg-Broc.
Bouvard.
Branger.
Brial (Benjamin).
Briane (Jean).
Brocard (Jean).

Brochard (Albert).	Godfrain (Jacques).	Miossec.
Caro.	Gorse.	Mme Missoffe.
Cavaille.	Goulet.	Mme Moreau
Chaban-Delmas.	Grussenmeyer.	(Louise).
Charlé.	Guichard.	Narquin.
Charles (Serge).	Haby (Charles).	Noir.
Chasseguet.	Haby (René).	Nungesser.
Chirac.	Hamel.	Ornano (Michel d').
Clément.	Hamelin (Jean).	Paccou.
Cointat.	Mme Harcourt	Perbet.
Corrèze.	(Florence d').	Péricard.
Cousté.	Harcourt	Pernln.
Couve de Murville.	(François d').	Perrut.
Daillet (Jean-Marie).	Mme Hauteclouque	Petit (Camille).
Dassault.	(de).	Peyrefitte (Alain).
Debré.	Hunault.	Pinte.
Delatre.	Inchauspé.	Pons.
Delfosse.	Julia (Didier).	Préaumont (de).
Deniau (Xavier).	Juventin.	Proriol.
Deprez.	Kaspereit.	Raynal.
Desanlis.	Kergueris.	Richard (Lucien).
Dominati.	Koehl.	Rigaud.
Dousset.	Krieg.	Rocca Serra (de).
Durand (Adrien).	Labbé.	Rocher (Bernard).
Durr.	La Combe (René).	Rossinot.
Esdras.	Lafleur.	Royer (Jean).
Falala.	Lancien.	Sablé.
Fèvre.	Lauriol.	Salmon.
Fillon (François).	Léotard.	Santonl.
Fontaine.	Lestas.	Sautier.
Fossé (Roger).	Ligot.	Séguin.
Fouchier.	Lipkowski (de).	Seitlinger.
Foyer.	Madelin (Alain).	Sergheraert.
Frédéric-Dupont.	Marcellin.	Soisson.
Fuchs.	Marcus.	Sprauer.
Galley (Robert).	Masson (Jean-Louis).	Stasi.
Gantier (Gilbert).	Mathieu (Gilbert).	Stirn.
Gascher.	Mauger.	Tiberi.
Gastines (de).	Maujouan du G et.	Toubon.
Gaudin.	Mayoud.	Tranchant.
Geng (Francis).	Médecin.	Valleix.
Gengenwin.	Méhaignerie.	Vivien (Robert-
Giscard d'Estaing	Mesmin.	André).
(Valéry).	Messmer.	Vuillaume.
Gissingier.	Mestre.	Wagner.
Goasduff.	Micaux.	Weisenhorn.
Godefroy (Pierre).	Millon (Charles).	Zeller.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Lambertin, Mortelette, Mme Provost (Eliane) et M. Schreiner.

N'ont pas pris part au vote :

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et M. Marchand, qui présidait la séance.

Analyse du scrutin :

Groupe socialiste (285) :

Pour : 279 ;

Non-votants : 6 : MM. Lambertin, Marchand (président de séance), Mermaz (Louis) (président de l'Assemblée nationale), Mortelette, Mme Provost (Eliane) et M. Schreiner.

Groupe R. P. R. (88) :

Contre : 88.

Groupe U. D. F. (63) :

Contre : 63.

Groupe communiste (44) :

Pour : 44.

Non-inscrits (11) :

Pour : 1 : M. Pidjot ;

Contre : 10 : MM. Audinot, Branger, Fontaine, Gascher, Hunault, Juventin, Royer (Jean), Sablé, Sergheraert et Stirn.

Mises au point au sujet du présent scrutin :

MM. Lambertin, Mortelette, Mme Eliane Provost et M. Schreiner, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter pour.

MM. Alfonsi, Alain Bonnet, Mme Chaigneau, MM. Bernard Charles, Defontaine, Duprat, Paul Duratfour, Hory, Julien, Larroque, Luisi, Jean Rigal et Zuccarelli, portés comme ayant voté « pour », ont fait savoir qu'ils avaient voulu s'abstenir volontairement.

SCRUTIN (N° 838)

Sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Foyer au projet de loi modifiant le code électoral et relatif à l'élection des députés (deuxième et nouvelle lecture).

Nombre des votants	486
Nombre des suffrages exprimés	486
Majorité absolue	244

Pour l'adoption	164
Contre	322

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.	Fossé (Roger).	Médecin.
Alphandéry.	Fouchier.	Méhaignerie.
André.	Foyer.	Melick.
Ansquer.	Frédéric-Dupont.	Mesmin.
Aubert (Emmanuel).	Fuchs.	Messmer.
Aubert (François d').	Galley (Robert).	Mestre.
Audinot.	Gantier (Gilbert).	Micaux.
Bachelet.	Gastines (de).	Millon (Charles).
Barnier.	Gaudin.	Miossec.
Barre.	Geng (Francis).	Mme Missoffe.
Barrot.	Gengenwin.	Mme Moreau
Bas (Pierre).	Giscard d'Estaing	(Louise).
Baudouin.	(Valéry).	Narquin.
Baumel (Jacques).	Gissingier.	Noir.
Bayard.	Goasduff.	Nungesser.
Bégault.	Godefroy (Pierre).	Ornano (Michel d').
Benonville (de).	Godfrain (Jacques).	Paccou.
Bergelin.	Gorse.	Perbet.
Bigéard.	Goulet.	Péricard.
Birraux.	Goux (Christian).	Pernln.
Blanc (Jacques).	Grussenmeyer.	Perrut.
Bourg-Broc.	Guichard.	Petit (Camille).
Bouvard.	Haby (Charles).	Peyrefitte (Alain).
Branger.	Haby (René).	Pinte.
Brial (Benjamin).	Hamel.	Pons.
Briane (Jean).	Hamelin (Jean).	Pourchon
Brocard (Jean).	Mme Harcourt	Préaumont (de).
Brochard (Albert).	(Florence d').	Proriol.
Caro.	Harcourt	Raynal.
Cavaille.	(François d').	Richard (Lucien).
Chaban-Delmas.	Mme Hauteclouque	Rigaud.
Charlé.	(de).	Rocca Serra (de).
Charles (Serge).	Hunault.	Rocher (Bernard).
Chasseguet.	Inchauspé.	Rossinot.
Chirac.	Julia (Didier).	Royer (Jean).
Clément.	Juventin.	Sablé.
Cointat.	Kaspereit.	Salmon.
Corrèze.	Kergueris.	Sanmarco.
Cousté.	Koehl.	Santonl.
Couve de Murville.	Krieg.	Sautier.
Daillet (Jean-Marie).	Labbé.	Séguin.
Dassault.	La Combe (René).	Seitlinger.
Debré.	Lafleur.	Sergheraert.
Delatre.	Lancien.	Soisson.
Delfosse.	Lauriol.	Sprauer.
Deniau (Xavier).	Léotard.	Stasi.
Deprez.	Lestas.	Stirn.
Desanlis.	Ligot.	Tiberi.
Dominati.	Lipkowski (de).	Toubon.
Dousset.	Madelin (Alain).	Tranchant.
Durand (Adrien).	Marcellin.	Valleix.
Durr.	Marcus.	Vivien (Robert-
Esdras.	Masson (Jean-Louis).	André).
Falala.	Mathieu (Gilbert).	Vuillaume.
Fèvre.	Mauger.	Wagner.
Fillon (François).	Maujouan du Gasset.	Weisenhorn.
Fontaine.	Mayoud.	Zeller.

Ont voté contre :

MM.	Bartolone	Bernard (Jean).
Adevah-Pœuf.	Bassinet.	Bernard (Pierre).
Alaïze.	Bateux.	Bernard (Roland).
Alfonsi.	Batlist.	Berson (Michel).
Mme Alquier.	Bayou.	Bertile.
Anciant.	Beaufils.	Besson (Louis).
Ansart.	Beaufort.	Billardon.
Asensi.	Beche (Guy).	Billon (Alain).
Aumont.	Beccq (Jacques).	Bladt (Paul).
Badé.	Bédoussac.	Blisko.
Balligand.	Beix (Roland).	Bocquet (Alain).
Bally.	Bellon (André).	Bnis.
Balmigère.	Belorgey.	Bonnemaison.
Bapt (Gérard).	Bellrame.	Bonnet (Alain).
Baralla.	Benedetti.	Bonrepaux.
Bardin.	Benetière.	Borel.
Barthe.	Bérégovery (Michel).	

Boucheroc (Charente).	Escutla.	Leborne.	Portheault	Rousseau.	Théaudin.
Boucheron (Me-et-Vilaine).	Esmoïn.	Le Coadic.	Prat.	Sainte-Marie.	Tinseau.
Bourget.	Estier.	Mme Leculr.	Prouvost (Pierre).	Santa Cruz.	Tondon.
Bourguignon.	Evla.	Le Drian.	Proveux (Jean).	Santrôt.	Tourné.
Braine.	Faugaret.	Le Foll.	Mme Prouvost (El: ne).	Sapin.	Mme Toutala.
Briand.	Mme Flévet.	Le Franc.	Queyranne.	Sarre (Georges)	Vacant.
Brune (Alain).	Fleury.	Le Gars.	Ravassard.	Schiffler.	Vadeplid (Guy).
Brunet (André).	Floch (Jacques).	Legrand (Joseph).	Raymond.	Schreijer.	Valroff.
Brunhes (Jacques).	Florian.	Lejeune (André).	Renard.	Sénès.	Vennin.
Bustln.	Forgues.	Le Meur.	Renault.	Sergent.	Verdon.
Cabé.	Forni.	Leonetti.	Richard (Alain).	Mme Sicard (Odile).	Vial-Massat.
Mme Cacheux.	Fourré.	Le Pensec.	Rieubon.	Mme Soum.	Vidal (Joseph).
Cambolive.	Mme Frachon.	Loncle.	Rigal (Jean).	Soury.	Villette.
Cartelet.	Mme Fraysse-Cazalis.	Luisi.	Rimbault.	Mme Sublet.	Vivien (Alain).
Cartraud.	Frêche.	Madrelle (Bernard).	Rival (Maurice).	Suchod (Michel).	Vouillot.
Cassaing.	Frelaut.	Mahéas.	Robin.	Sueur.	Wacheux.
Castor.	Gaillard.	Maisonnat.	Rodet.	Tabanou.	Wilquin.
Cathala.	Gallet (Jean).	Malandain.	Roger (Emile).	Taddel.	Worms.
Caumont (de).	Garcin.	Malgras.	Roger-Machart.	Tavernier.	Zarka.
Césaire.	Garmendia.	Marchais.	Rouquet (René).	Teissière.	Zuccarelli.
Mme Chaigneau.	Garrou-te.	Mas (Roger).	Rouquette (Roger).	Testu.	
Chanfrault.	Mme Gaspard.	Massat (René).			
Chapus.	Germon.	Massaud (Edmond).			
Charles (Bernard).	Giolitti.	Masse (Marius).			
Charpentier.	Giovannelli.	Massion (Marc).			
Charzat.	Mme Goeuriot.	Massot (François).			
Chaubard.	Gourmelon.	Mathus.			
Chauveau.	Gouze (Hubert).	Mazoin.			
Chénard.	Gouzes (Gérard).	Menga.			
Chevallier.	Gréard.	Mercieca.			
Chomat (Paul).	Grimont.	Metals.			
Chouat (Didier).	Guyard.	Metzinger.			
Coffineau.	Haesebroeck.	Michel (Claude).			
Colin (Georges).	Hage (Georges).	Michel (Henri).			
Collomb (Gérard).	Hauteœur.	Michel (Jean-Pierre).			
Colonna.	Haye (Kléber).	Mitterrand (Gilbert).			
Combasteil.	Hermier.	Mocœur.			
Mme Commergnat.	Mme Horvath.	Mondargent.			
Couillet.	Hory.	Montergnole.			
Couqueberg.	Houteer.	Mme Mora			
Darinot.	Huguët.	(Christiane).			
Dassonville.	Huyghues	Moreau (Paul).			
Défarje.	des Etages.	Mortelette			
Défortaine.	Istace.	Moulinet.			
Dehoux.	Mme Jacq (Marie).	Moutoussamy.			
Delanoë.	Mme Jaequaint.	Natiez.			
Delehedde.	Jagorel.	Mme Nelertz.			
Delisle.	Jailon.	Mme Nevoux.			
Denvers.	Jans.	Nilès.			
Derosier.	Jarosz.	Notebart.			
Deschaux-Beaume.	Join.	Odru.			
Desgranges.	Joseph.	Oehler.			
Dessein.	Jospin.	Oimeta.			
Destrade.	Josselin.	Orlet.			
Dhaïlle.	Jourdan.	Mme Osselin.			
Dollo.	Journet.	Mme Patrat.			
Douyère.	Julien.	Patriat (François).			
Drouin.	Kuczekda.	Pen (Albert).			
Ducoloné.	Labazée.	Pénicaut.			
Dumont (Jean-Louis).	Laborde.	Perrier (Paul).			
Dupilet.	Lacombe (Jean).	Pesce.			
Duprat.	Lagorce (Pierre).	Peuziat.			
Mme Dupuy.	Laigne).	Philibert.			
Duraffour (Paul).	Lajoinie.	Pierret.			
Durbec.	Lambert.	Pignion.			
Durieux (Jean-Paul).	Lambertln.	Pinard.			
Duroméa.	Lareng (Louis).	Pistre.			
Duroure.	Larroque.	Planchou.			
Durupt.	Lassale.	Poignant.			
Dutard.	Laurent (André).	Poperen.			
	Laurissegues.	Porelli.			
	Le Baili.				

N'ont pas pris part au vote :

MM. Gascher, Lavédrine et Pidjot.

N'ont pas pris part au vote :

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et M. Marchand, qui présidait la séance.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe socialiste (285) :

Pour : 4 : MM. Goux (Christian), Mellick, Pourchon et Sanmarco ;
Contre : 278 ;

Non-votants : 3 : MM. Lavédrine, Marchand (président de séance) et Mermaz (Louis) (président de l'Assemblée nationale).

Groupe R. P. R. (88) :

Pour : 88.

Groupe U. D. F. (63) :

Pour : 63.

Groupe communiste (44) :

Contre : 44.

Non-inscrits (11) :

Pour : 9 : MM. Audinot, Branger, Fontaine, Hunault, Juventia, Royer (Jean), Sablé, Sergheraert et Stirn ;
Non-votants : 2 : MM. Gascher et Pidjot.

Mises au point au sujet du présent scrutin :

MM. Christian Goux, Mellick, Pourchon, Sanmarco, portés comme ayant voté « pour », ainsi que M. Lavédrine, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter « contre ».

Prix du numéro : 2,70 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)